

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

[S-C — 00071]

Circulaire relative à la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police

A MM. les Gouverneurs de Province.

Pour information :

A MM. les Commissaires d'arrondissements;

A Mmes et MM. les Bourgmestres et Echevins;

A Mmes et MM. les Chefs de corps de la police communale.

A M. le Commandant de la Gendarmerie.

A MM. les Procureurs généraux.

1. BUT DE LA LOI ET CADRE LEGAL

1.1. BUT

La loi du 5 août 1992 sur la fonction de police détermine le cadre légal dans lequel se situe l'exercice de la fonction de police. Elle précise notamment les *missions et les compétences* des différents services de police et met en place un ensemble d'instruments indispensables à la mise en oeuvre d'une politique cohérente et coordonnée en matière de sécurité, tout en veillant en permanence au respect des droits individuels et des libertés fondamentales de l'homme.

La loi précise la finalité de la fonction de police et décrit clairement les rapports entre d'une part les différentes instances et les acteurs les plus importants, concernés par l'exercice de la fonction de police et d'autre part le citoyen : les autorités administratives et judiciaires, les services de police et les fonctionnaires de police. En outre, elle fixe les principales compétences, missions, *obligations et responsabilités* de ces différents services, fonctionnaires et instances, ainsi que certaines modalités de fonctionnement et de mise en oeuvre qui y sont liées, et qui sont de nature à renforcer tant la sécurité juridique du citoyen que celle du fonctionnaire de police lui-même.

La loi institue également l'obligation de *concertation* ainsi que de *coopération* entre autorités et services de police et crée la qualité d'officier de police administrative.

Enfin, cette législation précise les particularités de certaines actions en justice intentées contre des fonctionnaires de police à propos d'actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et prévoit l'*assistance en justice* à leur profit de même que la réparation de certains dommages subis à cette occasion.

1.2. CADRE LEGAL

La loi sur la fonction de police n'a nullement pour objet d'abroger les lois organiques instituant les principaux services de police. Au contraire, la loi sur la fonction de police, notamment les dispositions relatives à l'autorité sur les services de police, complète ces lois organiques et doit permettre de mieux cerner leur portée et leurs implications. La loi procède, par ailleurs, dans toute la mesure du possible et en fonction des spécificités de chacun des services de police, à une large harmonisation, notamment des missions et de leur exécution ainsi que de certaines modalités de mise en oeuvre de ces services. C'est ainsi que pour des raisons de simplification et surtout de clarté, certaines dispositions portées par les différentes lois organiques, ayant la même ou quasiment la même portée juridique, ont été reformulées et parfois précisées dans la loi sur la fonction de police.

Certaines autres dispositions de ces lois organiques ou d'autres législations spéciales ont été abrogées dans la mesure où elles étaient incompatibles avec les dispositions prévues par la loi sur la fonction de police ou ont été mises en conformité avec elle.

2. CHAMP D'APPLICATION

La *fonction de police* se définit comme étant une fonction institutionnelle de protection et de régulation de l'ordre social qui est exercée aux fins de permettre l'exercice des droits fondamentaux et de prévenir ou de corriger les dérèglements à cet ordre. Elle comprend des tâches de police administrative qui peuvent être subdivisées en activités d'accompagnement, de régulation, d'assistance, de surveillance et de protection et en tâches de prévention de délits ainsi que de maîtrise ou de contrôle d'activités perturbatrices de l'ordre, de conflits ou de situations de crise. Elle comprend également les tâches de police judiciaire ainsi que des tâches qui consistent à prêter main-forte à certaines autorités ou fonctionnaires.

Elle comporte par ailleurs certaines tâches d'assistance et une fonction de renvoi vers les services spécialisés.

La police administrative englobe l'ensemble des fonctions qui ont pour but d'assurer la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques et donc l'ordre public ainsi que, le cas échéant, son rétablissement. Elle englobe notamment les tâches suivantes : *prendre les mesures régulatrices* indispensables à la protection de l'ordre social et propres à promouvoir le déroulement harmonieux des activités humaines, procéder au contrôle du respect des lois et règlements de police, prévenir les infractions, accidents, catastrophes et maladies, veiller à la protection des personnes et des biens ainsi que prêter secours à quiconque est en danger.

Si la police administrative est essentiellement régulatrice et préventive, son action ne se limite cependant pas à la prévention des désordres. Elle se poursuit après que ceux-ci se soient manifestés, pour imposer ou rétablir l'ordre, au besoin par la contrainte.

Une distinction doit en outre être faite entre la police administrative générale et la police administrative spéciale.

L'exercice des compétences de police judiciaire contribue lui aussi au maintien de l'ordre public dans la mesure où la police judiciaire vise à faire sanctionner pénalement les personnes ayant troublé l'ordre public par la commission d'infractions pénales. On peut en effet espérer que la sanction imposée contribuera à prévenir les infractions de même nature. Elle se distingue cependant de la police administrative en ce qu'elle cherche à permettre la sanction de toute infraction pénale, indépendamment de son influence sur l'ordre public au sens de la loi. Les missions de police judiciaire sont notamment spécifiées à l'art. 8 du Code d'instruction criminelle (C.I.C.) et sont explicitées à l'art. 15.

Le concept d'ordre public trouve sa concrétisation dans l'exercice de la police administrative et de la police judiciaire qui, tout en contribuant au même but, sont cependant soumises à des régimes différents et s'exercent sous la responsabilité d'autorités distinctes. Le critère de distinction entre ces deux polices réside dans le but, dans la finalité concrète de l'intervention.

La police judiciaire vise à élucider les infractions et développe à cet égard une série de techniques spécifiques visant à atteindre ce but et à déférer les auteurs de ces infractions devant les tribunaux compétents. Dans cette optique, la police judiciaire a pour finalité la répression pénale des infractions.

La police judiciaire intervient lorsque des mesures de police administrative n'ont pu empêcher la perpétration d'infractions.

La loi sur la fonction de police s'applique à certaines autorités de police ainsi qu'aux services de police générale et à certains services qu'elle qualifie de services de police spéciale. Ces services de police sont des composantes de la force publique spécialement créées, organisées, gérées, administrées et équipées pour veiller au respect des lois et règlements ainsi qu'au maintien de l'ordre juridique, le cas échéant en recourant à la contrainte.

La gendarmerie, la police communale et la police judiciaire près les parquets sont définies comme des services de police à compétence générale : la gendarmerie et la police judiciaire près les parquets avec une compétence sur l'ensemble du territoire et la police communale avec une compétence essentiellement locale.

La gendarmerie et la police communale se caractérisent par une compétence de police administrative et de police judiciaire tandis que la police judiciaire près les parquets dispose uniquement d'une compétence de police judiciaire.

Un grand nombre d'agents et de fonctionnaires appartenant à diverses administrations sont investis d'une mission de police spéciale. Ils sont chargés de veiller à l'application et au respect de législations particulières de nature diverse, sociale, économique, financière par exemple.

Les services regroupant ces agents et fonctionnaires présentent parfois certaines similitudes avec les services que l'on qualifie généralement de services de police. La présente loi n'entend reconnaître cette spécificité qu'à la police des chemins de fer, à la police maritime et à la police aéronautique en soulignant que ces services font également partie de la force publique en ce qu'ils ont un certain pouvoir de contrainte même si, pour les cas les plus difficiles, ils peuvent se faire prêter main-forte, le plus souvent par la police communale et la gendarmerie. Ces services relèvent du champ d'application de la loi dans une mesure plus limitée que les services de police générale.

Dans l'état actuel des choses, ces services et leurs membres revêtus de la qualité de fonctionnaire de police, ne sont concernés que par les dispositions qui les visent expressément ou qui visent tous « les fonctionnaires de police » ou les « services de police » sans distinction. Leur statut et leurs missions et compétences restent cependant régies pour l'essentiel par d'autres lois particulières.

La loi sur la fonction de police n'est pas applicable aux autres agents et fonctionnaires chargés de certaines missions de police judiciaire ou investis de certaines compétences de police judiciaire tels les membres du Comité supérieur de contrôle et certains membres de l'Administration des douanes et accises.

Les missions et les compétences des agents auxiliaires de police sont expressément définies à l'art. 217 de la nouvelle loi communale qui précise qu'ils ne peuvent exercer aucune mission de police administrative ou judiciaire autre que celles qui leur sont attribuées en matière de police de la circulation routière, ainsi que celle de veiller au respect des règlements de police communaux. La loi sur la fonction de police n'a d'aucune manière entendu leur attribuer de nouvelles missions, tâches, compétences ou responsabilités et ils ne sont pas concernés par les différentes dispositions utilisant l'expression fonctionnaire de police.

3. LIGNES DE FORCE

3.1. Le respect et la protection des droits et des libertés individuels ainsi que le développement de la société démocratique doivent toujours guider l'action des services de police et constituent la finalité première de la fonction de police. Le pouvoir attribué à la police ne saurait être considéré comme une fin en soi et doit rester un des moyens à la disposition des autorités compétentes en vue d'assurer l'ordre social. Les services de police assurent un service public et sont donc non seulement au service du public mais doivent dans leur action veiller au respect des institutions démocratiques tout comme les autorités habilitées à mettre ces services en oeuvre.

3.2. Les services de police sont toujours des organes d'exécution, agissant sous l'autorité et la responsabilité d'autorités spécifiques expressément désignées par ou en vertu de la loi. Il en est ainsi même lorsque ces services agissent d'initiative, conformément aux compétences qui leur sont conférées par ou en vertu de la loi. Leur action doit toujours rester dans les limites de la légalité et des missions et compétences qui leur sont dévolues.

En tout cas, l'intervention policière devra répondre aux principes suivants :

- l'existence d'une base légale pour l'intervention;
- l'existence d'un objectif légal pour l'intervention;
- l'existence d'un besoin social pour justifier l'action policière dans une société démocratique.

La loi sur la fonction de police rappelle et souligne la distinction entre les autorités de police et les services de police, notamment en rappelant le caractère essentiellement juridique des mesures prises par les autorités et en soulignant le pouvoir qu'elles ont de les faire exécuter par les services de police, ou de contraindre les services de police de prêter main-forte au service qu'elles chargent d'exécuter les mesures prises.

Tout en mettant l'accent sur le rôle des autorités dans la mise en oeuvre de la fonction de police, la loi insiste également sur la responsabilité qui y est liée. Elle a le même souci lorsqu'elle souligne le rôle des officiers de police dans l'exercice de la fonction de police, en particulier le rôle des officiers dirigeants.

Afin de leur permettre de prendre leurs responsabilités en toute connaissance de cause, les autorités ayant un pouvoir de contrôle sur les services de police doivent être avisées d'un certain nombre d'interventions des services de police et informées de certaines situations. Elles pourront dès lors donner des directives à propos des avis et informations qui doivent leur être transmis par ou en vertu de la loi.

3.3. L'amélioration de la sécurité juridique tant du citoyen que du fonctionnaire de police est un des soucis qui sous-tendent la loi et qui se traduit notamment par la spécification du fondement juridique de l'usage de la contrainte, d'une part, et par la mise en exergue, d'autre part, du principe selon lequel le recours à la contrainte, spécificité des services de police et plus particulièrement encore des services destinés à prêter main-forte, n'est autorisé que dans les conditions prévues par ou en vertu de la loi et dans le cadre des missions et des compétences dévolues aux services de police ou aux fonctionnaires qui en font partie.

Dans plusieurs des dispositions envisagées ci-après, le législateur a ainsi entendu lier l'intervention des services de police ou des fonctionnaires de police à l'existence de raisons objectives, de raisons policières à leur intervention et a, pour certaines d'entre elles, souligné qu'on ne pouvait y avoir recours qu'en cas de nécessité.

Dans un même souci, le législateur a entendu clarifier certaines interventions des services ou fonctionnaires de police de nature à gêner l'exercice des libertés et des droits individuels ou les a limités clairement dans le temps. Ainsi certaines fouilles et arrestations ne sauraient durer plus longtemps que le temps exigé par les circonstances qui les justifient et jamais, en fonction des circonstances des cas d'espèce, plus d'une heure, de six heures, de douze ou de vingt-quatre heures.

3.4. *L'harmonisation*, dans toute la mesure du possible, des compétences et des responsabilités des services de police et, dans une certaine mesure également, de l'exercice de l'autorité sur les services de police a constitué une autre préoccupation majeure. Cette harmonisation n'a cependant nullement pour objet de réduire les spécificités essentielles de chaque service de police concerné ni de les nier.

Une telle harmonisation est un instrument indispensable à l'optimisation de la coordination et de la coopération entre les différentes composantes du système policier.

3.5. Un des principaux objectifs de la nouvelle législation est également *d'améliorer la coordination* des politiques suivies par les autorités compétentes et de leur mise en oeuvre par les services de police au travers d'une large *concertation* et d'une *coopération* plus soutenue. Elle doit notamment permettre une extension du dialogue et de la coopération commencés suite à la circulaire OOP 13 du 26 avril 1990 portant les directives générales relatives à la coordination de l'intervention de la police communale et de la gendarmerie dans le cadre de la police administrative, publiée au *Moniteur belge* du 27 avril 1990.

3.6. Les dispositions de la loi doivent être interprétées à la lumière des principes de l'autonomie communale et de la séparation des pouvoirs.

Quoique la loi attribue explicitement des compétences aux autorités nationales en matière de police, notamment dans le domaine de *la coordination de la gestion des services de police*, ainsi qu'au niveau de *la coordination de la politique* en matière de police et de l'organisation des concertations locales et provinciales, ces dispositions ne portent nullement atteinte au rôle primordial des autorités administratives locales en tant que premières responsables de l'ordre public. Ces dernières se trouvent en effet le plus près des événements susceptibles de perturber l'ordre public et elles sont en mesure d'évaluer plus adéquatement et plus rapidement les situations et leurs implications au plan local.

En matière de police administrative, les autorités supra-communales n'interviendront donc qu'exceptionnellement, en fonction de leur compétence subsidiaire telle qu'elle est notamment précisée dans la circulaire du 10 décembre 1987 sur la coordination du maintien de l'ordre, publiée dans le *Moniteur belge* du 19 décembre 1987.

4. ATTRIBUTIONS ET RESPONSABILITES DES AUTORITES DE POLICE

4.1. EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE ET ADMINISTRATIVE PAR LES AUTORITES DE POLICE.

Traditionnellement, les autorités de police se distinguent des services de police : les premières prennent des décisions qui peuvent entraîner une limitation des droits et des libertés individuels, les derniers exécutent ces décisions ou prêtent main-forte à l'occasion de l'exécution de ces décisions.

Les décisions sont des actes juridiques qui ont soit un caractère réglementaire (la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes, les règlements en matière d'aménagement du territoire, la police de la circulation routière ...), soit une portée individuelle ou particulière (interdiction de manifester, ordre de démolir un immeuble menaçant ruine, délivrance d'un mandat d'arrêt ...).

Les autorités de police sont principalement le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice, les gouverneurs de province, les commissaires d'arrondissement, les bourgmestres et le ministère public, ainsi que certaines autorités investies d'une mission spécifique, comme le Ministre des Communications pour les matières de police aéronautique, maritime et des chemins de fer et à l'égard des services de police compétents en ces domaines.

Outre leurs attributions réglementaires, les autorités de police ont le plus souvent également une compétence en matière de police administrative et même, dans certains cas, en matière de police judiciaire. L'exercice tant de la police administrative que de la police judiciaire poursuit le même objectif, à savoir le maintien de l'ordre juridique. Dans l'exercice de la fonction de police, ces deux composantes entrent souvent en ligne de compte, alternativement ou simultanément, sans qu'il existe en définitive la moindre priorité de l'une par rapport à l'autre et inversement.

Les services de police ont en revanche pour mission d'exécuter les décisions de l'autorité en posant des actes matériels ou en prenant des mesures matérielles. Dans certains cas, la gendarmerie et la police communale doivent également prêter main-forte aux services spéciaux qui doivent exécuter les décisions de certaines autorités administratives.

4.1.1. *La protection des personnes* (art. 13)

La loi dispose que lors de la prise de mesures de police administrative ou de police judiciaire, la protection des personnes doit toujours avoir priorité. Il est en effet préférable de ne pas faire poursuivre une personne ayant causé un accident de la circulation si, de ce fait, la victime était laissée sans soins ou si les mesures nécessaires n'étaient pas prises pour que le véhicule impliqué dans l'accident ne puisse causer d'autres accidents, ou même, dans certains cas, si, de ce fait, la circulation était fortement entravée. Une illustration d'un tel conflit a été donnée à l'occasion de la catastrophe d'Amsterdam lorsque l'autorité administrative a mis un terme à certaines opérations de recherche sur le terrain liées à l'identification des victimes pour des raisons de salubrité publique. Les mesures de police administrative ou de police judiciaire qui s'imposent doivent donc être prises sous réserve des mesures indispensables à la protection des personnes.

4.1.2. *La relation entre la police administrative générale et la police administrative spéciale* (art. 12)

Les autorités agissant dans le cadre de la police administrative spéciale ont un domaine d'activité plus spécifique et moins vaste que les autorités de police administrative générale. Les autorités de police administrative spéciale ne s'occupent en effet que des aspects de l'ordre public qui leur sont confiés par ou en vertu de lois spéciales, qui définissent assez précisément leurs attributions.

Dans certaines circonstances, il faut prendre tant des mesures de police administrative spéciale que des mesures de police administrative générale, par exemple lorsqu'en cas de troubles dans une prison des évasions sont à craindre, en cas d'accident de la circulation impliquant un transport nucléaire ou chimique, en cas de grève dans les chemins de fer avec occupation des voies, en cas de prise d'otages à bord d'un avion encore immobilisé au sol ou encore en cas de meeting aérien impliquant un grand rassemblement de foule.

Dans de telles circonstances, les mesures prises par les autorités de police administrative générale devront être exécutées en priorité par les services de police ou les fonctionnaires de police. En effet, si les circonstances exigent une intervention urgente et que la décision ne peut pas être reportée sans risque pour l'ordre public ou l'intérêt général, les autorités de police administrative générale devront trancher et les services de police devront prioritairement exécuter leurs décisions par égard aux décisions d'autorités de police spéciale.

Conformément à l'esprit général de la présente loi, les autorités concernées se concerteront toutefois dans la mesure du possible avant de prendre les mesures nécessaires et de les faire exécuter. Souvent, des structures ou des forums de concertation préalable devront être institués à cette fin, par analogie avec ceux prévus par la circulaire du 10 décembre 1987 portant les instructions générales coordonnées en matière de maintien de l'ordre, publiées au *Moniteur* du 19 décembre 1987.

4.2. RELATIONS ENTRE LES AUTORITES DE POLICE ET LES SERVICES DE POLICE.

4.2.1. L'autorité (art. 5, 6, 7 et 8)

4.2.1.1. L'autorité hiérarchique

Pour l'exercice des missions de police administrative, les services de police sont soumis aux autorités administratives dont ils relèvent conformément à la loi.

Sans préjudice des compétences propres des Cours d'appel, des procureurs généraux près les Cours d'appel, de l'Auditeur général près la Cour militaire, des procureurs du Roi, des auditeurs militaires et des auditeurs du travail, les services de police sont placés, pour l'exécution des missions de police judiciaire, sous l'autorité du ministre de la Justice qui peut leur donner les directives générales nécessaires à l'accomplissement de ces tâches. Les directives générales du ministre de la Justice sont communiquées pour information aux bourgmestres, si elles ont une influence directe sur l'organisation de la police communale.

Chaque service de police est placé sous l'autorité hiérarchique d'une autorité de police. Cette autorité de police exerce l'autorité hiérarchique dont question notamment en donnant des ordres au service de police concernant les interventions de police.

Pour ce qui concerne l'accomplissement de ses missions :

— la gendarmerie est placée sous l'autorité des Ministres de l'Intérieur et de la Justice et sous la direction générale du commandant de la gendarmerie. Les Ministres peuvent, conformément à l'art. 2, § 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la Gendarmerie, donner, dans leur domaine de compétence, des ordres ou des directives générales au commandant de la gendarmerie;

— la police communale est placée sous l'autorité hiérarchique du bourgmestre, conformément à l'art. 171bis de la nouvelle loi communale. Pour l'accomplissement de ses missions de police judiciaire, elle est toutefois placée sous l'autorité du Ministre de la Justice qui peut donner au chef de corps des directives générales nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

Le chef de corps est chargé sous l'autorité du bourgmestre de la direction, de l'organisation et de la répartition des tâches du corps de police. Le bourgmestre adresse au chef de corps ses ordres ou directives à ce sujet, ainsi qu'au sujet des missions de police administrative;

— la police judiciaire près les parquets est placée sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous l'autorité du procureur du Roi conformément à l'art. 1er de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets et aux art. 1er et 8 de la loi sur la fonction de police. Le procureur du Roi peut adresser ses ordres et directives à l'officier dirigeant de la brigade. L'art. 5 de la loi sur la fonction de police place également la police judiciaire près les parquets sous l'autorité du Ministre de la Justice.

— la police des chemins de fer, la police maritime et la police aéronautique sont placées sous l'autorité du Ministre des Communications.

Pour l'accomplissement de leurs missions de police judiciaire, tous ces services de police sont placés sous l'autorité du Ministre de la Justice qui peut leur donner des directives générales à ce propos.

4.2.1.2. Réquisitions (art. 6)

Si des autorités veulent faire exécuter des décisions pour lesquelles elles n'ont que des moyens ou des possibilités insuffisants ou inadaptés, elles peuvent à cette fin adresser des réquisitions aux services de police sur lesquels elles n'exercent pas d'autorité hiérarchique. Ces réquisitions sont adressées à la fonction de l'officier dirigeant le service de police concerné et pas à son nom.

Il en est notamment ainsi de la réquisition de la gendarmerie par le bourgmestre sur base de l'art. 175 de la nouvelle loi communale et de la réquisition contenue dans l'apostille du ministère public et prescrivant l'accomplissement de certains devoirs judiciaires à la police communale ou à la gendarmerie. Il en est également ainsi des réquisitions visant à obtenir main-forte des services de police pour l'exécution des décisions de l'autorité requérante. La possibilité de requérir la force publique pour prêter main-forte lors de l'exécution d'une décision prise par l'autorité ou le fonctionnaire requérant ne vise pas l'exécution de la décision même, mais le fait de permettre l'exécution par l'autorité ou le fonctionnaire requérant ou par les services sur lesquels ils ont autorité.

Les réquisitions en question doivent être expressément prévues par la loi ou découler d'une décision exécutoire, dont l'exécution forcée doit être possible et justifiée.

Chaque officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, dispose d'un pouvoir de réquisition à l'égard des composantes de la force publique et cela dans les limites de leurs attributions et dans la mesure où elles sont à même de donner suite à cette réquisition.

Différentes autorités administratives peuvent, tout comme le bourgmestre, requérir la gendarmerie ou la force armée, ainsi le gouverneur de province en vertu de l'art. 128 et de l'art. 129 de la loi provinciale.

Certains fonctionnaires chargés de missions de police administrative spéciale et qui ont compétence pour prendre des mesures d'exécution ont le droit de réquisitionner les services de police en tant que composantes de la force publique.

Une réquisition peut uniquement viser l'exécution d'une mission déterminée, elle n'est en principe pas préventive de façon générale et ne peut pas durer plus longtemps que nécessaire pour mener cette mission à bonne fin.

Même si l'autorité requérante a la possibilité de préciser l'objet de la réquisition, de faire des recommandations et de donner des instructions relatives aux moyens à mettre en oeuvre ou aux ressources à utiliser, elle ne peut s'immiscer dans les opérations matérielles que le service de police estime devoir entreprendre pour accomplir au mieux la mission requise.

La réquisition doit satisfaire aux formalités légales prévues et être confirmée par écrit si elle n'a pas été formulée par écrit.

La possibilité de faire des recommandations utiles et de formuler des suggestions à propos de l'exécution de la réquisition, réservée antérieurement par l'art. 44 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie aux autorités judiciaires, est à présent précisée et étendue aux autres services de police et est par ailleurs attribuée aux autorités administratives. S'il n'est pas possible pour le service de police de se conformer aux recommandations et indications parce qu'une telle exécution porterait atteinte à l'exécution d'autres missions de police, les réquisitions elles-mêmes doivent cependant être exécutées. Dans les cas où ces réquisitions ou, le cas échéant, leur application sont de nature à entraîner des difficultés ou conflits insurmontables entre les autorités hiérarchiques du service requis et l'autorité ou le fonctionnaire requérant, une instance supérieure pourra être amenée à intervenir, le cas échéant dans le cadre des dispositions prévues à l'article 9 ou dans celui des dispositions élaborées suite à la concertation instaurée dans l'article 10. Des conflits entre réquisitions de différentes autorités peuvent également être résolus suivant une procédure similaire.

Dans le prolongement de l'art. 44, al.2, la loi sur la gendarmerie décrit, notamment aux art. 47, aux art. 51 à 54 et aux art. 55 à 57, les procédures qui doivent permettre de régler notamment les difficultés résultant de certaines recommandations ou indications formulées par les autorités requérantes.

Les directives des autorités investies d'un pouvoir hiérarchique ont à cet égard priorité sur les réquisitions des autorités possédant un droit de réquisition.

4.2.1.3. *Instructions* (art. 5, 6 et 7)

Même si les services de police interviennent d'initiative en vertu de la loi, ils exercent d'une certaine manière et dans une certaine mesure les compétences des autorités auxquelles revient le pouvoir de décision définitif, et ce jusqu'au moment où cette autorité compétente est en mesure de prendre elle-même toutes les mesures appropriées, pour autant qu'elle le juge utile ou qu'elle puisse encore le faire. La procédure de flagrant délit prévue par le code d'instruction criminelle en donne une illustration intéressante et instructive.

Les autorités compétentes peuvent dès lors arrêter leur politique générale en donnant des recommandations et des indications ainsi que des directives générales abstraites ou des ordres permanents qui engagent les services de police. Il peut notamment en être ainsi pour tous les avis à donner au bourgmestre par les services de police, notamment en cas d'arrestation administrative.

Sans préjudice des compétences des autorités judiciaires, le Ministre de la Justice peut donner aux services de police les directives générales indispensables à l'accomplissement des tâches inhérentes aux missions de police judiciaire. Il peut notamment le faire afin de coordonner par exemple les actions des différents services de police et de régler par exemple l'utilisation de certaines techniques et de certains procédés.

Dès lors, dans le souci de préciser les principes d'intervention, il peut donner des directives générales au commandant de la gendarmerie, aux chefs de corps de la police communale et au commissaire général aux délégations judiciaires.

L'autorité du Ministre de la Justice soulignée dans le cadre de cette loi ne modifie pas les compétences expressément attribuées aux autorités judiciaires dans ce domaine.

4.2.2. *Coordination de la gestion* (art. 9)

Les règles de base en matière de gestion proprement dite des services de police ne sont pas fondamentalement modifiées par la présente législation. La gestion de la gendarmerie, la coordination de la gestion des corps de police communale entre eux et la coordination de la gestion de la gendarmerie et de la police communale relèvent de la compétence du Ministre de l'Intérieur. Le Ministre de la Justice est compétent pour la gestion de la police judiciaire près les parquets, ainsi que pour la gestion de la gendarmerie quant à certaines missions.

Lorsque ses directives ont une influence directe sur l'organisation de la police communale, le Ministre de la Justice adresse également ses directives générales en matière de missions de police judiciaire pour information au bourgmestre.

Afin de réaliser une utilisation efficace des moyens de police et de promouvoir la collaboration réciproque, les Ministres de la Justice et de l'Intérieur s'informent mutuellement des lignes de force de leur politique à l'égard des services de police relevant de leur compétence et coordonnent la gestion des services de police générale. Dans le prolongement de cette coordination, ils entretiennent également des contacts de façon régulière avec le Ministre des Communications en ce qui concerne les services de police spéciale.

Dans le respect des prérogatives des autorités locales, le Ministre de l'Intérieur peut, dans le prolongement de son pouvoir de coordination, faire des recommandations aux corps de la police communale en vue d'un développement harmonieux et efficace d'une bonne police générale, à savoir en stimulant certaines initiatives utiles, destinées par exemple à assurer une présence policière permanente.

4.2.3. *Coordination de la politique* (art. 9 et 10)

La coordination, prévue par l'art. 9, de la politique en matière de police doit être assurée par les Ministres de la Justice et de l'Intérieur, en étroite concertation avec les Ministres qui ont des compétences de police spéciale, plus particulièrement le Ministre des Communications.

De cette manière, on pourra notamment réaliser une *répartition équilibrée des tâches prioritaires*, non seulement entre les différentes composantes de la force publique qui relèvent de la compétence de ces Ministres, mais aussi, en ce qui concerne la police communale et la gendarmerie, entre les tâches de police judiciaire et celles de police administrative.

La *concertation locale et provinciale* prévue par l'art. 10 contribue également à la coordination de la politique. La finalité de cette concertation consiste à harmoniser les fonctions de police judiciaire et administrative et à promouvoir la collaboration entre les services de police.

En ce qui concerne le premier aspect, on peut, dans l'état actuel des choses, faire les réflexions ou constatations suivantes :

1° Le rôle des autorités de police locales qui doivent se concerter mutuellement dans le respect des principes de la séparation des pouvoirs et de l'autonomie communale est ici essentiel. Bien que les autorités de police soient des organes hiérarchiques vis-à-vis des services de police, la contribution de chacun des partenaires dans la concertation doit être considérée comme équivalente.

2° Le recours prioritaire à une approche pénale ou administrative du maintien de l'ordre juridique en rapport avec certains phénomènes sera en grande mesure déterminé par la situation locale.

3° L'harmonisation des deux composantes devra aller de pair avec une coordination plus poussée et plus harmonieuse entre la politique en matière de recherche et de poursuite.

Le deuxième aspect de la concertation pentagonale, à savoir la collaboration entre les services de police, peut notamment être atteint par l'exclusion des doubles emplois. La définition de priorités dans le fonctionnement des services de police constitue un moyen et un incitant à cet effet.

La concertation, qui sera en premier lieu liée à des circonstances précises, vise en définitive à favoriser et à décider des politiques générales à consigner dans des protocoles.

Le niveau auquel la concertation se fait *dans l'arrondissement judiciaire* se situera rarement au niveau de l'arrondissement même ou de la commune. Ce seront en revanche des facteurs tels que des zones criminogènes sensibles, des entités socio-économiques, des limites naturelles qui détermineront le niveau de la concertation.

Une concertation similaire existe également *au niveau provincial*. Sur le plan du contenu, cette concertation aura principalement pour but d'encourager la concertation locale et d'en tirer les enseignements nécessaires. Le gouverneur de province et le procureur général assument un rôle stimulateur dans cette concertation et y participent.

Enfin, à l'initiative des autorités compétentes, une telle concertation peut être prévue pour l'intervention des services de police générale dans le cadre de leurs missions de police administrative aux endroits où les services de police spéciale exercent une compétence spécifique.

4.2.4. *La direction* (art. 8)

Dans l'exécution de leurs missions, les fonctionnaires de police sont placés sous la direction exclusive des supérieurs du service de police auquel ces fonctionnaires de police appartiennent, sauf accords exprès conclus avec d'autres services de police.

Outre leurs compétences d'officier de police judiciaire ou administrative, certains officiers assurent un rôle dirigeant au sein de leur service de police. Ces officiers sont chargés d'une pareille tâche dirigeante afin de promouvoir une exécution optimale et cohérente des missions. Le *Commandant de la gendarmerie* reçoit les ordres et/ou les directives générales des Ministres de l'Intérieur et de la Justice. Les réquisitions des autorités administratives et judiciaires pour la gendarmerie sont en principe adressées aux commandants de district.

Le *chef de corps de la police communale* reçoit les ordres du bourgmestre et les directives du Ministre de la Justice, ainsi que les réquisitions des autres autorités administratives ou des autorités judiciaires. Dans les grands corps, ces réquisitions peuvent, sur la base d'une concertation avec les autorités concernées, être transmises à certains chefs de service.

Le *commissaire en chef aux délégations judiciaires* ou, le cas échéant, l'officier chargé de la direction de la brigade, reçoit les directives du procureur du Roi et les réquisitions des autres autorités judiciaires.

Les officiers qui sont à la tête d'un service de police ne doivent pas seulement veiller à l'exécution des ordres et réquisitions qui leur sont directement adressés, mais doivent en outre donner toutes les instructions utiles pour que les ordres et réquisitions qui seront finalement exécutés par un de leurs subordonnés le soient avec la célérité et la capacité professionnelle requises.

5. MISSIONS DES SERVICES DE POLICE

5.1. GENERALITES

Les missions et les compétences des services de police ont été, dans la mesure du possible et compte tenu des spécificités de chaque service de police, fixées de manière uniforme.

5.1.1. Missions de police administrative et judiciaire (art. 14 et 15)

Les missions de police administrative n'ont pas fondamentalement changé pour la police communale et la gendarmerie. Elles sont toutefois précisées en ce qui concerne la manière dont la police administrative est assurée. L'énumération confirme et précise l'ancienne mission générale de maintien de l'ordre public, en ce compris le contrôle du respect des lois et des règlements.

L'exercice d'une surveillance générale et de contrôles dans les lieux qui sont légalement accessibles aux services de police vise les endroits dont l'accès ne leur est pas refusé en vertu de la loi. Tel est notamment le cas pour les endroits mentionnés aux art. 26 et 27 de cette loi ou dans d'autres lois spéciales, comme l'arrêté-loi sur l'ivresse publique, la loi sur les pratiques du commerce, la loi sur les explosifs, la loi sur les armes, la loi sur les entreprises de gardiennage et de sécurité.

La police communale et la gendarmerie ont, dans le cadre de la police administrative, une mission d'information envers un certain nombre d'autorités. Cette mission d'information de la police communale est en premier lieu définie par le bourgmestre et, de façon générale, par le Ministre de l'Intérieur. La mission d'information de la gendarmerie en matière de police administrative est fixée dans la loi sur la gendarmerie et précisée par le Ministre de l'Intérieur.

La mission d'information générale en matière de police administrative est partiellement décrite dans la circulaire du 10 décembre 1987 relative aux instructions générales coordonnées en matière de maintien de l'ordre, publiée au Moniteur du 19 décembre 1987.

La police judiciaire près les parquets n'a pas de mission de police administrative. Si, dans le cadre de l'exercice de ses missions de police judiciaire, elle prend connaissance d'informations intéressant l'exercice de la police administrative, elle en informe dans les délais adéquats les autorités de police administrative compétentes.

La police communale et la gendarmerie doivent également porter assistance à toute personne en danger.

Les missions de police judiciaire sont définies de la même manière pour la police judiciaire près les parquets, la police communale et la gendarmerie. Malgré quelques adaptations de forme et le recours à une formulation plus aérée, la circonscription de la notion de police judiciaire reste très classique. Il faut toutefois noter que l'art. 15, 4^o précise que, dans l'exercice de leurs missions de police judiciaire, la gendarmerie, la police communale et la police judiciaire ont pour tâche « de transmettre aux autorités compétentes le compte rendu de leurs missions ainsi que les renseignements recueillis à cette occasion ». La mise en œuvre de cette disposition fera l'objet de directives du Ministre de la Justice et des autorités judiciaires, après concertation avec les services de police concernés.

5.1.2. Fonction d'assistance (art. 46)

Cet article ne vise pas les personnes en danger évoquées dans l'art. 14 de la loi, mais bien les personnes qui ont besoin d'aide et les victimes de délits.

Les services de police sont chargés de mettre ces personnes qui demandent du secours ou de l'assistance en contact avec des services spécialisés.

Les tâches spécialisées d'assistance sont cependant confiées à des membres de services de secours autres que les membres des services de police. Les membres de ces services de secours et les fonctionnaires de police doivent toutefois entretenir des contacts réciproques étroits.

Les services de police occupent une position clé dans le domaine de l'assistance aux victimes de délits. Ces personnes entrent en effet — par la nature des circonstances et de l'affaire même — souvent en premier lieu et parfois même exclusivement en contact avec les services de police. Il faut pouvoir attendre des services de police qu'ils assurent aux victimes des délits les plus divers un service de base consistant en :

- un bon *premier accueil* dans lequel l'aide pratique et le soutien moral ne manquent pas;
- une *reprise de contact* avec suffisamment d'informations pour surmonter les sentiments de peur et promouvoir la prise de mesures préventives;
- un *renvoi* à des services spécialisés en n'oubliant pas que d'autres personnes, comme la famille et des amis, peuvent jouer un rôle important.

Les victimes feront l'objet d'une attention particulière des services de police.

La police ne doit toutefois pas se substituer aux instances chargées de fournir une aide spécifique individualisée aux victimes, laquelle doit être confiée à des services spécialisés. Les services de police doivent cependant entretenir de bons contacts avec ces services afin que la *fonction de renvoi* se déroule de manière optimale.

Dans ce contexte, les directives de la circulaire OOP 15 du 26 août 1991 concernant l'aide policière aux victimes devront être respectées, tout comme celles que le Ministre de la Justice a adressées par sa dépêche du 19 février 1990 sous la référence 13/2.134, aux procureurs généraux en ce qui concerne la fourniture par les services de police d'informations aux victimes de délits.

5.1.3. Les interventions en vue de prêter main-forte (art. 44)

L'intervention des services de police « avec la main-forte » s'appuie sur le fait qu'ils appartiennent à la force publique: un des objectifs de la force publique consiste à prêter main-forte aux autorités administratives et judiciaires dans les limites des cas prévus par la loi ainsi que dans les limites des missions et des compétences des différentes composantes de la force publique.

La mission qui incombe aux services de police requis consiste à *protéger* le fonctionnaire, l'officier ou l'huissier de justice requérant contre toute atteinte à son intégrité physique et à prendre les dispositions pour qu'il *puisse lui-même lever les difficultés* et obstacles qui entravent l'exécution de sa mission. C'est ainsi que pour l'ouverture d'une serrure, l'huissier de justice devra faire appel à un serrurier. C'est ainsi également que dans le cadre de l'exécution de mesures de garde parentale, il devra éventuellement lui-même se saisir des enfants et les emmener.

Le fonctionnaire de police requis ne participe pas aux constats qui découlent de la mission dévolue au fonctionnaire requérant. En matière de constat d'adultère, la règle est bien connue et il doit en être de même dans les autres matières où il est fait appel à la main-forte d'un fonctionnaire de police. Il n'est pas davantage chargé d'établir un rapport à propos de l'intervention ou, de le signer en qualité de témoin.

Le fonctionnaire de police est cependant supposé dresser procès-verbal d'infractions qui seraient commises durant les constats du fonctionnaire requérant.

5.1.4. La notification de mandats de justice (art. 44)

La mission de notifier et de mettre à exécution des mandats de justice est exécutée conformément à l'organisation des services de police. Les mandats de justice sont ceux qui sont étroitement liés à la fonction de police judiciaire : il s'agit notamment du mandat de perquisition, du mandat d'amener, du mandat d'arrêt et de l'ordonnance de capture. Ces mandats, adressés à la fonction de l'officier dirigeant d'un service de police compétent, sont exécutés conformément aux règles de gestion et de hiérarchie propres à chaque service de police.

5.1.5. La collecte d'informations (art. 39)

Pour accomplir leurs missions de police administrative et de police judiciaire, les services de police doivent disposer des *informations* ou *renseignements nécessaires* à cet effet. Ils doivent traiter ces informations et si nécessaire communiquer les informations ou les renseignements dont ils disposent aux autorités de police et aux autres services de police dans les limites des compétences de ces autorités et de ces services de police.

La recherche d'informations et la constitution de fichiers sont menées conformément à la loi et dans les limites des directives des autorités compétentes. Des directives du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice ont déjà été édictées respectivement en ce qui concerne le maintien de l'ordre et la gestion des informations.

Conformément aux directives précitées, les services de police sont autorisés à recueillir des informations à caractère personnel ainsi que des informations relatives à des événements, à des groupements et à des personnes. La collecte et le traitement de ces données se limitent à ce qui est nécessaire pour la prévention des risques concrets et la répression des délits.

Les données enregistrées doivent être objectives et être périodiquement vérifiées, tant en ce qui concerne leur source, leur contenu que leur exactitude et leur fiabilité. Les informations concernant une personne pour le seul motif que celle-ci aurait notamment une origine raciale déterminée, certaines conceptions religieuses ou philosophiques ou un comportement sexuel déterminé, ne peuvent pas être traitées.

Lors de la collecte et du traitement de données, il faut en outre respecter strictement la législation sur la protection de la vie privée à l'égard du traitement de données personnelles.

Les données à caractère personnel recueillies et enregistrées à des fins policières peuvent, dans le cadre d'une affaire déterminée et dans les limites des compétences des parties en présence, être communiquées à d'autres autorités et services de police pour autant que ceux-ci aient, dans le cadre de leurs attributions, un *intérêt légal* à les obtenir. Ainsi, le juge d'instruction peut donc, dans ce contexte, avoir connaissance du contenu des fichiers de police judiciaire.

Les données en question ne sont communiquées aux services publics de renseignements que sur leur demande et pour autant qu'elles soient indispensables à l'exercice de leur mission et qu'il y ait compatibilité entre le but de la collecte ou du traitement de celles-ci et les raisons qui sont à la base de la collecte des informations.

5.2. MISSIONS SPECIFIQUES

5.2.1. Police de la circulation routière (art. 16)

La police communale est plus particulièrement chargée de la police de la circulation routière dans les agglomérations, la gendarmerie en dehors des agglomérations ainsi que sur les autoroutes.

Cette répartition des tâches vaut tant pour la police administrative que pour la police judiciaire, en ce compris la constatation d'accidents de roulage. En général, l'exercice de la police de la circulation routière concerne la sécurité, la fluidité et la qualité du trafic.

Par *agglomération*, on entend une zone urbaine caractérisée par une construction ininterrompue et généralement une forte densité de population. La police communale assume prioritairement la police de la circulation routière dans cette zone. La gendarmerie ne prendra donc en principe pas de disposition pour intervenir dans une agglomération où la police communale assure une présence suffisante.

Cela n'empêche toutefois pas que le service de police qui arrive le premier sur les lieux d'un accident grave intervient d'office et prend toutes les mesures utiles pour faire cesser les infractions, mettre les blessés en sécurité, prévenir tout nouvel accident ou incident, en attendant que le service de police compétent par priorité intervienne.

Les modalités pratiques de cette intervention peuvent être précisées notamment dans le cadre de la circulaire OOP 13 du 26 avril 1990 portant les directives générales relatives à la coordination de l'intervention de la police communale et de la gendarmerie dans le domaine de la police administrative ou dans le cadre de la concertation pentagonale visée à l'article 10 de la loi sur la fonction de police.

La gendarmerie intervient sur les autoroutes et les routes pour automobiles et leurs accès. Elle pourra aussi plus particulièrement être mise en oeuvre pour maintenir les communications libres dans tous les cas où un intérêt supralocal est en cause, par exemple dans le contexte de l'aéroport national de Zaventem ou lorsque l'approvisionnement du pays est menacé.

5.2.2. Calamité, catastrophe ou sinistre (art. 17)

La nouvelle formulation complète pour la police communale et la gendarmerie les anciennes dispositions en mettant l'accent sur la nécessité impérieuse de *coordonner l'intervention* de la police communale et de la gendarmerie. Cette coordination doit d'ailleurs être située dans un cadre plus général, en tenant compte de la coordination et de la planification de l'intervention par les services de secours et de police, telles que fixées en vertu de la loi du 31 décembre 1983 sur la protection civile et les plans d'urgence au niveau national, provincial ou local, ainsi que dans le cadre défini dans la circulaire du 11 juillet 1990 relative aux plans d'urgence et d'intervention en exécution de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles, publiée au Moniteur du 5 septembre 1990.

Conformément aux différentes circulaires rédigées à ce propos, le *Centre gouvernemental de coordination et de crise*, qui assure une permanence 24 heures sur 24, a un rôle très important à jouer dans ces matières pouvant avoir des conséquences nationales ou extraordinaires.

Compte tenu des circonstances particulières et des caractéristiques des services de police, certaines missions spécifiques pour l'intervention en cas de catastrophe ou de sinistre sont, dans les plans locaux ou provinciaux d'urgence, confiées prioritairement à la police communale (par exemple assurer l'information de la population) ou à la gendarmerie (isoler et assurer le contrôle aux accès en cas de catastrophe nucléaire, identifier les victimes).

5.2.3. *Surveillance des malades mentaux, des internés et des condamnés libérés conditionnellement* (art. 18, 19 et 20)

La gendarmerie et la police communale sont chargées de surveiller les personnes qui peuvent comporter un risque potentiel pour elles-mêmes ou pour des tiers.

Les activités de surveillance ne sont pas de nature générale ou permanente mais sont orientées sur des situations potentielles de danger. Ainsi, dans ce cadre, la police communale et la gendarmerie sont notamment chargées de surveiller certains malades mentaux, certains internés en congé ou libérés à l'essai, et certains condamnés libérés conditionnellement.

Ces services de police ne sont évidemment pas formés ni équipés pour détenir pendant longtemps ou transférer des malades mentaux. Les autorités compétentes veillent à ce que la surveillance des services de police soit aussi rapidement que possible prise en charge et que les personnes concernées soient aussi rapidement que possible transférées par du personnel compétent. Les fonctionnaires de police font appel aux services et aux personnes compétents pour surveiller les personnes concernées et pour leur fournir les soins nécessaires. Dans les cas prévus par l'art. 42, les fonctionnaires de police pourront requérir l'assistance de personnes compétentes ou aptes à surveiller, soigner ou, le cas échéant, transférer des malades mentaux vers les autorités ou services compétents.

Pour le reste, les services de police agissent à l'égard des malades mentaux dans les limites de leurs attributions et conformément aux directives et réquisitions des autorités compétentes.

Pour certains internés, il convient de prendre des mesures de précaution identiques.

La surveillance générale des personnes libérées conditionnellement ou des inculpés laissés ou mis en liberté est particulièrement délicate tout comme celle des personnes évoquées précédemment.

L'exercice de cette surveillance ne peut pas dégénérer en brimades ou prendre une forme trop inquisitoriale mais doit être assurée en fonction de l'intérêt général de la société.

Les services de police peuvent également dans les limites de leurs compétences policières être chargés de surveiller le respect de certaines conditions imposées aux personnes laissées en liberté ou libérées dans le cadre de la loi sur la détention préventive.

Les missions confiées à la gendarmerie et à la police communale ainsi que l'accomplissement des tâches dont elles sont assorties nécessitent pour ces services de police des contacts réguliers avec d'autres acteurs sociaux concernés, comme les services sociaux, les services de probation ... Les modalités éventuelles de coopération avec ces services sont fixées après concertation et, si nécessaire, une personne spécialisée est chargée de ce type de tâches.

Dans l'exercice de leurs compétences de police tant administrative que judiciaire, les membres des différents services de police peuvent également rencontrer des condamnés ou des détenus évadés ou recherchés, ou obtenir des informations concernant ces personnes, ou leur cache. Dans ces circonstances, les fonctionnaires de police concernés doivent saisir les personnes recherchées conformément aux directives des autorités compétentes.

5.2.4. *Surveillance des étrangers* (art. 21)

La gendarmerie et la police communale sont chargées de veiller à l'application de la législation en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers. La police maritime se voit expressément confier une mission identique. Ces services de police doivent à cette fin effectuer les contrôles et recherches nécessaires. La législation sur les étrangers implique que les contrôles relatifs à l'accès de certains étrangers au territoire peuvent être effectués de façon systématique. Tel n'est pas le cas lorsque leur qualité d'étranger n'est pas établie a priori. Conformément à l'article 34, § 3, les autorités de police administrative peuvent, dans de tels cas prescrire certains contrôles d'identité — mêmes systématiques — afin d'assurer le respect de la législation précitée.

Chaque fonctionnaire de police qui, sans être expressément chargé de la police des étrangers, rencontre dans le cadre de ses activités de service un étranger en situation illégale, prend ou fait prendre les mesures indispensables à son égard. Il devra notamment s'adresser à l'Office des étrangers et se conformer aux instructions dudit Office. Entretemps, l'étranger en situation illégale est retenu. Si un étranger retenu tentait de se soustraire à cette surveillance, le fonctionnaire de police doit utiliser la contrainte strictement nécessaire pour l'éviter et peut, le cas échéant, procéder à son arrestation administrative.

5.2.5. *Atroupements* (art. 22)

La portée des missions antérieurement confiées par leurs lois organiques respectives à la gendarmerie et à la police communale est dorénavant précisée. Il ne s'agit pas en l'occurrence d'une mission purement passive qui se borne à préparer la dispersion de certains atroupements ou les arrestations qui y sont étroitement liées.

Au contraire, puisque les droits de s'assembler, de se réunir et de manifester sont garantis par la constitution, les services de police doivent contribuer à ce que ces assemblées, réunions et manifestations puissent se dérouler pacifiquement et sans perturbation. Dans le cadre de la mission qui leur est confiée en l'occurrence, la police communale et la gendarmerie se concertent dans ce contexte, avec l'accord ou sur instruction des autorités administratives, avec les organisateurs des réunions de masse évoquées et en examinent les modalités de déroulement. Elles suggèrent de faire prendre certaines mesures par les organisateurs et prennent elles-mêmes des mesures pour ne pas perturber la vie normale des personnes non concernées, notamment par la prise de mesures en matière de circulation, l'escorte de certaines personnes qui se rassemblent, etc.

En outre, la police communale et la gendarmerie assurent le libre passage des participants à la réunion. Elles règlent la circulation d'une part pour que les participants puissent atteindre ou quitter les lieux de rassemblement et d'autre part pour que ceux qui n'y participent pas puissent éviter ces endroits. Elles recueillent des informations au sujet d'un événement déterminé, effectuent des patrouilles, installent des postes de contrôle et prennent les mesures de surveillance et de protection qui s'imposent.

La gendarmerie et la police communale sont chargées de disperser les atroupements qui s'accompagnent de certains crimes ou délits (art. 22, 2^o) et prennent donc, sous l'autorité des autorités administratives compétentes, les mesures nécessaires. Cette disposition concerne les atroupements armés ainsi que certains atroupements non armés visés antérieurement par l'art. 173 de la nouvelle loi communale et par l'art. 33, alinéa 1^{er} de la loi sur la gendarmerie.

La gendarmerie et la police communale sont également chargées de disperser les atroupements faisant obstacle à l'exécution de la loi, d'ordonnances de police ou de décisions de justice (art. 22, 4^o) : il s'agit principalement des règlements et ordonnances administratives tant des autorités nationales, provinciales, communales, régionales et communautaires que judiciaires.

A l'occasion de ces dispersions, la police communale et la gendarmerie peuvent procéder à des arrestations administratives sur la base de l'article 31, al. 3, de la loi.

Les crimes et délits commis pendant des attroupements sont dans la mesure du possible constatés et rapportés dans des délais raisonnables au procureur du Roi. Le problème se pose notamment pour l'arrestation administrative de certaines personnes dont il est question à l'art. 31, 3°. Il convient de noter que par l'extension de la portée de l'article 176 de la nouvelle loi communale abrogé par la loi sur la fonction de police, la gendarmerie informe non seulement le bourgmestre ou le chef de corps lorsqu'elle procède à la dispersion d'office d'attroupements sur la base des art. 16 et 22 de cette loi, mais aussi lorsqu'elle se tient à portée d'un grand rassemblement.

5.2.6. *Police des prisons et protection des transfèrements* (art. 23)

Pour l'exécution des missions de police judiciaire qui lui sont dévolues ou confiées par les autorités compétentes, tout service de police peut être amené à procéder à l'extraction de détenus pour les entendre, procéder à des confrontations, les faire assister à des visites domiciliaires ou à des saisies. Dans de tels cas, le service chargé de ces missions de police judiciaire veille en principe lui-même à assurer l'extraction de la personne détenue à moins que les autorités judiciaires ne requièrent un autre service à cette fin.

C'est ainsi que le danger que représente la personne extraite de l'établissement pénitentiaire pour les nécessités d'une mission de police judiciaire peut déterminer l'autorité judiciaire à confier à la gendarmerie la tâche d'exécuter l'extraction. Il est par ailleurs bien entendu que l'administration pénitentiaire peut amener cette personne au Palais de Justice en même temps que les personnes qui doivent comparaître et que des accords particuliers peuvent être passés à cet effet entre l'administration pénitentiaire et les services de police et même entre les services de police.

Lorsqu'un service de police procède à une arrestation de police judiciaire, il doit mettre cette personne à la disposition du magistrat compétent ou la conduire à une maison d'arrêt donnée. Le service de police qui procède à une telle arrestation doit assurer la garde de la personne arrêtée et prendre les mesures nécessaires à cet effet. Les personnes faisant l'objet d'un mandement d'arrestation immédiate ou d'une ordonnance de capture doivent être conduites dans l'établissement pénitentiaire le plus proche.

Les fonctionnaires de police de la *police communale* n'exécutent les extractions et transfèrements nécessaires que dans les limites de l'arrondissement judiciaire.

La *gendarmerie* est chargée d'assurer la *police des cours et tribunaux*. Elle ne doit, dans des circonstances normales, ni surveiller les bâtiments ni être présente en permanence dans toutes les salles d'audience. Il est cependant souhaitable que la gendarmerie soit présente dans les palais de justice où sont jugées des affaires pénales en vue d'intervenir aussi rapidement que possible en cas d'incidents. A cette fin, elle peut par exemple organiser régulièrement pendant les audiences une surveillance et des patrouilles dans les locaux et les bâtiments où se déroulent ces audiences. Dans les bâtiments où siègent les cours et tribunaux, la gendarmerie assure la surveillance des détenus qui doivent comparaître devant les autorités judiciaires, le ministère public, les juges et les juridictions d'instruction.

La surveillance de ces détenus ou personnes arrêtées s'exerce avant, pendant et après la comparution devant ces magistrats. Cette mission ne porte pas atteinte au principe que chaque service de police qui arrête des personnes et qui les conduit devant le magistrat conformément à l'article 15, 1° et 2°, est lui-même chargé de surveiller ces personnes avant, pendant et après leur comparution. Dans ce cas-ci également des accords particuliers peuvent être conclus entre les services de police concernés.

Dans certains cas, la gendarmerie doit protéger les transfèrements effectués par l'administration des établissements pénitentiaires.

Une telle mesure de protection est adaptée aux circonstances spécifiques à chaque cas particulier, et est appréciée par l'administration des établissements pénitentiaires ou par les autorités judiciaires, dans les limites de leurs compétences respectives. Il en sera notamment ainsi à cause du danger que présente ou que fait craindre la personne à transférer ou à extraire ainsi qu'à celui auquel elle est exposée pendant son transfèrement ou son extraction.

Compte tenu des circonstances particulières propres à certains transfèrements ou extractions, il sera exceptionnellement nécessaire de les exécuter avec des moyens spécifiques de la gendarmerie (par exemple à l'aide de véhicules blindés ou rapides ou encore d'hélicoptère), afin d'organiser la protection de la manière la plus sûre.

5.2.7. *La prise de mesures de protection à l'égard d'animaux dangereux ou abandonnés* (art. 24)

Dans ce cadre, il convient de renvoyer aux obligations qui découlent des compétences des communes conformément à l'article 135, alinéa 2, 6° de la nouvelle loi communale.

5.3. COMPÉTENCE TERRITORIALE (art. 45)

Étant donné que la police communale exerce principalement des missions à caractère local, la compétence territoriale de la police communale reste liée au territoire de la commune. La compétence territoriale spéciale des commissaires de brigade est maintenue.

L'art. 45, alinéa 2, donne une certaine extension de la compétence territoriale de la police communale, comme ceci était déjà partiellement le cas en vertu de l'article 222 de la nouvelle loi communale abrogé par la présente loi. Cette disposition a été précisée par la circulaire POL 31 du 29 avril 1988 commentant les dispositions de l'art. 222 de la nouvelle loi communale (publiée au *Moniteur* du 29 mai 1988), complétée par la circulaire du 9 novembre 1989. Dans certains cas, la police communale dispose d'un droit de poursuite sur le territoire d'une autre commune, assorti, le cas échéant, d'un droit d'arrestation.

Les conseils communaux des communes concernées fixent les conditions et les différentes modalités de la collaboration dont question à l'art. 45, alinéa 2, 1°.

La loi permet à certains membres d'un service de police, de requérir, dans des cas exceptionnels, la *collaboration d'autres fonctionnaires de police* en cas de danger imminent pour les personnes (art. 43, alinéa 3). Dans ce cadre, les membres d'une police communale peuvent intervenir sur le territoire d'une autre commune.

A la différence de ce que prévoyait expressément l'art. 222 précédemment évoqué, les fonctionnaires de police, intervenant sur le territoire d'une autre commune, n'y interviennent plus à titre d'auxiliaire mais, dans les limites des cas définis par la loi sur la fonction de police et des modalités fixées par les autorités et institutions compétentes, au titre de fonctionnaire de police à compétence pleine. Cette intervention doit bien sûr s'inscrire dans la politique policière des autorités de police compétentes.

Lors des extractions, transfèrements ou arrestations qu'ils effectuent, les membres de la police communale seront amenés à intervenir sur le territoire d'une autre commune du fait de l'exécution d'un des transferts prévus aux articles 18, 19, alinéa 2, 20, alinéa 2, 21 et 23. Notons que si l'article 23, § 3, prévoit que la police communale doit assurer ces transferts uniquement dans l'arrondissement judiciaire, cette limitation territoriale ne s'applique pas aux transferts des personnes visés aux articles 18, 19, alinéa 2, 20, alinéa 2, et 21.

La compétence territoriale limitée de la police communale n'exclut pas qu'un fonctionnaire de police doive se rendre dans une autre commune *pour des raisons de service*.

Ceci pourrait par exemple être le cas pour le fonctionnaire de la police communale qui se rend à un cycle de formation officiel, à un exercice de tir ou une réunion de coordination.

Lorsque ce fonctionnaire de police est confronté à une situation qui exige une intervention policière urgente et pour laquelle il n'y a pas de service compétent de police sur place, la loi lui permet de prendre les premières mesures policières urgentes, en attendant que les fonctionnaires de police compétents, qu'il a avertis dans les plus brefs délais, arrivent sur les lieux et s'occupent de l'affaire. Cela n'empêche pas que le fonctionnaire de police qui était le premier sur les lieux puisse à leur demande continuer à leur prêter son concours (art. 45, alinéa 3, 5).

Cette disposition vise uniquement un fonctionnaire de police qui est en fonction et en service commandé, et non pas celui qui se rend à son travail ou qui en revient dans une autre commune ou celui qui n'est pas en service.

6. COMPETENCES ET RESPONSABILITES DES FONCTIONNAIRES DE POLICE

Sans préjudice des missions déterminées par des lois particulières, les missions de la gendarmerie, de la police judiciaire près les parquets (art. 1er de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets) et de la police communale (art. 170 de la nouvelle loi communale) sont fixées par la loi sur la fonction de police qui précise également les compétences attribuées aux fonctionnaires de police pour remplir ces missions.

La rédaction des différentes dispositions en question précise que ces compétences sont attribuées tantôt aux services de police, tantôt aux fonctionnaires de police, tantôt seulement à certains d'entre eux revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire ou de police administrative.

Par ailleurs certaines de ces missions ou compétences sont uniquement attribuées aux fonctionnaires de police générale, aux fonctionnaires de police de la police communale et de la gendarmerie, à ceux de ces services de police et des services de police spéciale; d'autres enfin le sont à tous les fonctionnaires de police sans distinction.

6.1. USAGE DE LA CONTRAINTE (art. 37 et 38)

L'art. 1er de la loi prévoit que pour accomplir leurs missions les services de police, et donc les fonctionnaires de police qui en font partie, n'utilisent la contrainte que dans les conditions prévues par la loi.

Ce recours à la contrainte s'impose dès lors parfois dans le cadre de l'exercice des missions des services de police et est par ailleurs parfois réglé plus ou moins clairement par certaines lois spéciales.

L'art. 37 définit une règle générale qui doit présider à tout recours à la contrainte ou à la force dans le cadre de l'exercice de la police administrative ou judiciaire et précise.

Art. 37. « Dans l'exercice de ses missions de police administrative ou judiciaire tout fonctionnaire de police peut, en tenant compte des risques que cela comporte, recourir à la force pour poursuivre un objectif légitime qui ne peut être atteint autrement.

Tout recours à la force doit être raisonnable et proportionné à l'objectif poursuivi.

Tout usage à la force est précédé d'un avertissement, à moins que cela ne rende cet usage inopérant ».

Le recours à la force est dominé par un principe de *légalité*, par un principe de *proportionnalité* et par un principe d'*opportunité*. Avant tout recours à la force, quelle qu'en soit l'expression, le fonctionnaire de police doit donc se poser trois questions :

— *L'objectif poursuivi par mon intervention est-il légal ?*

— *cet objectif ne peut-il pas être atteint d'une manière moins violente ?*

— *vu l'objectif poursuivi et les circonstances propres au cas d'espèce, les moyens de contrainte sont-ils raisonnables et proportionnés ?*

La notion de *force* doit être interprétée largement, tout comme celle de *moyens de contrainte*, utilisée à l'article 1er. Cette notion comprend tous les procédés par lesquels une personne est neutralisée, depuis la simple empoignade, la clé de bras jusqu'au fait de la tuer, mais également la contrainte matérielle consistant par exemple dans le fait de défoncer une porte pour se saisir d'une personne. Les règles édictées valent également en tant que principe général pour tout recours aux armes ou à des moyens spéciaux tels que herses, canons à eau, gaz lacrymogènes.

Les principes généraux contenus dans l'art. 37 s'appliquent également à l'usage d'armes à feu, régis en outre par les règles particulières contenues dans l'art. 38.

Les services de police et les fonctionnaires de police ont l'obligation de rechercher *les interventions adéquates les moins violentes* et doivent s'efforcer d'avoir recours à des moyens moins violents avant de faire usage d'armes. Le recours à la force doit être le moyen ultime! L'objectif poursuivi doit justifier le recours à la force qui doit rester raisonnable et mesuré.

Tout recours à la force doit, dans la mesure du possible, être précédé d'un *avertissement*. Cela ne sera généralement pas possible ni opportun lorsqu'une unité spéciale interviendra pour libérer des otages en utilisant des grenades aveuglantes ou étourdissantes, ou lorsqu'un service de police doit effectuer une visite domiciliaire pour arrêter de dangereux malfaiteurs et à cet effet, casser des vitres ou défoncer des portes. Cela ne sera pas possible non plus lorsqu'un service de police devra d'urgence lever certains obstacles, une voiture entravant la circulation par exemple, pour permettre aux services de secours d'accéder à l'endroit d'un sinistre ou pour mener une opération de maintien de l'ordre.

L'avertissement en question ne doit revêtir aucune forme particulière.

Art. 38. « Sans préjudice des dispositions de l'art. 37, les fonctionnaires de police ne peuvent faire usage d'armes à feu contre des personnes que dans les cas suivants :

1° en cas de légitime défense au sens des art. 416 et 417 du Code pénal;

2° contre des personnes armées ou en direction de véhicules à bord desquels se trouvent des personnes armées, en cas de crime ou de délit flagrant au sens de l'art. 41 du Code d'instruction criminelle, commis avec violence, lorsqu'il est raisonnablement permis de supposer que ces personnes disposent d'une arme à feu prête à l'emploi et qu'elles l'utiliseront contre des personnes;

3° lorsqu'en cas d'absolue nécessité, les fonctionnaires de police de la police communale et de la gendarmerie ne peuvent défendre autrement les personnes, les postes, le transport de biens dangereux ou les lieux confiés à leur protection.

Dans ces cas, les armes à feu ne peuvent être utilisées que conformément aux instructions et sous la responsabilité d'un officier de police administrative;

4° lorsqu'en cas d'absolue nécessité, les fonctionnaires de police de la police communale, de la gendarmerie et de la police judiciaire près les parquets ne peuvent défendre autrement les personnes confiées à leur protection dans le cadre de l'exécution d'une mission de police judiciaire.

Dans ce cas, les armes à feu ne peuvent être utilisées que conformément aux instructions et sous la responsabilité d'un officier de police judiciaire.

Le recours aux armes prévu aux 2°, 3° et 4° ne s'effectue qu'après avertissement donné à haute voix ou par tout autre moyen disponible, y compris par un coup de semonce, à moins que cela ne rende ce recours inopérant »

L'art. 38 de la loi s'est largement inspiré des anciens art. 187 et 188 de la nouvelle loi communale et des art. 19 et 20 de la loi sur la gendarmerie en y apportant cependant des modifications essentielles.

La loi étend le recours aux armes à feu à certaines hypothèses de *criminalité grave* : des crimes et des délits commis avec violences, tels hold-up ou agressions violentes, prises d'otage ou actes de terrorisme.

Dans le prolongement des règles de l'art. 37 qui s'appliquent également et avec plus de rigueur que partout ailleurs à l'usage d'armes à feu, la loi prévoit ainsi que tout fonctionnaire de police peut faire usage d'armes à feu non seulement en cas de légitime défense mais encore, dans certaines conditions, en cas de *crime ou de délit flagrant commis avec violences* :

- contre certaines personnes « *dangereuses* » et armées,
- ou contre des véhicules à bord desquels se trouvent de telles personnes.

Dans l'hypothèse nouvelle et, en principe, exceptionnelle circonscrite au 2° de l'art. 38, le législateur a entendu cantonner l'usage des armes aux cas où certains suspects dangereux sont ou peuvent être trouvés dans un temps voisin du délit ou du crime qu'ils viennent de perpétrer.

Cet usage d'armes à feu n'est par ailleurs permis que lorsque le fonctionnaire de police peut raisonnablement supposer que les personnes en question disposent d'une arme à feu prête à l'emploi et qu'elles l'utiliseront contre des personnes, en ce compris contre les policiers chargés de les rechercher et de les intercepter.

En cas d'*absolue nécessité*, les fonctionnaires de police de la *police communale et de la gendarmerie* pourront également faire usage d'armes à feu lorsqu'ils ne peuvent défendre autrement les postes, les personnes, les lieux ou le transport de biens dangereux confiés à leur protection. Cette dernière hypothèse englobe les armes et substances ou produits dangereux visés à l'ancien art. 187, 2° de la nouvelle loi communale. Elle ne vise cependant plus les fonds ou documents comme le faisait l'ancienne disposition de l'article 187, 2° de la nouvelle loi communale. Dans ces cas, l'usage des armes à feu devra donc pouvoir se fonder sur d'autres dispositions telles que celle reprise à l'article 38, 2°.

L'usage des armes à feu ne pourra se faire en ces différentes circonstances que conformément aux instructions d'un officier de police administrative; des instructions générales seront données à propos des hypothèses visées au 3° de l'art. 38 comme à propos des autres hypothèses. L'officier de police administrative en question ne devra pas nécessairement être présent sur place et ses instructions pourront être données tant avant le départ en service, qu'en cas d'incident.

En cas d'*absolue nécessité*, les fonctionnaires de police de la *police communale, de la gendarmerie et de la police judiciaire près les parquets* peuvent également utiliser les armes à feu lorsqu'ils ne peuvent défendre autrement les personnes confiées à leur protection dans le cadre de l'exécution d'une mission de police judiciaire.

L'usage des armes en ces circonstances doit également se faire conformément aux instructions d'un officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Par analogie avec l'art. 38, 3°, cette prescription n'implique pas que cet officier de police judiciaire est tenu d'être présent sur place. Ses instructions peuvent être données tant avant le départ en service, qu'en cas d'incident.

L'article 188 de la nouvelle loi communale ainsi que l'art. 19 de la loi sur la gendarmerie sont abrogés et l'hypothèse qui permettait l'usage d'armes à feu pour disperser certains attroupements n'a pas été reprise telle quelle. En cas d'opération de maintien de l'ordre à caractère offensif, il ne pourra dès lors plus être fait usage d'armes à feu que conformément aux art. 37 et 38. Il importera donc d'adapter les tactiques et l'équipement afin de pouvoir pallier à l'interdiction d'utilisation des armes à feu par l'utilisation d'autres moyens.

Des instructions générales et surtout une formation bien conçue orientée vers les situations sur le terrain, devront viser à affiner et à parfaire l'usage d'autres moyens de contrainte ainsi que celui des armes à feu.

6.2. COMPETENCES DE POLICE JUDICIAIRE

6.2.1. Les différentes compétences évoquées ci-après impliquent l'*existence d'une infraction* préalablement connue ou dont un ensemble d'indices ou de présomptions permettent raisonnablement de supposer l'existence. Les compétences attribuées aux fonctionnaires de police dans ce domaine par le Code d'instruction criminelle, par la loi sur la fonction de police ou par des lois particulières doivent leur permettre de rechercher et de constater les infractions en question, dans toutes leurs composantes, d'en rassembler les preuves, d'en arrêter les auteurs afin de les déférer devant les autorités compétentes.

6.2.2. La fouille judiciaire (art. 28 § 2)

Tout fonctionnaire de police peut procéder à une *fouille de police judiciaire* des personnes qui font l'objet d'une arrestation judiciaire ainsi que des personnes à l'égard desquelles existent des indices qu'elles détiennent sur elles des pièces à conviction ou des éléments de preuve d'un crime ou d'un délit. Cette fouille peut être précédée d'une fouille de sécurité.

La personne qui fait l'objet d'une arrestation judiciaire, tout comme celle qui fait l'objet d'une arrestation administrative, doit également être fouillée avant sa mise en cellule, conformément à l'art. 28 § 3.

La fouille judiciaire, qui s'effectue dans le cadre des missions de police judiciaire telles que définies à l'art. 15, et la fouille administrative ne sauraient être confondues, notamment parce que leur finalité est différente. Par ailleurs, là où il est impératif de limiter la possibilité de retenir une personne donnée en vue d'effectuer une fouille administrative, en précisant que la personne en question ne peut être retenue plus d'une heure à cet effet, il en est tout autrement en cas de fouille judiciaire en raison même de la nature des interventions de police administrative et de celles de police judiciaire ainsi que de l'existence préalable d'infractions ou d'indices sérieux de crimes ou de délits dans le dernier cas.

En tout état de cause, une fouille de police judiciaire ne saurait durer plus longtemps que le temps normalement nécessaire à réaliser sa fin, compte tenu des circonstances du cas d'espèce. La personne à fouiller, hormis sa privation de liberté dans le cadre de la loi sur la détention préventive, ne peut être retenue plus de six heures en vue de sa fouille. Ce laps de temps englobe par ailleurs la durée de la fouille même. Il est bien entendu qu'en cas de privation de liberté, la fouille est permise au-delà du délai de six heures.

La fouille judiciaire est effectuée par un fonctionnaire de police ou, le cas échéant, par une personne requise à cet effet sous la responsabilité et conformément aux instructions générales ou particulières d'un officier de police judiciaire qui ne devra pas nécessairement être présent à l'endroit de la fouille. Ainsi une telle fouille pourra se faire selon les directives d'un officier de police judiciaire assurant la permanence au poste de police ou à l'unité de gendarmerie.

La fouille judiciaire d'une personne donnée ne doit pas nécessairement ni toujours être effectuée par une *personne du même sexe* comme certaines fouilles administratives. Les services de police doivent cependant s'efforcer de réaliser cet objectif le plus souvent possible et des directives claires doivent être données à cet effet dans les différents services de police. Dans l'évaluation de cette question, il convient non seulement de tenir compte de la composition du service de police, mais il faut également prendre en considération les différentes possibilités de prolonger le temps indispensable à permettre la réalisation de la fouille dans les limites de la loi sur la détention préventive. Dans la pratique, un mandat d'arrêt pourra en effet toujours être délivré par le juge

d'instruction si le maintien de la personne s'impose en raison notamment des circonstances de la cause. En de tels cas il sera dès lors normalement possible de trouver une personne du même sexe que la personne à fouiller pour procéder à la fouille de la personne même. Les bagages (le sac à main, la mallette...) de la personne à fouiller, de même que, le cas échéant, ses vêtements, ne doivent pas nécessairement être fouillés par une personne du même sexe. Ainsi il sera toujours possible de procéder à une première fouille de sécurité, d'inviter la personne à fouiller à se déshabiller en un lieu clos, en dehors de la présence des fonctionnaires de police d'un autre sexe, et de procéder à la fouille de ses vêtements. Une telle méthode n'est cependant pas toujours idéale, notamment dans le cadre de trafics de stupéfiants par exemple.

La nécessité de procéder au *déshabillage* d'une personne doit être évaluée conformément à des instructions générales et en fonction des circonstances de fait particulières. Par ailleurs, le recours à la contrainte à l'occasion d'une fouille doit s'inscrire dans les limites tracées à l'art. 37 de la loi. Ce recours à la contrainte doit être modulé et maîtrisé grâce à une formation adéquate tant aux techniques-mêmes d'intervention et de fouille qu'à l'évaluation raisonnée des situations où le recours à ce procédé s'impose.

La possibilité de procéder à une fouille implique celle de recourir à certains moyens techniques, notamment pour procéder à la fouille de vêtements et de bagages ainsi que, le cas échéant, à des chiens dressés à la recherche de certaines substances.

Ces modalités valent également pour les fouilles de véhicules qui seront évoquées ci-après.

Tout comme pour la fouille de police administrative, le fonctionnaire de police qui procède ou fait procéder à la fouille doit se garder de transformer cette fouille en *exploration corporelle* qui ne peut être ordonnée que par la Chambre du Conseil ou exceptionnellement, en cas de flagrant délit, par le juge d'instruction, le procureur du Roi ou un officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. La formation au sein des services de police mettra l'accent sur cette distinction entre la fouille et l'exploration corporelle.

6.2.3. Fouille d'un véhicule ou de tout autre moyen de transport (art. 29)

Lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire, notamment en raison du comportement du conducteur ou des passagers, d'indices matériels ou de circonstances de lieu et de temps, qu'un véhicule ou qu'un autre moyen de transport a servi ou sert à commettre une infraction ou à entreposer ou à transporter des pièces à conviction ou des éléments de preuve d'une infraction, tout fonctionnaire de police peut procéder à la fouille de ce véhicule ou de ce moyen de transport (bateau, avion, train ...).

Une telle fouille ne constitue, en principe, pas une *visite domiciliaire*. Ainsi, la cabine d'un poids lourd, un « motor-home » utilisé comme moyen de transport, un véhicule voyageurs muni de sièges-couchettes et, le cas échéant, de rideaux constituent de simples véhicules qui peuvent faire l'objet d'une fouille sur base de l'article 29 de la loi.

Un mandat de visite domiciliaire ne sera exigé que dans les cas où non seulement le véhicule est aménagé en logement mais encore où il est effectivement utilisé comme demeure au moment du contrôle. Ainsi les caravanes ou « motor-home » utilisés par des Gitans ou par des forains, les cabines de certaines péniches ou d'autres bateaux à l'exclusion du poste de pilotage.

Une telle fouille de véhicule peut également se faire à l'occasion des contrôles prescrits ou permis sur base de lois particulières, de même qu'en cas d'alerte de police. Tout comme la fouille administrative, la fouille judiciaire est à distinguer des contrôles de routine effectués dans le cadre de campagnes de prévention ou du contrôle et de la surveillance de l'application de lois particulières précédemment évoquées, telle la loi sur la police de la circulation routière ou sur les activités ambulantes.

Comme pour la fouille de personnes, précédemment évoquée, le recours à un quelconque *moyen de contrainte* doit s'analyser et s'apprécier à la lumière de l'art. 37.

La durée de la fouille judiciaire d'un véhicule est largement dépendante de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances qui l'entourent. En certains cas, dans l'hypothèse d'un transport frauduleux de substances stupéfiantes, la fouille du véhicule peut impliquer un recours à la contrainte ou un démontage méthodique de certaines parties du véhicule fouillé.

6.2.4. Visites domiciliaires sur consentement (art. 55)

Une visite domiciliaire ou perquisition d'un domicile est, en principe, effectuée par un officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi sur la base d'un mandat de visite domiciliaire décerné par un juge d'instruction, ou de sa propre initiative dans le prolongement de certaines compétences particulières qui lui sont attribuées par le Code d'instruction criminelle en cas de flagrant délit.

Une visite domiciliaire ou une perquisition peut également être effectuées par tout fonctionnaire de police, donc également par un agent de police, sur consentement de la personne qui a la jouissance effective des lieux.

L'art. 55 prescrit que le *consentement* à une telle visite domiciliaire ou perquisition doit être donné au préalable et par écrit par la personne ayant la jouissance ou la garde effective des lieux.

En vertu de l'art. 41 un des fonctionnaires de police qui procède à une telle visite domiciliaire ou perquisition doit faire état de sa qualité au moyen de la carte de légitimation dont il est doté.

Le *procès-verbal* établi à cette occasion fait mention de ces démarches et des circonstances qui entourent l'intervention et décrivent, le cas échéant, les éléments qui ont permis d'établir que la personne ou que les personnes qui ont donné leur consentement ont bien la jouissance et la garde effective des lieux à visiter et ont dès lors pu donner un consentement valable. Le consentement d'un mineur d'âge n'est dans ce cas pas valable.

Cette disposition vise à réaliser au mieux l'équilibre entre le respect des droits et libertés individuels et les impératifs d'une police efficace.

6.2.5. Procès-verbaux (art. 40)

Tous les membres des services de police générale sans distinction sont habilités à dresser le *procès-verbal* des plaintes et dénonciations qui leur sont faites, de même que des constatations faites ainsi que des renseignements obtenus au sujet d'infractions. Cette disposition consacre la possibilité pour les agents de police de la police communale et de la police judiciaire près les parquets de dresser *procès-verbal* et met ainsi un terme aux discussions qui découlèrent de l'adaptation de l'art. 184 de la nouvelle loi communale et de sa récente modification par une loi du 19 juillet 1991.

Selon le cas, les *procès-verbaux* en question doivent être transmis par le service de police concerné au procureur du Roi, au juge d'instruction, à l'auditeur militaire, ainsi qu'à l'auditeur du travail, et parfois même à différents services administratifs.

Les *procès-verbaux* seront adressés à ces autorités compétentes par la voie de la personne ou du service désigné à cet effet au sein de chaque service de police par le chef de corps ou son délégué.

6.3. LA NOTION D'OFFICIER DE POLICE ADMINISTRATIVE ET LES COMPETENCES DE POLICE ADMINISTRATIVE

6.3.1. La notion d'officier de police administrative

Le Code d'instruction criminelle et diverses lois particulières désignent les fonctionnaires de police qui sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire ou d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi et en précisent parfois les compétences, notamment en cas de flagrant délit ou crime et de visite domiciliaire ou de perquisition ainsi que celles de requérir la force publique.

En matière de police administrative, la notion d'officier n'avait pas vraiment son équivalent : l'art. 4 de la loi y remédie et plusieurs dispositions de la loi attribuent des *compétences spécifiques aux officiers de police administrative*. L'officier de police administrative est ainsi habilité à :

- décider l'évacuation de certains bâtiments (art. 27);
- faire procéder à certaines fouilles (art. 28, par. 1er in fine);
- ordonner une saisie administrative (art. 30);
- confirmer une arrestation administrative (art. 31 à 33);
- prescrire certains contrôles d'identité (art. 34);
- veiller, en certaines circonstances, à un usage adéquat de la contrainte et, le cas échéant, des armes à feu (art. 38, al. 3).

La mise en oeuvre de ces compétences réservées aux officiers de police administrative est toujours liée à l'exécution du service et à l'exercice de fonctions bien définies au sein d'un service de police donné, dans des circonstances de temps et de lieu données. Certaines de ces compétences peuvent parfois donner lieu à des restrictions importantes aux libertés individuelles et ne sauraient, pour cette raison notamment, être mises en oeuvre qu'après la décision d'un fonctionnaire de police revêtu d'un grade ou d'une fonction spécifique et qui a bénéficié d'une formation adéquate ou conformément à ses instructions générales ou particulières.

6.3.2. Le contrôle de police administrative en général et la visite de certains lieux (art. 14 et 26)

L'article 14 précise que, dans l'exercice de leurs missions de police administrative, la gendarmerie et la police communale veillent au maintien de l'ordre public, en ce compris notamment le respect des lois et règlements de police. La disposition en question poursuit en précisant qu'à cet effet, elles assurent notamment une *surveillance générale et des contrôles* dans les lieux publics et dans les lieux accessibles au public (art. 26), bref dans les lieux dont l'accès ne leur est pas interdit par la loi.

Les services de police spéciale ont une compétence relativement similaire en des lieux, il est vrai, plus limités.

Précisant la mission de la police communale et de la gendarmerie, l'art. 26 édicte que ces services de police peuvent toujours pénétrer dans les *lieux accessibles au public* ainsi que dans les *biens immeubles à l'état d'abandon*, afin de veiller au maintien de l'ordre public et au respect des lois et règlements de police. Les membres de ces services de police, dans le cadre de l'exécution de leur service, peuvent ainsi entrer en ces lieux, accessibles de nuit comme de jour, pendant le temps que le public y a accès et comme le public lui-même.

La loi confirme le pouvoir attribué à la gendarmerie et à la police communale de visiter dans le respect de l'inviolabilité du domicile les *établissements hôteliers* et certains autres établissements de logement.

Par les différentes « visites », il faut notamment entendre la compétence spécialement attribuée à la police communale et à la gendarmerie par la loi du 19 février 1963 portant statut des établissements hôteliers et la loi du 17 décembre 1963 organisant le contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement. A cet égard, il est important de ne pas perdre de vue le principe *d'inviolabilité du domicile*. Certains de ces endroits constituent en effet un domicile, notamment en cas d'occupation effective au moment du contrôle ou d'occupation prolongée.

Par « autres établissements de logement », il convient d'entendre notamment les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes tels que définis par le décret du 16 juin 1981 du Conseil de la Communauté française organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes, ainsi que les exploitations commerciales touristiques, quelle que soit leur dénomination, visées par le décret du 20 mars 1984 du Conseil de la Communauté flamande portant statut des entreprises d'hébergement. Les chambres d'étudiant ne sont par contre pas visées par ce vocable.

Les terrains de camping et les parcs résidentiels de camping, tels que définis à l'article 1er de la loi du 30 avril 1970 sur le camping et les exploitations agricoles organisant un camping à la ferme telles que définies par l'article 2 du décret du 20 juillet 1976 du Conseil culturel de la communauté culturelle française organisant le camping à la ferme font également partie des autres établissements de logement.

Dans l'exécution de leur *mission générale de surveillance et de contrôle*, les fonctionnaires de police des services de police compétents peuvent contrôler si les personnes présentes en les lieux visés à l'art. 26 de la loi ne se trouvent pas en infraction aux lois et règlements. A cet effet, ils ne pourront avoir recours à des moyens de contrainte que dans la mesure où la loi le leur permet dans les limites de l'art. 37; par ailleurs ils ne pourront procéder au contrôle de l'identité de certaines personnes que conformément à l'art. 34 ou en vertu de législations particulières.

Lorsque les fonctionnaires de police de la police communale, de la gendarmerie ou des services de police spéciale découvrent des infractions au cours de ces contrôles, ils peuvent enjoindre aux auteurs de mettre la situation ou leur comportement en conformité avec la loi et ils sont habilités à empêcher qu'une situation ou qu'un comportement dangereux ne se prolonge.

Les fonctionnaires de police de la police communale et de la gendarmerie peuvent également visiter des *biens immeubles abandonnés*. La loi vise les lieux à l'état d'abandon et non les lieux qui sont temporairement sans gardien attitré effectif ou fixe, comme certaines colonies de vacances ou résidences secondaires en dehors de la saison. Il s'agit d'une question de fait qui doit non seulement être appréciée en fonction de témoignages, mais aussi de l'aménagement des lieux: ainsi le terme abandonné implique qu'il n'est plus fait usage du bien en question et que son propriétaire n'en prend plus soin.

Cette disposition ne permet pas d'entrer sans plus dans des habitations occupées en permanence par des squatters. De tels immeubles sont en effet le plus souvent susceptibles de constituer un domicile dans le sens attribué à ce concept dans le cadre de la procédure pénale: la visite d'un tel lieu ne peut en principe se faire que sur la base d'un mandat de visite domiciliaire, ou, en cas de flagrant délit, par un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi ou encore avec le consentement de l'occupant. Un tel lieu pourra parfois être visité et évacué sur base de l'art. 27 de la loi, à la suite d'une décision de l'autorité administrative ou d'une décision de justice.

La mission générale de surveillance qui vient d'être évoquée est attribuée à la police communale et à la gendarmerie. Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution d'une mission de police judiciaire, tout fonctionnaire de police peut pareillement pénétrer en ces lieux afin d'exécuter la mission qui lui est confiée. Ainsi, lorsqu'il recherche l'auteur d'une infraction qui vient de se commettre ou lorsque la présence de joueurs clandestins ou de personnes se livrant à un trafic illicite ou prohibé est signalée en ces lieux. Il convient par ailleurs de noter que de nombreuses lois spéciales consacrent la possibilité pour les services de police ou pour certains de leurs membres

de visiter certains lieux, ainsi l'art. 10 du décret relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, qui permet en certaines circonstances d'entrer dans les maisons où l'on donne habituellement à jouer des jeux de hasards et dans les lieux livrés notoirement à la débauche ainsi que l'art. 7 § 3 de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, stupéfiants... qui permet à certains fonctionnaires de police de pénétrer dans les locaux où il est fait usage en groupe de certaines substances.

6.3.3. Le contrôle d'identité (art. 34)

« Les fonctionnaires de police contrôlent l'identité de toute personne qui est privée de sa liberté ou qui a commis une infraction.

Ils peuvent contrôler l'identité de toute personne s'ils ont des motifs raisonnables de croire, en fonction de son comportement, d'indices matériels ou de circonstances de temps et de lieu, qu'elle est recherchée, qu'elle a tenté de commettre une infraction ou se prépare à la commettre, qu'elle pourrait troubler l'ordre public ou qu'elle l'a troublé.

Conformément aux instructions et sous la responsabilité d'un officier de police administrative, tout fonctionnaire de police administrative peut également contrôler l'identité de toute personne qui souhaite pénétrer en un lieu faisant l'objet d'une menace au sens de l'art. 26, § 1er, 3^o et 4^o.

Dans les limites de leurs compétences, les autorités de police administrative peuvent, afin de maintenir la sécurité publique ou d'assurer le respect des dispositions légales relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers, prescrire des contrôles d'identité à effectuer par les services de police dans des circonstances qu'elles déterminent ».

Les fonctionnaires de police contrôlent donc l'identité de toute personne qui est privée de sa liberté ou qui a commis une infraction.

S'ils ont des motifs raisonnables de croire en fonction du comportement d'une personne, d'indices matériels ou de circonstances de lieu et de temps qu'une personne est recherchée, qu'elle a tenté de commettre une infraction ou se prépare à la commettre ou encore qu'elle pourrait troubler l'ordre public ou qu'elle l'a troublé, les fonctionnaires de police peuvent contrôler cette personne et contrôler son identité.

Les contrôles de l'identité de personnes ne peuvent être arbitraires ni, hormis certains cas particuliers, systématiques. Le policier qui contrôle doit avoir une raison policière fondée pour procéder à un contrôle d'identité et il doit pouvoir expliciter cette raison à ses supérieurs hiérarchiques. Les services de police conservent ainsi une certaine liberté d'appréciation en la matière.

Les fonctionnaires de police devront être formés à exécuter ces contrôles d'identité et surtout à discerner les situations où ils s'imposent. Il est impératif en cette matière d'éviter que par leur caractère trop systématique, leur fréquence ou certaines modalités de leur réalisation, les contrôles d'identité dégèrent en mesures policières excessives et vexatoires, de nature non seulement à engendrer inquiétude et réprobation, mais aussi de nature à compromettre finalement l'efficacité de l'ensemble des contrôles d'identité indispensables à l'application effective de plusieurs lois spéciales ou s'imposant en raison de circonstances particulières.

A l'exception des contrôles d'identité inhérents au contrôle de l'accès au territoire d'étrangers évoqués dans le commentaire de l'art. 21 (point 5.2.4), les contrôles d'identité ne peuvent en principe et a priori être systématiques. Toutefois, lorsque des incidents sont à craindre à l'occasion de manifestations sportives, folkloriques, politiques ou culturelles, ou lorsque certains endroits particuliers font l'objet d'une menace, un contrôle général de personnes, leur fouille et le contrôle de leur identité peuvent être organisés et planifiés pour être exécutés avec une certaine régularité. Ces contrôles sont alors effectués conformément aux instructions et sous la responsabilité d'un officier de police administrative.

Les autorités administratives, notamment le bourgmestre ou le Ministre de l'Intérieur, pourront également, dans un souci de prévention générale, faire procéder à des contrôles d'identité systématiques dans le cadre d'événements particuliers ou en des lieux particuliers.

Les pièces d'identité de la personne contrôlée doivent être remises au fonctionnaire de police à l'occasion du contrôle d'identité.

Une personne qui refuse de décliner son identité, qui est dans l'impossibilité de le faire ou dont l'identité est douteuse peut être retenue pendant le temps nécessaire à la vérification de son identité et pendant *deux heures au maximum*. La personne contrôlée peut être invitée à suivre les fonctionnaires de police au bureau de police et à y attendre, sous surveillance, que son identité soit suffisamment établie; la rétention de la personne contrôlée, s'il échet, après avoir été soumis à une fouille de sécurité n'implique, en principe, pas de recours à la contrainte ni d'enfermement en cellule. La rétention d'une personne pourra cependant se transformer en privation de liberté et en mise en cellule dès qu'un recours à la contrainte s'imposera pour permettre la vérification d'identité.

Le contrôle de l'identité se fait sur base de la carte d'identité et la vérification de l'identité se fait en principe également sur base de la carte d'identité. L'identité d'une personne pourra cependant également être vérifiée et établie par le contrôle et la vérification de tout autre document tenant lieu de carte d'identité, d'un passeport, d'un permis de conduire belge ou étranger. Elle pourra pareillement être établie sur base d'une carte d'identité militaire, d'un permis de chasse, d'une carte professionnelle. L'authenticité des documents présentés doit également être vérifiée.

Le cas échéant, l'identité de la personne contrôlée pourra être établie grâce au témoignage de personnes connues, dignes de foi.

La vérification de l'identité pourra durer plus ou moins longtemps en fonction des circonstances, notamment de la nature des documents produits, et nécessitera parfois des vérifications supplémentaires.

6.3.4. La fouille de police administrative et l'évacuation de bâtiments ou de zones non bâties (art. 27)

Dans le cadre de leur mission de police administrative, les fonctionnaires de police de la gendarmerie, de la police communale et des services de police spéciale peuvent fouiller certains bâtiments même non accessibles au public, tant de jour que de nuit, et peuvent les faire évacuer s'il échet. Ils peuvent pareillement et dans les mêmes circonstances faire fouiller des moyens de transport.

Une telle fouille systématique ou l'évacuation de bâtiments, de nature essentiellement administrative, ne vise que la recherche d'un danger ou de sa cause et l'éloignement de ce danger ou le fait d'y mettre un terme. Elle s'impose notamment en cas de danger grave et imminent de calamité, de catastrophe ou de sinistre, ou lorsque la vie ou l'intégrité physique des personnes est gravement menacée : ainsi en cas d'émanations toxiques, de risque d'explosion ou d'alerte à la bombe.

Le fonctionnaire de police ne peut effectuer une telle fouille de sa propre initiative dans des lieux non accessibles au public que :

— à la demande de la personne qui a la jouissance effective des lieux ou moyennant son consentement. Ainsi dans certains cas de différends familiaux graves, les fonctionnaires de police compétents pourront visiter les lieux à la demande d'un des époux, des concubins et même parfois des enfants;

— lorsqu'un danger qui leur est signalé en ce lieu ne semble pas pouvoir être écarté d'une autre manière. Ainsi lorsque des faits graves, des hurlements, une bagarre ou des coups de feu sont rapportés par des voisins ou encore en cas de déclenchement d'un système d'alarme.

Dans ces différentes hypothèses, la fouille en question ne peut être effectuée qu'en vue de rechercher les personnes en danger, le conjoint ou l'enfant battu par exemple, ou la cause du danger et en vue d'y porter remède.

Il est clair que cette fouille vise non seulement l'action des services de police nécessaire pour prévenir ou limiter, dans la mesure du possible, le danger que l'on peut craindre, mais aussi les opérations rendues nécessaires pour limiter les conséquences dommageables. Il en sera ainsi des fouilles et évacuations rendues nécessaires pour porter secours aux victimes éventuelles d'une catastrophe ou pour éviter que la situation créée par cette catastrophe n'entraîne de nouvelles victimes ou de nouveaux dommages.

La nature et l'ampleur des mesures à prendre seront étroitement liées à l'ampleur et à l'imminence de la menace, à la nature de l'intérêt menacé ainsi qu'à la nature et à l'ampleur de l'intérêt à sacrifier temporairement.

Dans le cadre d'une intervention fondée sur l'art. 27, al. 3, les fonctionnaires de police compétents peuvent, s'il échet, solliciter l'intervention de services de secours ou du service de déminage des forces armées ou encore requérir toute autre personne utile.

La fouille et l'évacuation d'une habitation ou d'une zone et de ses abords immédiats peuvent, en cas de danger imminent, être décidées par une autorité administrative. En certaines circonstances, il importe toutefois de pouvoir agir très vite. C'est pourquoi la loi permet aux officiers de police administrative de décider d'une telle évacuation. En ce cas, ils devront donc apprécier tous les éléments de la situation, les évaluer et donner toutes les directives nécessaires.

Ils devront veiller à ce que, dans toute la mesure du possible, la personne ayant la jouissance effective du bâtiment, du moyen de transport ou de la zone fouillée ou du bâtiment ou de la zone évacuée soit avertie.

Par ailleurs ils informeront le bourgmestre compétent dans les plus brefs délais. Cette information du bourgmestre est particulièrement importante. En effet, compte tenu des responsabilités particulières incombant aux autorités administratives et de leur pouvoir de moduler les interventions des services de police, il convient que le bourgmestre notamment reçoive des services de police toute information utile au plus tôt.

En cas de refus de la personne ayant la jouissance de l'endroit où le danger imminent est présent, l'autorité administrative, le plus souvent le bourgmestre, prendra les mesures permettant quand même la visite et, le cas échéant, l'évacuation de ces lieux.

Une intervention de police administrative peut, en cours de déroulement, acquérir les caractéristiques d'intervention de police judiciaire. Ainsi lorsqu'un fonctionnaire de police entre régulièrement en un lieu sur base de l'art. 27 et qu'il y constate un délit, cette constatation et la relation qu'il en fait dans un procès-verbal sont en principe valables ce qui peut même donner lieu à un certain nombre d'autres actes de police judiciaire, notamment en cas de flagrant délit.

Il ne pourra cependant détourner la fouille administrative de son but : *rechercher et neutraliser la cause du danger*. La fouille ne pourra s'étendre à la recherche d'éléments de preuve de crimes ou de délits que dans les limites tracées par le Code d'instruction criminelle aux interventions des fonctionnaires de police judiciaire.

Le terme zone non bâtie utilisé dans l'article 27 vise notamment les parcs, les bois, forêts, champs et pâtures privés y compris les étables, les abris et les granges qui s'y trouvent.

6.3.5. La fouille de sécurité (art. 28)

La fouille de sécurité est une fouille de police administrative par laquelle tout fonctionnaire de police peut fouiller une personne, afin de s'assurer qu'elle ne porte ou ne transporte pas une arme ou un objet dangereux pour l'ordre public. Cette fouille vise essentiellement à protéger le fonctionnaire de police et peut aussi avoir lieu dans les cas où la fouille judiciaire est prévue.

Cette fouille est réalisée par la palpation du corps de la personne et par celle de ses vêtements ainsi que par le contrôle de ses bagages.

La fouille ne peut en aucun cas être arbitraire. Les différents cas envisagés impliquent une appréciation d'un certain nombre d'éléments relativement objectifs, d'indices, de présomptions ou d'autres indications permettant au fonctionnaire de police qui intervient ou qui est responsable de l'intervention de décider qu'une fouille de sécurité s'impose. Ces éléments à prendre en considération peuvent tenir tant aux circonstances de temps et de lieu où le contrôle et la fouille doivent être effectués qu'à la personne même qui est fouillée. La démarche du fonctionnaire de police est en l'espèce assez semblable à celle qu'il devra adopter dans le cadre des contrôles d'identité précédemment évoqués. Si les circonstances l'exigent, la personne soumise à un contrôle d'identité conformément à l'art. 34 peut également faire l'objet d'une fouille de sécurité.

La fouille visée par l'al. 2, 3^e, peut être effectuée *dès qu'il y a des risques* pour l'ordre public. Les services de police ne doivent donc pas attendre que l'ordre public soit effectivement menacé.

La fouille peut pareillement être effectuée *dès que les lieux eux-mêmes font l'objet d'une menace*; ainsi le Palais de justice à l'occasion d'un procès de terroristes, de bandes de jeunes marginaux ou de hooligans tout comme certains objectifs potentiels de terroristes.

La fouille de sécurité doit être *limitée au temps strictement nécessaire* à son accomplissement et, hormis le cas où la fouille de sécurité est le préliminaire ou le corollaire d'une arrestation, la personne qui en fait l'objet ne peut être retenue plus d'une heure pour les besoins de cette fouille.

Les fouilles visées au 3^e et 4^e de l'art. 28 ne peuvent être exécutées *que sur ordre et sous la responsabilité* d'un officier de police administrative. L'ordre en question ne doit pas nécessairement porter sur la désignation de la personne à fouiller, mais peut s'exprimer par une instruction s'appliquant à un ensemble de personnes dans une situation donnée. Ainsi, l'officier de police administrative commandant un service d'ordre pourra-t-il, dans son ordre de service, prévoir de telles fouilles et ne devra pas répéter ses directives pour chaque fouille en particulier. De même, cet officier de police administrative ne devra pas nécessairement être présent au moment, ni à l'endroit de la fouille.

La procédure qui vient d'être évoquée, de même que l'exigence expresse de faire effectuer les fouilles en question par des *personnes du même sexe* que la personne fouillée, ne s'applique obligatoirement qu'aux hypothèses de l'art. 28, § 1^{er}, 3^e et 4^e, où une certaine prévision et une certaine préparation de l'opération de fouille sont possibles. Dans la mesure du possible, cette règle sera également appliquée dans les autres cas de fouille de personnes dans le cadre de la police administrative. L'exigence de faire procéder à la fouille par une personne du même sexe que la personne fouillée ne concerne pas la fouille de ses vêtements en tant que tels ni de ses bagages.

La fouille ne peut jamais dégénérer en mesure vexatoire et ne peut durer plus longtemps que le temps nécessaire à la fin qu'elle poursuit. Lorsque la loi prescrit un temps de rétention de la personne, il s'agit d'un temps maximum. La personne retenue doit, dans toute la mesure du possible, être fouillée au plus tôt.

6.3.6. Fouille avant la mise en cellule (art. 28 § 3)

Avant la mise en cellule d'une personne, celle-ci doit être fouillée afin de s'assurer qu'elle n'est pas en possession d'objets ou de substances dangereux pour elle-même ou pour autrui ou encore de nature à favoriser une évasion.

Cette fouille qui ne peut durer plus longtemps que le temps nécessaire à la fin qu'elle poursuit, est exécutée par un fonctionnaire de police ou par une autre personne requise à cette fin et du même sexe que la personne à fouiller.

Lorsque l'arrestation est administrative, la fouille est effectuée conformément aux instructions générales ou particulières et sous la responsabilité d'un officier de police administrative; lorsque l'arrestation est judiciaire, elle l'est sous la responsabilité et conformément aux instructions générales ou particulières d'un officier de police judiciaire. Ces officiers ne doivent pas nécessairement être présents à l'endroit où la fouille est exécutée.

Des instructions générales devront être données à ce propos dans les différents services de police.

6.3.7. Fouille de police administrative d'un véhicule (art. 29)

Les fonctionnaires de police peuvent procéder à la fouille d'un véhicule ou de tout autre moyen de transport lorsque ce véhicule ou moyen de transport pourrait servir à commettre une infraction, sert ou pourrait servir à abriter ou à transporter des personnes recherchées ou qui veulent se soustraire à un contrôle d'identité, qui sert ou pourrait servir à entreposer ou à transporter des objets dangereux pour l'ordre public. La disposition ne vise pas les contrôles frontaliers.

Les fonctionnaires de police peuvent également procéder à une fouille administrative lorsque le conducteur refuse un contrôle de la conformité du véhicule à la loi.

Tout comme pour les contrôles d'identité, les autres fouilles et les arrestations, le système a été rendu plus objectif. Une telle fouille ne peut plus avoir lieu que lorsque les fonctionnaires de police ont des motifs raisonnables de croire, en fonction du comportement du conducteur ou des passagers, d'indices matériels ou des circonstances de temps et de lieu qu'une fouille du véhicule s'impose. Les raisons policières sous-tendant cette fouille devront le cas échéant pouvoir être exposées dans un compte rendu aux supérieurs hiérarchiques des fonctionnaires de police qui interviennent ou aux autorités dont ils relèvent mais pas nécessairement au citoyen contrôlé, au moment de la fouille du véhicule.

Une telle fouille ne constitue pas une visite domiciliaire. Comme nous le verrons ci-après à l'occasion de l'examen de la fouille judiciaire, il convient d'être prudent à l'occasion de la fouille de certains véhicules aménagés en habitation; d'autant plus prudent qu'il s'agit ici d'une fouille de police administrative.

La fouille de la cabine d'un camion, d'un véhicule à siège-couchette muni de rideaux de même que celle de certaines auto-caravanés aussi appelées motor-home utilisés comme moyen de transport au moment du contrôle, ne devra normalement pas poser de problème.

Si des indications suffisantes permettent au fonctionnaire de police de croire raisonnablement qu'une infraction a été commise et que par exemple, le véhicule est utilisé pour transporter des substances stupéfiantes ou des armes, la fouille administrative peut se transformer en fouille judiciaire et, dans ce cas, la fouille pourra durer plus d'une heure et le véhicule pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une saisie judiciaire à cet effet.

La disposition relative à la fouille des véhicules met fin aux fouilles abusives ou anormalement longues en précisant que la fouille ne peut durer plus longtemps que le temps exigé par les circonstances qui la justifient.

Un véhicule en stationnement et fermé à clé pourra, dans certains cas, être ouvert par un serrurier ou, en cas d'urgence, par d'autres moyens et être fouillé.

Il pourra même en l'espèce être fait recours à la force. Cette utilisation de la contrainte est limitée d'une part par les principes développés à l'art. 37 et d'autre part par les circonstances concrètes du cas d'espèce.

L'exposé des motifs est très clair sur le fait que l'heure pendant laquelle le véhicule peut être retenu ne peut pas être utilisée par l'occupant ou le propriétaire du véhicule pour ralentir l'action des policiers: par exemple en faisant disparaître les clés ou en s'enfermant dans le véhicule par exemple.

La compétence d'effectuer de telles fouilles implique donc, en certaines circonstances, la possibilité de recourir à une certaine contrainte.

6.3.8. La saisie administrative (art. 30)

La saisie est une mesure coercitive par laquelle une autorité ou un fonctionnaire de police retire un certain bien ou, le cas échéant, un animal, à la libre disposition de son propriétaire ou possesseur. Une telle saisie peut être administrative ou judiciaire.

La plupart des saisies administratives se feront à l'occasion de rassemblements de masse ou de rencontres sportives ou de réunions culturelles. Les objets visés sont notamment ceux qui présentent un danger pour la vie et l'intégrité physique des personnes et la sécurité des biens. La saisie d'objets tels que des cannettes de boissons, des boissons alcoolisées dont la consommation aurait été interdite ou des drapeaux, des sirènes ou des banderoles dont l'utilisation aurait pareillement été prohibée par les autorités administratives peut ainsi être réalisée sur la base de l'article 30 de la loi. La loi apporte deux restrictions aux modalités de la saisie administrative. La première précise qu'elle ne saurait être effectuée qu'en un lieu accessible au public, et la seconde prévoit qu'elle doit trouver un fondement dans les nécessités de la tranquillité publique. D'autres lois particulières permettent par ailleurs la saisie de certains biens spécifiques, d'aliments avariés par exemple. Ces législations précisent les modalités de telles saisies.

Les modalités selon lesquelles les objets saisis conformément à la loi devront être conservés, restitués ou détruits seront déterminées par arrêté royal.

6.3.9. L'arrestation administrative (art. 31 à 33)

Différentes lois spéciales prévoient la possibilité de procéder à des arrestations administratives. Un fonctionnaire ou un service de police peuvent en outre limiter la liberté d'aller et de venir, ou celle de se rassembler, des personnes qui vont commettre une infraction, qui troublent l'ordre public, ou qui ne font pas connaître leur identité. Il peut en être de même des ivrognes, des aliénés et débiles mentaux ou de toute autre personne pouvant troubler la tranquillité publique. L'éloignement de ces personnes peut se faire par exemple lorsqu'en cas de bruits et de tapages injurieux auxquels les injonctions de l'autorité ne parviennent pas à mettre fin, il n'existe pas d'autre moyen que d'éloigner par la force les principaux auteurs du désordre. En effet, lorsque la persuasion ne suffit pas à mettre fin à des désordres, les services de police doivent pouvoir éloigner momentanément, par la force s'il le faut, ceux qui perturbent la tranquillité publique, et ils doivent pouvoir les retenir pendant le temps nécessaire pour que le calme revienne dans le lieu public où les incidents se sont produits.

Pour que les perturbations de l'ordre puissent justifier l'arrestation administrative de leurs auteurs, il faut bien entendu que ces arrestations soient absolument nécessaires au maintien de l'ordre. C'est aux services de police qu'il appartient d'apprécier, en fonction de toutes les circonstances entourant la situation, l'absolue nécessité et si l'arrestation administrative est le meilleur moyen de maintenir l'ordre ou s'impose en raison d'impératifs de sécurité.

La perturbation effective de la tranquillité publique visée au 2^o de l'art. 31 englobe les agissements et les actes que l'on s'apprête à accomplir ou qui viennent de l'être, tels les troubles que les fonctionnaires de police qui interviennent ont eu l'occasion de constater juste avant qu'ils se soient décidés à passer à l'action.

Les personnes qui sont sur le point de commettre une infraction pénale mettant en danger la sécurité publique, par exemple les personnes se préparant à porter atteinte à l'intégrité physique de personnes ou à mettre le feu à des immeubles ou à d'autres biens ou se préparant à leur causer des dommages importants, doivent en être empêchées, le cas échéant, par une arrestation administrative (art. 31, 3^o).

La première finalité d'une telle arrestation est de mettre fin à un trouble de l'ordre public. Elle sera éventuellement suivie d'une arrestation judiciaire.

Compte tenu des circonstances inhérentes aux opérations de maintien de l'ordre et aux incertitudes et difficultés liées à certains événements de nature à troubler l'ordre public, il n'est pas toujours possible d'intervenir, dès le départ, dans une optique de police judiciaire, en vue d'identifier et d'arrêter l'auteur d'une infraction et de le déférer devant les autorités compétentes. Cela doit cependant être la règle.

Lorsque l'ordre public est gravement troublé, il doit cependant surtout être rétabli et l'identification précise des auteurs d'infractions et les devoirs judiciaires qui y sont liés pourront ainsi parfois être quelque peu différés. En tout état de cause, les services de police ne perdront pas de vue les impératifs de la police judiciaire et les contraintes de temps y inhérentes, notamment celles découlant de la loi sur la détention préventive.

C'est pourquoi la privation de liberté fondée sur l'article 31 notamment s'effectue sous la responsabilité et le contrôle des autorités et des officiers de police administrative, selon les modalités et conformément aux règles précisées aux articles 32, 33, 35, ainsi que, dans une moindre mesure, aux articles 37 et 38.

Cette mesure administrative ne permet la privation de la liberté que lorsqu'elle apparaît nécessaire pour l'accomplissement de missions en rapport avec le maintien de l'ordre public et cette privation de liberté ne saurait dès lors *durer plus longtemps* que le temps requis par les circonstances qui la justifient. Une telle privation de liberté ne peut, si ce n'est dans le cas du concours d'une arrestation administrative et d'une arrestation judiciaire visé à l'art. 32, durer que douze heures. En effet, dans ce cas, le point initial de la computation du délai de 24 heures est le moment où la personne a été privée de sa liberté d'aller et de venir sur la base de présomptions, de circonstances ou de faits bien définis qui s'avèrent ultérieurement pouvoir fonder une arrestation judiciaire et, le cas échéant, le recours à une détention préventive.

L'art. 32 a entendu envisager les hypothèses où il y a un ensemble de faits ou de circonstances identiques à la base de l'arrestation administrative et de l'arrestation judiciaire et où l'arrestation judiciaire sur base de ces éléments fait suite à l'arrestation administrative ou va de pair avec elle: par exemple, lorsque des « casseurs » sont identifiés avec certitude parmi les personnes arrêtées administrativement.

L'enchaînement ne vise donc pas les hypothèses où un crime ou un délit est commis au cours d'une arrestation administrative, ni celles à l'occasion desquelles la police découvre une autre infraction en cours d'arrestation administrative, ou encore celles où la police découvre que la personne arrêtée est à rechercher à des fins de police judiciaire ou reconnaît des faits qui n'ont aucun rapport avec les circonstances à la base de l'arrestation administrative. Le recours au terme « concours » impose d'ailleurs une telle analyse.

Toute personne qui fait l'objet d'une arrestation administrative peut demander *qu'une personne qui a sa confiance en soit avertie*. Cette disposition ne contraint pas le service de police à avertir n'importe qui, ni à tout prix, et n'oblige pas non plus les services de police à permettre à la personne arrêtée d'avertir elle-même une personne donnée. C'est le service de police qui avertit une personne de confiance de la personne arrêtée en qui le service de police peut raisonnablement avoir confiance également et qui ne sera pas à la base de nouveaux troubles de l'ordre public.

La police doit faire un effort normal et raisonnable afin d'avertir la personne en question. On ne saurait attendre d'elle qu'elle prévienne une personne en Afrique du Sud ni en cas d'arrestations massives qu'elle prévienne deux cents personnes en Allemagne ou même en Belgique. En de tels cas, elle prévient par priorité les parents des mineurs arrêtés.

Les personnes arrêtées ne peuvent être inutilement exposées à la curiosité publique (art. 35).

6.4. OBLIGATIONS PARTICULIÈRES LIÉES À L'EXERCICE DE LA FONCTION DE POLICE

6.4.1. *Obligation de légitimation* (art. 41)

Les fonctionnaires de police qui interviennent *en habits civils* à l'égard d'une personne, de même que les fonctionnaires de police *en uniforme qui se présentent au domicile* d'une personne sont tenus de justifier de leur qualité au moyen du titre de légitimation dont ils sont porteurs.

Cette légitimation, qui ne devra pas être faite lorsque les circonstances ne le permettent pas, ne doit être faite que par un seul des fonctionnaires de police.

L'obligation imposée aux fonctionnaires de police de faire connaître leur qualité n'est pas absolue et ne peut pas constituer une entrave à l'action des fonctionnaires de police. Ainsi, exceptionnellement, en cas d'intervention visant à l'arrestation de dangereux malfaiteurs, la production éventuelle du titre de légitimation pourra se faire après l'intervention.

Le brassard ou le gilet qui sont portés en certaines circonstances par les fonctionnaires de police sont destinés à l'identification des policiers entre eux au cours de certaines opérations et leur port ne peut être assimilé à la présentation de la légitimation.

6.4.2. *Assistance mutuelle et coopération réciproque* (art. 43)

L'art. 43 insiste sur l'obligation qu'ont tous les services de police de se prêter assistance mutuelle et d'assurer une coopération efficace, en précisant qu'en certains cas bien circonscrits, tout officier de police administrative d'un service de police donné peut requérir l'assistance d'autres fonctionnaires de police compétents.

Les fonctionnaires de police dont l'assistance est sollicitée sont tenus d'y donner suite lorsqu'il y a *danger pour les personnes et si les moyens de l'officier de police requérant se révèlent être insuffisants*. Ils en avisent leur chef hiérarchique qui en avise lui-même dans les plus brefs délais l'autorité dont il relève. Cette autorité pourra, le cas échéant, mettre un terme à l'assistance.

Cette disposition qui doit s'interpréter à la lumière de l'art. 45 en ce qui concerne les compétences territoriales des policiers communaux requis, ne permet de requérir des fonctionnaires de police d'une police communale donnée que si ceux-ci se trouvent sur le territoire de la commune où on les requiert ou s'il existe des accords entre les communes concernées à propos de telles hypothèses.

Si les circonstances l'imposent, notamment en raison du danger que représente la personne privée de sa liberté, du nombre des personnes privées de leur liberté, de la gravité de l'infraction à la base de la privation de liberté, ainsi que, le cas échéant, d'accords particuliers conclus avec la police des chemins de fer, la police communale et la gendarmerie sont tenus de prêter l'assistance nécessaire, c'est-à-dire celle qui s'impose en raison des circonstances, à la police des chemins de fer. Cette assistance pourrait s'imposer lorsque la police des chemins de fer se saisit de certains condamnés ou détenus évadés, de certains étrangers qui ne sont pas porteurs des pièces ou des documents requis ainsi que, le cas échéant, pour l'extraction de certains détenus et la garde ou la protection du transport de certaines personnes arrêtées.

6.4.3. *Réquisition de l'aide ou de l'assistance de personnes* (art. 42)

L'art. 185 de la nouvelle loi communale et l'art. 18 § 2 de la loi sur la gendarmerie permettaient déjà aux fonctionnaires de police des deux services de police en question de requérir l'assistance de personnes présentes sur les lieux. L'art. 42 va plus loin que ces dispositions abrogées en étendant le pouvoir de requérir l'aide ou l'assistance à tous les fonctionnaires de police et en précisant qu'une telle réquisition peut également être adressée, en cas d'absolue nécessité, à toute personne utile, même si celle-ci ne se trouve pas sur place. La loi précise par ailleurs que l'aide ou l'assistance requise ne peut mettre en danger la personne qui la prête.

L'aide et l'assistance ne portent pas sur des tâches spécifiquement policières, elles consistent par exemple à permettre aux fonctionnaires de police d'utiliser un appareil téléphonique, à accorder un abri provisoire à certaines personnes, à fournir un matériel en la possession de la personne requise et à l'utiliser si cette utilisation exige des qualifications particulières qu'elle possède. Si une personne refuse de se conformer à une réquisition, elle devra faire connaître la raison de son refus au moment où elle l'exprime son refus. La réparation des dommages causés par l'exécution normale et correcte d'une réquisition, tant à la personne requise qu'à des tiers, incombera normalement à l'autorité portant la responsabilité générale de l'intervention.

Le refus de déférer à une réquisition légitime peut être sanctionné par application de l'art. 422ter du Code pénal.

6.4.4. Protection contre la curiosité (art. 35)

L'art. 35 tend à empêcher que lorsqu'une personne est retenue ou arrêtée, cette personne soit inutilement exposée à la curiosité du public et de la presse ou qu'elle le soit contre sa volonté. Cette interdiction englobe notamment celle de prévenir la presse à propos de telles arrestations.

La disposition en question ne vise pourtant pas à interdire à la presse de suivre et même de filmer toute intervention policière. Le fait de filmer l'intervention de la police, n'est pas interdit non plus. Ce que la disposition tend expressément à interdire, dans ce contexte, aux fonctionnaires de police c'est de soumettre inutilement des personnes arrêtées, détenues ou incarcérées à la curiosité publique.

6.4.5. L'exécution de tâches administratives (art. 25)

L'art. 25 confirme encore plus clairement que les textes existants que les services de police doivent avant tout assumer des missions de police. Les services de police ne peuvent dès lors plus être chargés que de véritables missions de police et de missions pour lesquelles il convient de disposer d'un pouvoir de police pour pouvoir les mener à bien.

En ce qui concerne l'exécution des tâches administratives, on peut distinguer différentes catégories :

La première série de missions comprend celles que la loi confie expressément à la police. Ainsi, il y a l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 sur la fabrication, le commerce et le port d'armes et sur le commerce de munitions qui impose au chef de corps de la police communale et, le cas échéant, au commandant de la brigade de gendarmerie, de délivrer certaines autorisations de détenir certaines armes; l'A.R. du 31 décembre 1953 dispose que la police est tenue de délivrer un certificat de déclaration de perte ou de vol de la plaque d'immatriculation ou du certificat d'immatriculation.

Une deuxième catégorie concerne des missions qui ne sont absolument pas compatibles avec l'exercice de missions de police. Une circulaire ministérielle traitant du plan de sécurité qualitative du 22 octobre 1987 adressée aux gouverneurs de province énumère en annexe ces tâches : remplir des attestations pour l'office des allocations familiales, effectuer le contrôle local du pointage des chômeurs, distribuer la correspondance communale...

Une troisième catégorie concerne des tâches administratives qui n'ont pas de lien direct avec les missions de police, mais pour lesquelles l'exercice de compétences de police est requis. Etant donné que cette catégorie constitue en fait une exception au principe énoncé dans l'alinéa 1er de l'article 25, une circulaire des Ministres de l'Intérieur et de la Justice fixera une liste limitative de ces missions.

7. RESPONSABILITE CIVILE ET ASSISTANCE EN JUSTICE

7.1. PRINCIPE GENERAL (art. 47)

Art. 47. *L'Etat est responsable du dommage causé par les fonctionnaires de police de la gendarmerie et de la police judiciaire près les parquets dans les fonctions auxquelles ils les a employés, comme les commettants sont responsables du dommage causé par le fait de leurs préposés.*

L'Etat est également responsable du dommage causé par les commissaires de brigades dans les fonctions auxquelles il les a employés, comme les commettants sont responsables du dommage causé par le fait de leurs préposés.

La commune est responsable du dommage causé par les fonctionnaires de police de la police communale dans les fonctions auxquelles l'Etat ou la commune les a employés, comme les commettants sont responsables du dommage causé par le fait de leurs préposés.

La commune peut exercer un recours contre l'Etat pour le dommage causé par le fonctionnaire de police de la police communale dans les missions que l'Etat lui a confiées.

Dorénavant, l'Etat et la commune sont donc, en vertu de la loi, responsables, comme un commettant pour ses préposés, conformément à l'article 1384, alinéa 3, du Code civil, des dommages causés par des fonctionnaires de police dans les fonctions auxquelles ils sont légalement employés.

Cela signifie que des tiers pourront s'adresser à l'Etat ou à la commune dès que l'acte ayant causé un dommage est survenu pendant la durée de l'exercice des fonctions et qu'il présente un lien avec ces fonctions, même indirect et occasionnel.

Les tiers pourront pour ainsi dire toujours intenter leur action en dommages et intérêts contre l'Etat ou la commune, tandis que les fonctionnaires de police concernés ne se retrouveront pas nécessairement seuls face au juge pénal. En effet, les fonctionnaires de police peuvent désormais appeler l'Etat ou la commune à la cause (art. 50).

Le partage des responsabilités entre l'Etat et la commune du fait des actes posés par les fonctionnaires de police de la police communale est également réglé. La commune pourra ainsi continuer à exercer un recours à l'égard de l'Etat pour le dommage causé par ses fonctionnaires de police dans l'exercice des missions de police judiciaire mais aussi dans l'exercice de certaines missions ou tâches de police administrative spéciale que l'Etat lui a confiées, aussi en matière de police des étrangers.

7.2. LA RESPONSABILITE CIVILE PERSONNELLE DES FONCTIONNAIRES DE POLICE (art. 48 — 49 — 50)

La responsabilité civile personnelle des fonctionnaires de police se limitera désormais clairement à la faute intentionnelle, à la faute lourde et à la faute légère présentant dans leur chef un caractère habituel.

Cette limitation est similaire à celle dont bénéficient les travailleurs auxquels s'applique l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et les notions de « faute intentionnelle, de faute lourde et de faute légère présentant un caractère habituel » s'interpréteront dès lors à la lumière de la jurisprudence relative à cette disposition. De la jurisprudence et de la doctrine récentes, on peut à cet égard dégager les définitions suivantes :

— la *faute intentionnelle* est la violation consciente et volontaire d'une norme légale ou réglementaire imposant une abstention ou un comportement précis ou un devoir général de prudence;

— *la faute lourde* est toute faute non intentionnelle tellement grossière, tellement excessive, qu'elle ne se comprend pas de la part d'une personne raisonnable, ou l'omission de la mesure de prudence la plus élémentaire qui s'impose à tout homme sensé. Il y a faute lourde, lorsque l'auteur était conscient ou devait être conscient que son comportement allait provoquer un dommage. Elle implique la violation d'une norme légale ou réglementaire ou d'une norme générale de comportement dont le respect est nécessaire à la sauvegarde de l'organisation sociale;

— *la faute légère habituelle* est la faute légère qui se répète, dans un laps de temps relativement court, sans que chaque faute considérée isolément soit de nature à engager la responsabilité de l'auteur et sans qu'elles soient nécessairement de même nature.

En ces matières, il y a lieu cependant de souligner qu'une condamnation pénale pour une infraction intentionnelle ou involontaire n'entraîne pas ipso facto, également une faute civile intentionnelle ou lourde.

Chaque fois, il faudra également tenir compte du contexte concret dans lequel le policier concerné est intervenu.

Il est clair que les autres fonctionnaires de police qui pourraient être lésés par la faute d'un collègue constituent également des tiers au sens de l'article 48.

Tout comme le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, *exonérer* en tout ou en partie les fonctionnaires de police de l'obligation de réparer le dommage en ce qui concerne leur responsabilité à l'égard de l'Etat, le conseil communal pourrait prendre une telle décision pour les fonctionnaires de police de la police communale en ce qui concerne leur responsabilité à l'égard de la commune.

Si le fonctionnaire de police a commis une faute intentionnelle, une faute lourde ou une faute légère habituelle engageant donc sa responsabilité personnelle, l'Etat ou la commune qui a subi, de ce fait, un dommage direct (dégradation à un bien de l'Etat par exemple) ou indirect (lorsque l'Etat ou la commune a indemnisé le tiers victime), peut récupérer, auprès du fonctionnaire responsable, une somme d'argent représentant son préjudice.

Conformément à une procédure dont les détails doivent encore être déterminés, toute action en justice que l'Etat ou la commune voudrait intenter pour recouvrer la dite somme, devra être précédée d'une offre de transaction, faite au fonctionnaire de police. Cette offre peut, le cas échéant, ne porter que sur une réparation partielle du dommage (art. 49 § 1er). La transaction pourra prévoir un remboursement échelonné de la dette.

Le fonctionnaire de police cité peut appeler l'Etat ou la commune à la cause : ceux-ci peuvent aussi intervenir volontairement (art. 50). Ceci permettra au fonctionnaire de police d'éviter d'être condamné seul au plan civil ou d'avoir à subir seul et parfois très rapidement toutes les conséquences d'une telle condamnation.

7.3. L'OBLIGATION PERSONNELLE DE PAYER LES FRAIS DE JUSTICE (art. 51)

Le fonctionnaire de police est uniquement tenu de supporter personnellement les frais de la cause pour laquelle il a été condamné pour des faits commis dans l'exercice de ses fonctions, s'il a commis une faute intentionnelle, une faute lourde ou une faute légère qui présente dans son chef un caractère habituel (art. 51).

Dans les autres cas, les frais sont supportés par la commune pour le fonctionnaire de police de la police communale, et par l'Etat pour les autres fonctionnaires de police, en ce compris les commissaires de brigade.

7.4. ASSISTANCE EN JUSTICE A CHARGE DE L'AUTORITE (art. 52)

La nouvelle réglementation comble les lacunes du système actuel et de plus, elle tient compte d'une éventuelle faute intentionnelle ou faute lourde du fonctionnaire de police concerné ou d'un acte qui ne présente manifestement aucun lien avec l'exercice de ses fonctions (art. 52, § 2 et § 3).

L'assistance judiciaire en question n'est, par ailleurs, pas attribuée dans le cadre de l'action que l'Etat ou la commune intente contre un fonctionnaire de police en réparation du dommage qu'il a subi directement ou indirectement.

Les cas dans lesquels un fonctionnaire de police a droit, selon des normes restant à déterminer, à une assistance en justice gratuite par un avocat ou à une intervention dans les frais pour faits survenus dans l'exercice de ses fonctions, sont notamment les suivants :

— lorsqu'il est poursuivi pénalement. En tout état de cause, les cas de constitution de partie civile devant le juge d'instruction et la citation directe devant le tribunal de police ou le tribunal correctionnel entrent également dans cette catégorie;

— lorsqu'il est cité devant un tribunal civil. Il peut également s'agir d'une citation en référé;

— lorsque lui-même (ou le cas échéant ses ayants-droit) veut faire valoir ses droits comme victime d'actes intentionnels de violence ayant entraîné une incapacité de travail. Cette disposition doit être envisagée au sens large. Ainsi, est visée tant la constitution de partie civile devant un tribunal pénal que la procédure devant un tribunal civil.

L'incapacité de travail est l'incapacité physique définitive ou temporaire d'exercer ses fonctions constatée par un médecin. Une exemption partielle de certaines prestations de service n'est toutefois pas suffisante.

L'assistance en justice à laquelle le fonctionnaire de police concerné a droit est assurée par un avocat de son choix dont, dans les limites de certaines conditions, les honoraires sont supportés par l'Etat ou la commune. Le Roi s'est vu confier le soin de fixer les conditions dans lesquelles les honoraires de l'avocat choisi pour fournir l'assistance en justice sont pris en charge par l'Etat ou la commune. Pour des raisons de bonne administration, la possibilité pourra être prévue de traiter au forfait avec un certain nombre d'avocats ou de passer des contrats avec eux — leurs honoraires étant fixés de telle manière qu'ils défendent au mieux les intérêts de toutes les parties concernées.

Le fonctionnaire de police de la police communale peut généralement dans ce cadre généralement bénéficier d'une assurance « assistance en justice » contractée pour l'ensemble du personnel communal. L'assistance en justice qui est accordée comprend également les frais en vue d'assurer la défense.

Il convient de préciser que le fonctionnaire de police conserve toujours la possibilité de faire appel à son propre avocat, en tout état de cause à ses frais.

7.5. INDEMNISATION — DOMMAGE AUX BIENS (art. 53)

« § 1er. Le Roi détermine les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de police visé à l'article 47 est indemnisé, en temps de paix, du dommage aux biens subi dans ses fonctions.

On entend par dommage aux biens, le dommage occasionné aux biens dont le fonctionnaire de police est propriétaire ou détenteur et qui sont indispensables pour l'exercice de ses fonctions. »

Un fondement légal est institué, en vertu duquel les agents des services de police peuvent être indemnisés par l'Etat ou par la commune pour des dommages matériels subis dans l'accomplissement de leur service dans ou en raison de leurs fonctions et qui ne peuvent être indemnisés d'une autre manière dans des délais raisonnables (art. 53).

C'est le dommage occasionné aux biens dont le membre du personnel est propriétaire ou détenteur et qui sont indispensables pour l'exercice de sa fonction qui est visé en l'espèce.

Ce sera par exemple le cas lorsque la montre ou les lunettes d'un fonctionnaire de police sont cassées par suite de coups donnés par un manifestant ou lorsque son uniforme est déchiré pendant une arrestation, ou détérioré ou souillé pendant l'accomplissement proprement dit du service ou en dehors de l'accomplissement même du service mais en raison de sa qualité de fonctionnaire de police.

En revanche, le dommage matériel qui est la conséquence d'un accident de la circulation, sur le chemin du travail, n'ouvrira pas en principe de droit à indemnisation. Le seul fait que le dommage ait été subi pendant les heures de service ne suffira pas. Le dommage que le fonctionnaire de police subirait pendant l'exercice d'une de ses missions légales mais en dehors des heures de service peut, quant à lui, être pris en considération.

Le mot « détenteur » a été inséré pour couvrir les cas dans lesquels le fonctionnaire de police aurait par exemple emprunté ou loué le bien concerné.

Le mot « indispensable » enfin, indique qu'il doit s'agir de biens nécessaires à l'accomplissement proprement dit du service, et dont la valeur ou l'utilité, compte tenu de la nature de la mission exécutée, ne sont pas déraisonnables.

L'indemnisation est exclue lorsque le dommage est la conséquence d'une faute intentionnelle ou d'une faute lourde du fonctionnaire de police concerné.

8. ANNEXE

Table des matières

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Annexe

TABLE DES MATIERES

1. BUT DE LA LOI ET CADRE LEGAL

1.1. BUT

1.2. CADRE LEGAL

2. CHAMP D'APPLICATION

3. LIGNES DE FORCE

4. ATTRIBUTIONS ET RESPONSABILITES DES AUTORITES DE POLICE

4.1. EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE ET ADMINISTRATIVE PAR LES AUTORITES DE POLICE.

4.1.1. La protection des personnes (art. 13)

4.1.2. La relation entre la police administrative générale et la police administrative spéciale (art. 12)

4.2. RELATIONS ENTRE LES AUTORITES DE POLICE ET LES SERVICES DE POLICE.

4.2.1. L'autorité (art. 5, 6, 7 et 8)

4.2.1.1. L'autorité hiérarchique

4.2.1.2. Réquisitions (art. 6)

4.2.1.3. Instructions (art. 5, 6 et 7)

4.2.2. Coordination de la gestion (art. 9)

4.2.3. Coordination de la politique (art. 9 et 10)

4.2.4. La direction (art. 8)

5. MISSIONS DES SERVICES DE POLICE

5.1. GENERALITES

5.1.1. Missions de police administrative et judiciaire (art. 14 et 15)

5.1.2. Fonction d'assistance (art. 46)

5.1.3. Les interventions en vue de prêter main-forte (art. 44)

5.1.4. La notification de mandats de justice (art. 44)

5.1.5. La collecte d'informations (art. 39)

5.2. MISSIONS SPECIFIQUES

5.2.1. Police de la circulation routière (art. 16)

5.2.2. Calamité, catastrophe ou sinistre (art. 17)

5.2.3. Surveillance des malades mentaux, des internés et des condamnés libérés conditionnellement (art. 18, 19 et 20)

5.2.4. Surveillance des étrangers (art. 21)

5.2.5. Attroupements (art. 22)

5.2.6. Police des prisons et protection des transfèrements (art. 23)

5.2.7. La prise de mesures de protection à l'égard d'animaux dangereux ou abandonnés (art. 24)

5.3. COMPETENCE TERRITORIALE (art. 45)

6. COMPETENCES ET RESPONSABILITES DES FONCTIONNAIRES DE POLICE

6.1. USAGE DE LA CONTRAINTE (art. 37 et 38)

6.2. COMPETENCES DE POLICE JUDICIAIRE

6.2.1. Généralités

6.2.2. La fouille judiciaire (art. 28 § 2)

6.2.3. Fouille d'un véhicule ou de tout autre moyen de transport (art. 29)

6.2.4. Visites domiciliaires sur consentement (art. 55)

6.2.5. Procès-verbaux (art. 40)

6.3. LA NOTION D'OFFICIER DE POLICE ADMINISTRATIVE ET LES COMPETENCES DE POLICE ADMINISTRATIVE

- 6.3.1. La notion d'officier de police administrative
- 6.3.2. Le contrôle de police administrative en général et la visite de certains lieux (art. 14 et 26)
- 6.3.3. Le contrôle d'identité (art. 34)
- 6.3.4. La fouille de police administrative et l'évacuation de bâtiments ou de zones non bâties (art. 27)
- 6.3.5. La fouille de sécurité (art. 28)
- 6.3.6. Fouille avant la mise en cellule (art. 28 § 3)
- 6.3.7. Fouille de police administrative d'un véhicule (art. 29)
- 6.3.8. La saisie administrative (art. 30)
- 6.3.9. L'arrestation administrative (art. 31 à 33)

6.4. OBLIGATIONS PARTICULIERES LIEES A L'EXERCICE DE LA FONCTION DE POLICE

- 6.4.1. Obligation de légitimation (art. 41)
- 6.4.2. Assistance mutuelle et coopération réciproque (art. 43)
- 6.4.3. Réquisition de l'aide ou de l'assistance de personnes (art. 42)
- 6.4.4. Protection contre la curiosité (art. 35)
- 6.4.5. L'exécution de tâches administratives (art. 25)

p.47.

7. RESPONSABILITE CIVILE ET ASSISTANCE EN JUSTICE

- 7.1. PRINCIPE GENERAL (art. 47)
- 7.2. LA RESPONSABILITE CIVILE PERSONNELLE DES FONCTIONNAIRES DE POLICE (art. 48 — 49 — 50)
- 7.3. L'OBLIGATION PERSONNELLE DE PAYER LES FRAIS DE JUSTICE (art. 51)
- 7.4. ASSISTANCE EN JUSTICE A CHARGE DE L'AUTORITE (art. 52)
- 7.5. INDEMNISATION — DOMMAGE AUX BIENS (art. 53)

8. ANNEXE

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

[S-C — 00071]

Omzendbrief met betrekking tot de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt

Aan de heren Provinciegouverneurs.

Ter informatie :

- Aan de heren Arrondissementscommissarissen;
- Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen;
- Aan de Dames en Heren Korpschefs van de gemeentepolitie.
- Aan de Commandant van de rijkswacht.
- Aan de heren Procureurs-generaal.

1. DOEL VAN DE WET EN WETTELIJK KADER

1.1. DOEL

De wet van 5 augustus 1992 op het politieambt bepaalt het wettelijk kader waarin de uitoefening van het politieambt geschiedt. Met een permanente zorg voor de individuele rechten en fundamentele vrijheden van de mens, legt zij inzonderheid *de opdrachten en bevoegdheden* van de verschillende politiediensten vast en voorziet een aantal instrumenten voor de uitwerking van een coherent en gecoördineerd veiligheidsbeleid.

In dit opzicht bepaalt de wet de finaliteit van het politieambt en beschrijft zij duidelijk de betrekkingen tussen de verschillende instanties en de belangrijkste partijen betrokken bij de uitoefening van het politieambt : de bestuurlijke en gerechtelijke overheden; de politiediensten, de politieambtenaren en de burger. Zij legt bovendien de voornaamste bevoegdheden, opdrachten, *verplichtingen en verantwoordelijkheden* vast van deze verschillende politiediensten, -ambtenaren en -instanties en bevat terzake een aantal bepalingen in verband met hun werking of hun inwerkingtreding, die zowel de rechtszekerheid van de burger als die van de politieambtenaar zelf versterken.

De wet voert eveneens de verplichting in tot *overleg en coördinatie* tussen de overheden en de politiediensten en scheidt de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie.

Ten slotte regelt deze wetgeving bepaalde aspecten van rechtsvorderingen tegen politieambtenaren wegens daden gesteld in de uitoefening van hun ambt, *de rechtshulp* die eraan verbonden is en de vergoeding van bepaalde schade die zij bij die gelegenheid lijden.

1.2. WETTELIJK KADER

De wet op het politieambt beoogt geenszins de opheffing van de organieke wetten die de belangrijkste politiediensten oprichten. De wet op het politieambt, en inzonderheid haar bepalingen betreffende het gezag op de politiediensten, vult daarentegen die organieke wetten aan en moet leiden tot een beter begrip van de draagwijdte en de implicaties ervan.

In de mate van het mogelijke en in functie van de bijzonderheden van elke politiedienst, draagt de wet ook bij tot een ruime harmonisatie van ondermeer hun opdrachten en de uitvoering ervan, alsmede de modaliteiten van hun inwerkingtreding. Om redenen van vereenvoudiging en vooral duidelijkheid, werden daarom enkele bepalingen uit de verschillende organieke wetten die uiteindelijk dezelfde of bijna dezelfde juridische draagwijdte hadden, opnieuw opgenomen en soms verduidelijkt in de wet op het politieambt. Een aantal bepalingen uit de organieke wetten of andere bijzondere wetgevingen werden opgeheven in de mate waarin zij onverenigbaar waren met de bepalingen van de wet op het politieambt of werden in overeenstemming gebracht met deze wet.

2. TOEPASSINGSGBIED

Het politieambt kan omschreven worden als een institutionele functie ter bescherming en regeling van de sociale orde, teneinde de uitoefening van de fundamentele rechten mogelijk te maken en de ontregeling van deze orde te voorkomen of te herstellen. Het politieambt omvat de taken van bestuurlijke politie. Deze kunnen worden onderverdeeld in activiteiten van begeleiding, regulering, bijstand, toezicht en bescherming en in taken van misdrijfvoorkoming en beheersing of controle van die gebeurtenissen die de orde verstoren of tot conflicten en crisissituaties leiden. Eveneens bestaat het politieambt uit taken van gerechtelijke politie en uit die taken die erin bestaan de sterke arm te lenen aan bepaalde overheden of ambtenaren.

Bovendien houdt het bepaalde bijstandtaken en een verwijzingsfunctie naar gespecialiseerde diensten in.

De bestuurlijke politie omvat het geheel van opdrachten die moeten zorgen voor het vrijwaren en desnoods herstellen van de openbare rust, veiligheid en gezondheid, dus van de openbare orde. Ze omvat ondermeer de volgende taken : *regulerende maatregelen* noodzakelijk voor het beschermen van de sociale orde die een harmonieus verloop van de menselijke activiteiten bevordert, het toezien op de naleving van de politiewetten en -reglementen, het voorkomen van inbreuken, ongevallen, rampen en ziekten, het beschermen van personen en goederen en het verlenen van hulp aan noodlijdenden.

Hoewel de bestuurlijke politie vooral een preventieve en hulpverlenende taak inhoudt, beperkt haar optreden zich niet tot het voorkomen van onregelmatigheden. Zij treedt ook op nadat de feiten plaats vonden, ten einde de openbare orde te handhaven of te herstellen, indien nodig met gebruik van dwang.

Een onderscheid moet bovendien gemaakt worden tussen de algemene bestuurlijke politie en de bijzondere bestuurlijke politie.

De uitoefening van de bevoegdheden van gerechtelijke politie draagt eveneens bij tot de ordehandhaving, in de mate waarin zij de bestraffing beoogt van de personen die de openbare orde verstoorden door het plegen van strafrechtelijke inbreuken. Men kan immers hopen dat de opgelegde straf bijdraagt tot het voorkomen van gelijksoortige inbreuken. De gerechtelijke politie onderscheidt zich nochtans van de bestuurlijke politie, in die zin dat zij de bestraffing van elke strafrechtelijke inbreuk beoogt, ongeacht de gevolgen ervan voor de openbare orde in de zin van de wet. De opdrachten van gerechtelijke politie zijn irrisonderheid bepaald in artikel 8 van het Wetboek van Strafvordering (WVSv) en worden omschreven in artikel 15 van de wet op het politieambt.

Het concept *openbare orde* concretiseert zich in de uitoefening van de bestuurlijke en gerechtelijke politie. Alhoewel beide hetzelfde doel beogen, zijn zij aan verschillende stelsels onderworpen en worden zij uitgeoefend onder de verantwoordelijkheid van andere overheden. *Het criterium dat deze twee polities onderscheidt* is het doel, de concrete *finaliteit* van het optreden.

De gerechtelijke politie is er in feite mee belast de inbreuken op te helderen. Om dit doel te bereiken en de daders van deze inbreuken voor de bevoegde rechtbanken te brengen ontwikkelt zij een reeks specifieke technieken. In deze context is de finaliteit van de gerechtelijke politie de strafrechtelijke betuugeling van inbreuken.

De gerechtelijke politie treedt op wanneer de maatregelen van bestuurlijke politie de inbreuken niet konden verhinderen.

De wet op het politieambt is van toepassing op *bepaalde politieoverheden, op algemene politiediensten en op bepaalde diensten* die worden omschreven als *bijzondere politiediensten*. Deze politiediensten zijn elementen van de *openbare macht* die speciaal opgericht, georganiseerd, beheerd, bestuurd en uitgerust zijn om te waken over de naleving van de wetten en reglementen en voor de handhaving van de rechtsorde, waarbij, indien nodig, dwang wordt aangewend.

De rijkswacht, de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie bij de parketten worden gedefinieerd als politiediensten met algemene bevoegdheden : de rijkswacht en de gerechtelijke politie bij de parketten hebben een bevoegdheid over heel het grondgebied en de gemeentepolitie heeft een lokale bevoegdheid.

De rijkswacht en de gemeentepolitie hebben een bevoegdheid van bestuurlijke en gerechtelijke politie, terwijl de gerechtelijke politie bij de parketten enkel een bevoegdheid van gerechtelijke politie heeft.

Aan een groot aantal agenten en ambtenaren van verschillende besturen wordt een bevoegdheid van bijzondere politie toegekend. Zij waken over de toepassing en de naleving van bijzondere wetgevingen van uiteenlopende aard, zoals sociale, economische, financiële wetgevingen enz....

De diensten tot dewelke deze agenten en ambtenaren behoren vertonen soms gelijkenissen met politiediensten. Deze wet merkt enkel de *spoorwegpolitie, de zeevaartpolitie en de luchtvaartpolitie* als dusdanig aan. Deze diensten maken inderdaad deel uit van de openbare macht omdat zij dwang kunnen uitoefenen, zelfs indien ze in gevallen van moeilijkheden, meestal door de gemeentepolitie en de rijkswacht, de sterke arm kunnen laten lenen. Deze diensten vallen onder toepassing van de wet, maar in een beperktere mate dan de algemene politiediensten.

In de wet zijn deze diensten en hun leden, die bekleed zijn met de hoedanigheid van politieambtenaar, enkel betrokken bij de bepalingen die hen uitdrukkelijk beogen of die betrekking hebben op al de « politieambtenaren » of de « politiediensten » zonder onderscheid. Hun statuut, hun opdrachten en bevoegdheden blijven trouwens voor het grootste deel door andere bijzondere wetten geregeld.

De wet op het politieambt is niet van toepassing op de andere agenten en ambtenaren die belast zijn met bepaalde taken van gerechtelijke politie of bekleed zijn met bepaalde bevoegdheden van gerechtelijke politie. Voorbeelden hiervan zijn de leden van het Hoog Comité van Toezicht en bepaalde leden van het Bestuur der douane en accijnzen.

De opdrachten en bevoegdheden van de hulpagenten van politie zijn nauwkeurig opgenomen in art. 217 van de nieuwe gemeentewet dat stelt dat zij geen enkele andere taak van bestuurlijke of gerechtelijke politie mogen uitoefenen dan de taken die hun werden toegekend inzake politie van het wegverkeer en het toezicht op de naleving van gemeentelijke politieverordeningen. De wet op het politieambt heeft hun geenszins nieuwe taken, opdrachten, bevoegdheden of verantwoordelijkheden willen opleggen en zij zijn niet betrokken bij de verschillende bepalingen waarin de uitdrukking, « politieambtenaar » wordt gebruikt.

3. KRACHTLIJNEN

3.1. De naleving en de *bescherming van de individuele rechten en vrijheden en de ontwikkeling van de democratische maatschappij* zijn altijd de leidraad bij het optreden van de politiediensten en vormen aldus de belangrijkste krachtlijn van het politieambt. De bevoegdheid toegekend aan de politie kan niet worden beschouwd als een doel op zich en moet één van de mogelijke middelen voor de bevoegde overheid blijven om de sociale orde te waarborgen. De politiediensten verzekeren een openbare dienst. Zij staan dus niet enkel ten dienste van het publiek maar moeten, net zoals de overheden die ze in werking stellen, bij hun optreden ook de democratische instellingen eerbiedigen.

3.2. De politiediensten zijn altijd uitvoeringsorganen die optreden *onder het gezag en de verantwoordelijkheid* van specifieke overheden die uitdrukkelijk aangewezen werden door of krachtens de wet. Hetzelfde geldt wanneer deze diensten op eigen initiatief optreden overeenkomstig de bevoegdheden die hun werden opgedragen

door of krachtens de wet. Hun optreden moet altijd binnen de perken van de wettelijkheid blijven en binnen de grenzen van de opdrachten en de bevoegdheden die hun werden toevertrouwd. In ieder geval moet het optreden van de politie aan de volgende principes beantwoorden m.b.t. de aanwezigheid van :

- een wettelijke basis voor het optreden;
- een wettelijk doel voor het optreden;
- een sociale behoefte om het optreden van de politie in een democratie te rechtvaardigen.

De wet op het politieambt benadrukt het onderscheid tussen de *politieoverheid en de politiediensten*, door ondermeer het essentieel juridische karakter van de maatregelen van de overheid te onderstrepen alsook de bevoegdheid die zij bezitten om de maatregelen door de politiediensten te doen uitvoeren of hen te verplichten de sterke arm te lenen aan de dienst die zij met de uitvoering belasten.

Door de rol van de overheid bij de uitvoering van het politieambt te beklemtonen, benadrukt de wet eveneens de verantwoordelijkheid die eraan verbonden is. Dezelfde zorg ligt aan de basis van het onderstrepen van de rol van de politieofficiëren bij de uitoefening van het politieambt, of de rol van de leidende ambtenaren in het algemeen.

Ten einde hen in staat te stellen hun verantwoordelijkheden met kennis van zaken op zich te nemen, moeten de overheden die gezag hebben over de politiediensten op de hoogte worden gebracht van het optreden van de politiediensten in bepaalde situaties. Dit zal hun toelaten richtlijnen te verstrekken betreffende de *mededelingen en adviezen* die aan hun diensten gegeven worden krachtens of door de wet.

3.3. De wet strekt ertoe zowel de burger als de politieambtenaar een grotere rechtszekerheid te verstrekken. Dit komt tot uiting door enerzijds het benadrukken van de rechtsgronden voor het *gebruik van de dwang* en anderzijds het benadrukken van het principe dat het gebruik van de dwang, wat uiteindelijk een specificiteit is van de politiediensten en meer in het bijzonder van de diensten die als taak hebben de sterke arm te lenen, slechts toegestaan is in de voorwaarden voorzien door of krachtens de wet en in het kader van de opdrachten en bevoegdheden van de politiediensten of -ambtenaren die er deel van uitmaken.

In verscheidene van de hieronder vermelde bepalingen, heeft de wetgever aldus vereist dat het optreden van de politiediensten of -ambtenaren zou steunen op *objectieve of politionele redenen*; hij heeft voor een aantal ervan zelf benadrukt dat er enkel een beroep op kan worden gedaan in geval van noodzaak.

Om die reden heeft de wetgever bepaalde optredens van de politiediensten of -ambtenaren verduidelijkt die de uitoefening van de individuele vrijheden en rechten beknotten of heeft hij ze aanzienlijk beperkt in de tijd. Zo komt het dat bepaalde vormen van fouilleren of bepaalde aanhoudingen niet langer zullen mogen duren dan de tijd die vereist is door de omstandigheden die ze rechtvaardigen en dat zij nooit, naargelang van het geval, langer mogen duren dan één uur, zes uur, twaalf uur of vierentwintig uur.

3.4. De wet streeft een zo groot mogelijke *harmonisering* van de bevoegdheden en verantwoordelijkheden van de politiediensten na en eveneens de harmonisering, tot op zekere hoogte, van de uitoefening van het gezag over de politiediensten. Deze harmonisering leidt echter helemaal niet tot het beperken of ontkennen van de specifieke kenmerken van elke politiedienst. Een dergelijke harmonisering is wel een onmisbaar instrument voor de optimalisatie van de coördinatie en samenwerking tussen de verschillende onderdelen van het politiestelsel.

3.5. De wet wil eveneens door middel van een *ruim overleg en een doorgedreven samenwerking* de coördinatie van het beleid dat door de bevoegde overheid gevoerd wordt en de uitvoering ervan door de politiediensten verbeteren. Dit moet ondermeer leiden tot een verruiming van de dialoog en de samenwerking die gestart zijn in het kader van de omzendbrief OOP 13 van 26 april 1990 houdende de algemene richtlijnen betreffende de coördinatie van het optreden van de gemeentepolitie en de rijkswacht in het kader van de bestuurlijke politie, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 27 april 1990.

3.6. De bepalingen van de wet moeten gezien worden in het licht van de principes van gemeentelijke autonomie en scheiding der machten.

Hoewel de wet expliciet politiebevoegdheden aan de nationale overheid toekent, met name op het vlak van de *coördinatie van het beheer* van de politiediensten en op het vlak van de *coördinatie van het beleid* inzake politie en van de organisatie van het lokale en provinciale overleg, doen deze bepalingen geenszins afbreuk aan de fundamentele rol van de lokale bestuurlijke overheid als eerste verantwoordelijke voor de openbare orde. Deze laatste staat inderdaad het dichtst bij de gebeurtenissen die de openbare orde kunnen verstoren en kan dus veel efficiënter en vlugger de gebeurtenissen en de gevolgen ervan op lokaal vlak inschatten.

Inzake bestuurlijke politie, treedt de bovengemeentelijke overheid dus slechts uitzonderlijk op, op grond van haar subsidiaire bevoegdheid, zoals die inzonderheid beschreven werd in de omzendbrief van 10 december 1987 betreffende de coördinatie van de ordehandhaving, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* op 19 december 1987.

4. BEVOEGDHEDEN EN VERANTWOORDELIJKHEDEN VAN DE POLITIEOVERHEDEN

4.1. UITOEFENEN VAN DE GERECHTELIJKE EN DE BESTUURLIJKE POLITIE DOOR DE POLITIEOVERHEDEN

Traditioneel onderscheiden de politieoverheden zich van de politiediensten : de politieoverheden nemen beslissingen die de individuele rechten en vrijheden beperken; de politiediensten voeren die beslissingen uit of verlenen de sterke arm ter gelegenheid van de uitvoering van die beslissingen.

De beslissingen zijn rechtshandelingen die hetzij een verordenend karakter hebben (de politie op de gevaarlijke, hinderlijke en ongezonde inrichtingen, de reglementering op de ruimtelijke ordening, de politie van het wegverkeer...), hetzij een individuele of bijzondere draagwijdte hebben (verbod tot betogen, bevel om een bouwvallig gebouw af te breken, uitvaardigen van een aanhoudingsbevel...).

De politieoverheden zijn hoofdzakelijk de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie, de provinciegouverneurs, de arrondissementcommissarissen, de burgemeester en het openbaar ministerie. Bepaalde overheden hebben een bijzondere opdracht, zoals de Minister van Verkeerswezen voor de materies behorende tot de luchtvaartpolitie, de zeevaartpolitie en de spoorwegpolitie alsmede ten aanzien van de politiediensten bevoegd in dit domein.

De politieoverheden hebben meestal naast hun reglementaire bevoegdheden ook nog een bevoegdheid van bestuurlijke politie en, in bepaalde gevallen, van gerechtelijke politie. De uitoefening van zowel de bestuurlijke als de gerechtelijke politie streeft hetzelfde doel na, met name het handhaven van de rechtsorde. In de uitoefening van het politieambt komen deze beide componenten, vaak afwisselend of gelijktijdig aan bod, zonder dat er uiteindelijk enige wederkerige voorrang tussen beide bestaat.

De politiediensten hebben de taak beslissingen van de overheid uit te voeren door het stellen van materiële handelingen of door het treffen van materiële maatregelen. In bepaalde gevallen moeten de rijkswacht en de gemeentepolitie eveneens de sterke arm lenen aan de bijzondere diensten die de beslissingen van bepaalde bestuurlijke overheden dienen uit te voeren.

4.1.1. *De bescherming van personen* (art. 13)

De wet bepaalt dat bij het treffen van maatregelen van bestuurlijke of gerechtelijke politie, de bescherming van personen steeds voorrang dient te krijgen. Het is inderdaad beter een persoon die een verkeersongeval veroorzaakt heeft, niet te doen achtervolgen, indien daardoor het slachtoffer zonder zorgen zou worden achtergelaten of de noodzakelijke maatregelen niet zouden worden genomen opdat het in het ongeval betrokken voertuig geen verdere ongelukken zou kunnen veroorzaken, of, het verkeer ernstig belemmerd zou worden. Het ophouden van de opsporing van elementen tot identificatie van de slachtoffers in Amsterdam naar aanleiding van het vliegtuigongeval om het verspreiden van ziektes te vermijden is hier een ander voorbeeld van. De maatregelen van bestuurlijke of gerechtelijke politie moeten dus getroffen worden onder voorbehoud van die maatregelen noodzakelijk voor de bescherming van personen.

4.1.2. *De verhouding tussen algemene en bijzondere bestuurlijke politie* (art. 12)

De in het raam van de bijzondere bestuurlijke politie handelende overheden hebben een meer specifiek en minder uitgebreid bevoegdheidsdomein dan de overheden van de algemene bestuurlijke politie. De overheden van bijzondere bestuurlijke politie laten zich inderdaad slechts in met die aspecten van de openbare orde die hen zijn opgedragen door of krachtens bijzondere wetten. Deze wetten omschrijven vrij nauwkeurig hun bevoegdheden.

In bepaalde omstandigheden moeten zowel maatregelen van bijzondere bestuurlijke politie als van algemene bestuurlijke politie worden getroffen, bijvoorbeeld wanneer bij onlusten in een gevangenis ontsnaptingen te vreezen zijn, bij een verkeersongeval waarbij een nucleair of chemisch transport betrokken is, in geval van staking bij de spoorwegen met bezetting van de sporen, in geval van gijzelingen aan boord van een geland vliegtuig of ook nog in geval van een vliegmeeting die een grote volkstoeloop impliceert.

In dergelijke omstandigheden zullen de maatregelen getroffen door de overheden van algemene bestuurlijke politie bij voorrang door de politiediensten of de politieambtenaren dienen uitgevoerd. Inderdaad, indien de omstandigheden een dringend optreden vereisen, en de beslissing niet kan worden uitgesteld zonder gevaar voor de openbare orde of het algemeen belang, zullen de overheden van algemene bestuurlijke politie de knoop moeten doorhakken en zullen de politiediensten hun beslissingen prioritair ten overstaan van de beslissingen van de overheden van bijzondere politie moeten uitvoeren.

Overeenkomstig de algemene geest van deze wet, zullen de betrokken overheden evenwel in de mate van het mogelijke met elkaar overleg plegen, alvorens de nodige maatregelen te treffen en ze te doen uitvoeren. Vaak zullen hiertoe voorafgaandelijke overlegstructuren of een forum dienen te worden ingesteld in analogie met deze voorzien door de omzendbrief van 10 december 1987 houdende de gecoördineerde algemene onderrichtingen inzake ordehandhaving, verschenen in het Staatsblad van 19 december 1987.

4.2. VERHOUDING TUSSEN POLITIEOVERHEDEN EN POLITIEDIENSTEN

4.2.1. *Het gezag* (art. 5, 6, 7 en 8)

4.2.1.1. *Het hiërarchisch gezag*

Voor het vervullen van de opdrachten van bestuurlijke politie staan de politiediensten onder het gezag van de bestuurlijke overheden, waarvan zij overeenkomstig de wet afhangen.

Onverminderd de eigen bevoegdheden van de Hoven van beroep, de procureurs-generaal bij de Hoven van beroep, de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof, de procureurs des Konings, van de krijgsauditeurs en van de arbeidsauditeurs, staan de politiediensten voor het vervullen van de opdrachten van gerechtelijke politie onder het gezag van de Minister van Justitie, die hun de algemene richtlijnen kan geven die nodig zijn voor het vervullen van die opdrachten. De algemene richtlijnen van de Minister van Justitie worden ter informatie aan de burgemeester gericht als ze een rechtstreekse invloed hebben op de organisatie van de gemeentepolitie.

Elke politiedienst staat onder het hiërarchisch gezag van een politieoverheid. Deze politieoverheid oefent het hiërarchisch gezag uit door het geven van bevelen aan de politiedienst inzake het politietoedredden.

Voor wat het vervullen van haar opdrachten betreft :

— staat de *rijkswacht* onder het gezag van de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie en onder de algemene leiding van de commandant van de rijkswacht. De Ministers kunnen, overeenkomstig het art. 2 § 2 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, binnen hun bevoegdheidsdomein, bevelen of algemene richtlijnen geven aan de commandant van de rijkswacht;

— staat de *gemeentepolitie*, overeenkomstig het art. 171bis van de nieuwe gemeentewet, onder het hiërarchisch gezag van de burgemeester. Voor het vervullen van haar opdrachten van gerechtelijke politie staat ze evenwel onder het gezag van de Minister van Justitie die aan de korpschef algemene richtlijnen kan geven die nodig zijn voor het vervullen van die opdrachten.

De korpschef is onder het gezag van de burgemeester belast met de leiding, de organisatie en de verdeling van de taken van het politiekorps. De burgemeester richt zijn bevelen hieromtrent alsook omtrent de opdrachten van bestuurlijke politie aan de korpschef;

— staat de *gerechtelijke politie bij de parketten* onder het gezag en het toezicht van de procureur-generaal en onder het gezag van de procureur des Konings overeenkomstig het art. 1 van de wet van 7 april 1919 tot instelling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten en de artikelen 1 en 8 van de wet op het politieambt. De procureur des Konings kan zijn bevelen en richtlijnen richten tot de leidinggevende officier van de brigade. Het art. 5 van de wet op het politieambt plaatst eveneens de gerechtelijke politie bij de parketten onder het gezag van de Minister van Justitie.

— staat de *spoorwegpolitie, de zeevaartpolitie en de luchtvaartpolitie* onder het gezag van de Minister van Verkeerswezen.

Voor de uitoefening van hun opdrachten van gerechtelijke politie staan al deze politiediensten dus onder het gezag van de Minister van Justitie, die hun hieromtrent algemene richtlijnen kan geven (zie 4.2.1.3. hierna).

4.2.1.2. *Vorderingen* (art. 6)

Indien overheden beslissingen willen laten uitvoeren waarvoor zij onvoldoende of onaangepaste middelen of mogelijkheden hebben, kunnen zij daartoe vorderingen richten aan politiediensten waarover zij geen hiërarchisch gezag uitoefenen. Deze vorderingen worden gericht aan de officier die de betrokken politiedienst leidt en niet op naam.

Dit is meer bepaald het geval bij een vordering van de rijkswacht door de burgemeester op basis van het art. 175 van de nieuwe gemeentewet, bij een vordering vervat in het kantschrift van het openbaar ministerie dat bepaalde gerechtelijke taken voorschrijft aan de rijkswacht en aan de gemeentepolitie. Dit is ook het geval voor vorderingen aan politiediensten die beogen de sterke arm te lenen voor de uitvoering van bevelen van een vorderende overheid. Verschillende bijzondere wetten voorzien in de mogelijkheid de openbare macht te vorderen om de sterke arm te lenen tijdens de uitvoering van een door een vorderende overheid of ambtenaar genomen beslissing. Deze vordering heeft als doel de uitvoering van bepaalde taken toe te laten door de vorderende overheid of ambtenaar of door de diensten die onder hun gezag staan en niet de taken door gevorderde diensten te doen uitvoeren.

Deze vorderingen dienen uitdrukkelijk voorzien te zijn door de wet of voort te vloeien uit een uitvoerbare beslissing, waarvan de ambtshalve uitvoering mogelijk en gerechtvaardigd is.

Elk officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings beschikt over een bevoegdheid tot vorderen ten aanzien van de onderdelen van de openbare macht, zulks binnen de perken van hun bevoegdheden en in de mate dat zij in staat zijn gevolg te geven aan die vordering.

Verscheidene bestuurlijke overheden kunnen net zoals de burgemeester de rijkswacht of de gewapende macht vorderen zo bijvoorbeeld de provinciegouverneur uit hoofde van art. 123 van de provinciewet.

Bepaalde ambtenaren die belast zijn met opdrachten van bijzondere bestuurlijke politie en die bevoegd zijn om uitvoerende maatregelen te treffen, hebben het recht de politiediensten als onderdelen van de openbare macht te vorderen.

Een vordering kan slechts de uitvoering van een bepaalde opdracht beogen. Ze is in principe niet van algemeen preventieve aard en mag niet langer duren dan de tijd nodig om deze opdracht tot een goed einde te brengen.

Alhoewel de vorderende overheid de mogelijkheid heeft het voorwerp van de vordering te verduidelijken en aanbevelingen en aanwijzingen te geven met betrekking tot de middelen die moeten worden ingezet of aangewend, mag deze zich niet inmengen in de materiële operaties die de politiedienst meent te moeten ondernemen om de gevorderde opdracht zorgvuldig te vervullen.

De vordering dient te voldoen aan de voorziene wettelijke vormvereisten. Indien deze vordering niet schriftelijk gebeurde, dient ze schriftelijk bevestigd te worden.

De mogelijkheid die vroeger door het artikel 44 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht aan de gerechtelijke overheden toegekend werd om omtrent de uitvoering van de vordering nuttige aanbevelingen te doen en wenken te geven, wordt nu verder verduidelijkt. Deze mogelijkheid breidt zich nu uit tot de andere politiediensten en de bestuurlijke overheden. Indien het voor de politiedienst niet mogelijk is gevolg te geven aan de aanbevelingen en aanwijzingen omdat de uitvoering ervan andere politieopdrachten in het gedrang zou brengen, moet de vordering zelf toch uitgevoerd worden. In de gevallen waarin de vorderingen zelf of de toepassing ervan van die aard zijn dat ze onoverkomelijke moeilijkheden of conflicten meebrengen tussen de hiërarchische overheden van de gevorderde dienst en de vorderende overheid of ambtenaar, kan een hogere instantie ertoe gebracht worden op te treden. Dit optreden gebeurt overeenkomstig de bepalingen van het artikel 9 of volgens de bepalingen die zijn uitgewerkt ingevolge het in artikel 10 ingesteld overleg. Ook conflicten tussen de vorderingen van de verschillende overheden kunnen volgens een gelijkaardige procedure worden opgelost.

In het verlengde van het artikel 44, 2de lid, beschrijft de wet op de rijkswacht, meer bepaald in de artikelen 47, 51 tot 54 en 55 tot 57, de procedures die de eventuele moeilijkheden kunnen voorkomen voortvloeiend uit de aanbeveling en aanwijzingen van de vorderende overheden.

De richtlijnen vanwege de overheden met hiërarchisch gezag hebben voorrang op de vorderingen van de overheden die beschikken over een recht tot vordering.

4.2.1.3. Richtlijnen (art. 5, 6 en 7)

Zelfs indien de politiediensten krachtens de wet op initiatief optreden, oefenen zij in zekere zin en mate de bevoegdheden uit van de overheden aan wie de uiteindelijke beslissingsbevoegdheid toekomt. Dat geldt tot op ogenblik dat die bevoegde overheid in staat is zelf alle passende maatregelen te treffen, voor zover het nog nodig of mogelijk is. De heterdaad procedure zoals ze door het wetboek van strafvordering voorzien is, is hiervoor interessant en leerrijk.

De betrokken overheden kunnen dan ook hun algemeen beleid bepalen door het geven van aanbevelingen en aanwijzingen alsook van abstracte algemene onderrichtingen of permanente bevelen. Deze zijn bindend voor de politiediensten. Dit kan onder meer het geval zijn voor alle inlichtingen die door politiediensten overgemaakt worden aan de burgemeester in bij voorbeeld het geval van bestuurlijke aanhouding.

Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke overheden, kan de Minister van Justitie de algemene richtlijnen versterken die noodzakelijk zijn om de taken die verbonden zijn met de opdrachten van gerechtelijke politie te doen uitvoeren. Dit kan meer bepaald geschieden om de actie van de verschillende politiediensten te coördineren en door bij voorbeeld het gebruik van bepaalde technieken en tactieken te regelen.

Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke overheden, kan de Minister van Justitie algemene richtlijnen richten tot de politiediensten, noodzakelijk voor de uitvoering van de taken inherent aan de opdrachten van gerechtelijke politie.

Het door deze wet aangehaalde gezag van de Minister van Justitie wijzigt niet de bevoegdheden die in dit domein expliciet werden toegekend aan de gerechtelijke overheden.

4.2.2. Coördinatie van beheer (art. 9)

De grondregels inzake eigenlijk beheer van de politiediensten zijn niet grondig veranderd door deze wetgeving. Het beheer van de rijkswacht, de coördinatie van het beheer van gemeentepolitiekorpsen onderling en de coördinatie van het beheer van de rijkswacht en de gemeentepolitie behoren tot de bevoegdheid van de Minister van Binnenlandse Zaken. De Minister van Justitie is bevoegd voor het beheer van de gerechtelijke politie bij de parketten, alsmede voor het medebeheer van de rijkswacht voor bepaalde opdrachten.

De Minister van Justitie zendt ook de algemene richtlijnen inzake opdrachten van gerechtelijke politie ter informatie aan de burgemeester wanneer deze richtlijnen een rechtstreekse invloed hebben op de organisatie van de gemeentepolitie.

Om een doelmatig gebruik van de politiemiddelen te verwezenlijken en om de onderlinge samenwerking te bevorderen, lichten de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken elkaar in omtrent de krachtlijnen van hun beheer ten aanzien van de onder hun gezag geplaatste politiediensten. Zij coördineren eveneens het beheer van de algemene politiediensten. Naar analogie met deze coördinatie houden zij eveneens regelmatig contact met de Minister van Verkeerswezen voor wat de bijzondere politiediensten betreft.

Mits naleving van de bevoegdheden van de plaatselijke overheden, kan de Minister van Binnenlandse Zaken, in het raam van zijn bevoegdheid tot coördinatie, aanbevelingen geven aan de gemeentelijke politiekorpsen. Deze aanbevelingen beogen een harmonieuze en doeltreffende ontwikkeling van een goede algemene politie, met name door het stimuleren van bepaalde nuttige initiatieven, b.v. het verzekeren van een permanente politionele aanwezigheid.

4.2.3. Coördinatie van het beleid (art. 9 en 10)

De door het art. 9 voorziene coördinatie van het politiebeleid dient gerealiseerd te worden door de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken, in nauw overleg met de Ministers die bevoegdheden van bijzondere politie hebben, meer in het bijzonder dan de Minister van Verkeerswezen.

Op die manier kan onder meer een *evenwichtige verdeling van de prioritaire taken* tot stand komen. Dit evenwicht heeft niet alleen betrekking op de onderdelen van de openbare macht die onder de bevoegdheid van die Ministers vallen, maar ook, wat de gemeentepolitie en de rijkswacht betreft, op de taken van gerechtelijke politie en bestuurlijke politie.

Het door het art. 10 omschreven *lokaal en provinciaal overleg* draagt eveneens bij tot de coördinatie van het beleid. Dit overleg strekt ertoe de functies van de gerechtelijke en bestuurlijke politie op elkaar af te stemmen en de samenwerking onder de politiediensten te bevorderen.

Wat het eerste aspect betreft, kunnen in de huidige stand van zaken de volgende bedenkingen gemaakt worden:

1° de essentiële rol van de lokale politieoverheden die mits de naleving van de principes van de scheiding der machten en de gemeentelijke autonomie met elkaar overleg dienen te plegen. Alhoewel de politieoverheden de gezagdragende organen zijn ten aanzien van de politiediensten, dient het aandeel van elke partner in het overleg als evenwaardig te worden beschouwd;

2° het bij voorkeur aanwenden van de strafrechtelijke of bestuurlijke invalshoek voor het handhaven van de rechtsorde t.o.v. bepaalde fenomenen zal in grote mate bepaald worden door de plaatselijke toestand en omstandigheden;

3° de afstemming van beide componenten zal dienen gepaard te gaan met een meer doorgedreven en harmonieuze coördinatie tussen het opsporings- en vervolgingsbeleid.

Het tweede aspect van het vijfhoeksoverleg, met name het samenwerken tussen de politiediensten, kan o.m. worden bereikt door het uitschakelen van het dubbelwerk. Het bepalen van prioriteiten in de werking van de politiediensten is hiertoe een middel en een aanzet.

Het overleg, dat in eerste instantie casueel zal zijn, beoogt uiteindelijk het bevorderen en het bekomen van algemene beleidsbeslissingen die worden vastgelegd in protocollen.

Het niveau waarop het overleg in het *gerechtelijk arrondissement* geschiedt, zal zelden dat van het arrondissement zelf of de gemeente zijn. Het zullen daarentegen factoren zijn zoals criminogeen gevoelige zones, sociaal-economisch entiteiten, natuurlijke grenzen die het niveau van het overleg bepalen.

Een gelijkaardig overleg wordt eveneens ingesteld op *provinciaal niveau*. Inhoudelijk zal dit overleg in hoofdzaak tot doel hebben het lokaal overleg aan te moedigen en er de nodige lessen uit te trekken. De provinciegouverneur en de procureur-generaal hebben een stimulerende rol en nemen eraan deel.

Tenslotte kan op initiatief van de bevoegde overheden een dergelijk overleg georganiseerd worden voor het optreden van bestuurlijke politie van algemene politiediensten in die plaatsen waar de bijzondere politiediensten een bijzondere bevoegdheid uitoefenen.

4.2.4. De leiding (art. 8)

Bij het vervullen van hun opdrachten staan de politieambtenaren uitsluitend onder de leiding van de meedren van de politiedienst waartoe deze politieambtenaren behoren, behoudens uitdrukkelijke overeenkomsten die met andere politiediensten worden aangegaan.

Naast hun bevoegdheden van officier van gerechtelijke of van bestuurlijke politie, oefenen bepaalde officieren een leidinggevende rol uit binnen hun politiedienst. Die officieren zijn met dergelijke leidinggevende taak belast teneinde een optimale en coherente uitvoering van de opdrachten te bevorderen. De *Commandant van de rijkswacht* ontvangt de bevelen of algemene richtlijnen van de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie. De vorderingen van de bestuurlijke en gerechtelijke overheden voor de rijkswacht worden in principe aan de districtscommandanten gericht.

De *korpschef van de gemeentelijke politie* ontvangt de bevelen van de burgemeester en de richtlijnen van de Minister van Justitie, alsook de vorderingen van de andere bestuurlijke overheden of van de gerechtelijke overheden. In de grote korpsen kunnen op basis van een overleg met betrokken overheden die vorderingen aan bepaalde diensthoofden overgemaakt worden.

De *hoofdcmissaris voor gerechtelijke opdrachten* of in bepaalde gevallen de officier belast met de leiding van een brigade ontvangt de richtlijnen van de procureur des Konings en de vorderingen van de andere gerechtelijke overheden.

De officieren die aan het hoofd van een politiedienst staan moeten niet alleen toezien op de uitvoering van de bevelen en vorderingen die rechtstreeks tot hen worden gericht, maar moeten bovendien alle nuttige onderrichtingen verstrekken opdat de uiteindelijke uitvoering van de bevelen door één van hun ondergeschikten uitgevoerd, zou geschieden met de vereiste spoed en beroepsbekwaamheid.

5. OPDRACHTEN VAN DE POLITIEDIENSTEN

5.1. ALGEMEEN

De opdrachten en de bevoegdheden van de politiediensten werden in de mate van het mogelijke en rekening houdend met de specificiteiten van elke politiedienst op een eenvormige wijze bepaald.

5.1.1. Opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie (art. 14 en 15)

De opdrachten van *bestuurlijke politie* werden niet fundamenteel gewijzigd voor de gemeentepolitie en de rijkswacht. Zij worden wel verduidelijkt wat betreft de wijze waarop de bestuurlijke politie wordt uitgeoefend. De opsomming bevestigt en verduidelijkt de vroegere algemene opdracht tot handhaving van de openbare orde met inbegrip van het toezicht op de naleving van de wetten en verordeningen.

Het uitoefenen van een algemeen toezicht en controles op de plaatsen waartoe zij wettelijk toegang hebben, beoogt die plaatsen waarvan de toegang hen niet krachtens de wet ontzegd is. Dit is onder meer het geval voor die plaatsen die in art. 26 en 27 van de wet of in andere bijzondere wetten, zoals de besluitwet op de openbare dronkenschap, de wet op de handelspraktijken, de wet op de springstoffen, de wapenwet, de wet op de bewakings- en beveiligingsondernemingen worden vermeld.

De gemeentepolitie en de rijkswacht hebben, binnen het raam van de bestuurlijke politie, een informatieopdracht ten aanzien van een aantal overheden. De informatieopdracht van de gemeentepolitie wordt in eerste instantie omschreven door de burgemeester en in het algemeen door de Minister van Binnenlandse Zaken. De informatieopdracht van de rijkswacht wordt bepaald in de wet op de rijkswacht en nader omschreven door de Minister van Binnenlandse Zaken. De algemene informatieopdracht inzake bestuurlijke politie wordt gedeeltelijk omschreven in de omzendbrief van 10 december 1987 betreffende de gecoördineerde algemene richtlijnen inzake ordehandhaving, verschenen in het Staatsblad van 19 december 1987.

De gerechtelijke politie bij de parketten heeft geen opdrachten van bestuurlijke politie. Indien zij tijdens de uitoefening van haar opdrachten van gerechtelijke politie kennis krijgt van informatie die voor de uitoefening van de bestuurlijke politie van belang kunnen zijn, brengt zij daarvan binnen de gepaste termijnen de bevoegde overheden van bestuurlijke politie op de hoogte.

De gemeentepolitie en de rijkswacht dienen tevens *bijstand* te verlenen aan eenieder die in gevaar verkeert.

De opdrachten van gerechtelijke politie krijgen dezelfde omschrijving voor de gerechtelijke politie bij de parketten, de gemeentepolitie en de rijkswacht. Ondanks enkele vormwijzigingen en een modernere formulering, blijft de omschrijving van het begrip gerechtelijke politie traditioneel. Er dient nochtans opgemerkt te worden dat

het art. 15, 4^o bepaalt dat de rijkswacht, de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie bij de parketten als taak hebben « het verslag van hun opdrachten en inlichtingen die zij naar aanleiding ervan hebben ingewonnen te bezorgen aan de bevoegde overheden ». Het toepassen van deze beschikking zal het voorwerp uitmaken van richtlijnen van de Minister van Justitie en de gerechtelijke overheden, na overleg met de betrokken politiediensten.

5.1.2. *Bijstandsfunctie* (art. 46)

Dit artikel beoogt niet de personen die in gevaar verkeren zoals aangehaald in het artikel 14 van de wet, maar wel *hulpbehoevenden en slachtoffers van misdrijven*.

Aan de politiediensten wordt opgedragen deze personen die hulp of bijstand vragen in contact te brengen met gespecialiseerde diensten. De gespecialiseerde bijstandstaken worden echter aan andere hulpverleners dan de leden van de politiediensten toevertrouwd. Daarom dienen deze hulpverleners en politieambtenaren nauwe contacten met elkaar te onderhouden.

De politiediensten bekleden een sleutelpositie inzake de bijstand aan de slachtoffers van misdrijven. Deze personen komen immers — door de omstandigheden van de zaak zelf vaak in eerste en zelfs soms in enige instantie in aanraking met politiediensten. Van de politiediensten moet kunnen verwacht worden dat zij aan de slachtoffers van de meest uiteenlopende misdrijven een basisdienstverlening verzekeren die bestaat uit:

- een goede *eerste opvang* waarin praktische hulp en emotionele steun niet ontbreken;
- een *hercontactname* met voldoende informatie om angstgevoelens te verminderen en het nemen van preventieve maatregelen te bevorderen;
- een *doorverwijzing* naar gespecialiseerde diensten waarbij niet mag vergeten worden dat andere personen, zoals familie en vrienden een belangrijke rol kunnen spelen.

De politie mag zich echter niet in de plaats stellen van de specifieke geïndividualiseerde slachtofferzorg, die aan gespecialiseerde diensten moet worden overgelaten. De politiediensten dienen wel goede contacten met deze diensten te onderhouden ten einde de *verwijzingsfunctie* optimaal te laten verlopen.

In dit verband zullen o.m. de richtlijnen van de omzendbrief OOP 15 d.d. 26 augustus 1991 met betrekking tot de politieke slachtofferhulp dienen nageleefd, evenals deze van de Minister van Justitie die door zijn schrijven van 19 februari 1990 onder referte 13/2.134 eveneens richtlijnen aan de procureurs-generaal heeft gericht met betrekking tot het verstrekken van inlichtingen door politiediensten aan slachtoffers van misdrijven.

5.1.3. *Het lenen van de sterke arm* (art. 44)

Het optreden van de politiediensten « met de sterke arm » steunt op het feit dat zij behoren tot de openbare macht: één van de doeleinden van de openbare macht bestaat erin dat ze de sterke arm leent aan de bestuurlijke en de gerechtelijke overheden binnen de grenzen van de gevallen voorzien door de wet alsook binnen de grenzen van de opdrachten en de bevoegdheden van de verschillende onderdelen van de openbare macht.

De opdracht die toekomt aan de gevorderde politiediensten bestaat eruit de vorderende ambtenaar, officier of gerechtsdeurwaarder te *beschermen* tegen elke aanslag op zijn fysieke integriteit en het nodige te doen opdat hijzelf de *moelijkheden* en hinderpalen kan *wegnemen* die de uitvoering van zijn opdracht belemmeren. Zo zal bijvoorbeeld voor het openen van een slot de gerechtsdeurwaarder zelf een beroep dienen te doen op een slotenmaker. Zo zal hij ook in het raam van de uitoefening van het ouderlijk gezag gebeurlijk zelf de kinderen dienen te vatten en mee te nemen. De gevorderde politieambtenaar neemt niet deel aan de vaststellingen die voortvloeien uit de opdracht toegekend aan de vorderende ambtenaar. Dit voorschrift is voldoende gekend voor de vaststelling van overspel, en het dient ook toegepast te worden in de andere gevallen waar beroep dient gedaan te worden op de sterke arm. Hij wordt ook niet belast met het opstellen of het ondertekenen in hoedanigheid van getuige van het verslag inzake het optreden van de vorderende ambtenaar.

De politieambtenaar wordt wel verondersteld proces-verbaal op te stellen van inbreuken die zouden gepleegd worden tijdens de vaststellingen van de vorderende ambtenaar of verslag uit te brengen van zijn eigen activiteiten.

5.1.4. *Het betekenen van gerechtelijke bevelen* (art. 44)

De opdracht gerechtelijke bevelen te betekenen en ten uitvoer te leggen wordt uitgevoerd overeenkomstig de organisatie van de politiediensten. De gerechtelijke bevelen zijn deze die innig verbonden zijn met de functie van gerechtelijke politie: het betreft onder meer het bevel tot huiszoeking, het bevel tot medebrenging, het bevel tot aanhouding, het bevel tot onmiddellijke aanhouding. Deze bevelen, gericht aan de functie van de leidinggevende officier van een bevoegde politiedienst, worden uitgevoerd overeenkomstig de regels van beheer en hiërarchie eigen aan elke politiedienst.

5.1.5. *Het inwinnen van inlichtingen* (art. 39)

Om hun taken inzake bestuurlijke politie en gerechtelijke politie, te vervullen, dienen de politiediensten te beschikken over de *nodige informatie of inlichtingen*. Zij dienen deze informatie te verwerken en indien nodig deze informatie of inlichtingen mede te delen aan de politieoverheden en andere politiediensten binnen de perken van hun respectievelijke bevoegdheden.

Het opsporen van informatie en het aanleggen van gegevensbestanden gebeuren overeenkomstig de wet en binnen de perken van de richtlijnen van de bevoegde overheden. Richtlijnen van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Minister van Justitie werden reeds uitgevaardigd respectievelijk i.v.m. de ordehandhaving en het beheer van informanten.

Overeenkomstig bovenvermelde richtlijnen worden de politiediensten gemachtigd informatie van persoonlijke aard in te winnen alsook informatie betreffende gebeurtenissen, groeperingen en personen. Het verzamelen en het verwerken van die gegevens beperken zich tot hetgeen noodzakelijk is voor het voorkomen van concrete bedreigingen en het beteugelen van de misdrijven.

De geregistreerde gegevens dienen objectief te zijn en periodiek te worden geverifieerd, zowel wat betreft hun bron, hun inhoud als de juistheid en betrouwbaarheid ervan. Inlichtingen omtrent een persoon met als enige reden dat deze o.m. van een bepaalde raciale afkomst zou zijn, bepaalde religieuze of filosofische opvattingen of een bepaalde seksuele geaardheid zou hebben, mogen niet verwerkt worden.

Bij het inwinnen en verwerken van gegevens dient bovendien de wetgeving op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten aanzien van het verwerken van persoonlijke gegevens, strikt nageleefd te worden.

Binnen het kader van een welbepaald onderzoek en overeenkomstig de bevoegdheden van de betrokken partijen mogen de voor politiedoeleinden verzamelde en geregistreerde gegevens van persoonlijke aard worden meegedeeld aan andere politieoverheden en -diensten voor zover die binnen het raam van hun bevoegdheden er een *wettelijk belang* bij hebben deze te verkrijgen. Zo kan de onderzoeksrechter in dit raam dus kennis krijgen van de inhoud van de gegevensbestanden van gerechtelijke politie.

De gegevens waarvan sprake worden aan officiële inlichtingendiensten slechts op vraag meegedeeld en verspreid voor zover die gegevens onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van hun opdracht en voor zover het doel van het verzamelen of het verwerken ervan verenigbaar is met de redenen die ten grondslag liggen aan het inwinnen van de inlichtingen.

5.2. SPECIFIEKE OPDRACHTEN

5.2.1. *Politie van het wegverkeer* (art. 16)

De gemeentepolitie wordt meer in het bijzonder belast met de politie van het wegverkeer in de agglomeraties en de rijkswacht buiten de agglomeraties en op de autosnelwegen.

Deze taakverdeling geldt zowel voor de bestuurlijke als voor de gerechtelijke politie met inbegrip van de vaststelling van verkeersongevallen.

Onder *agglomeratie* wordt verstaan een stedelijke zone gekenmerkt door een doorlopende bebouwing en met meestal een hogere bevolkingsdichtheid. De gemeentepolitie neemt bij voorrang de politie van het wegverkeer in die zone waar. De rijkswacht neemt in principe geen schikkingen om op te treden in de agglomeratie waar er voldoende gemeentepolitie aanwezig is.

De rijkswacht treedt op op de autosnelwegen, autowegen en hun toegangen. Zij zal ook meer in het bijzonder ingezet kunnen worden voor het vrijhouden van de verbindingen in al de gevallen waar een bovenlokaal belang in het gedrang komt, zoals bij voorbeeld in de context van de nationale luchthaven te Zaventem of wanneer de bevoorrading van het land bedreigd is.

Dit belet evenwel niet dat de politiedienst die het eerst op de plaats van een ernstig ongeval toekomt, ambtshalve optreedt en alle nuttige maatregelen treft om inbreuken te doen ophouden, de gewonden in veiligheid te brengen, elk nieuw ongeval of incident te voorkomen en de verkeersvlotheid te verzekeren, in afwachting dat de prioritaire bevoegde politiedienst optreedt.

De praktische modaliteiten hiervan kunnen worden verduidelijkt o.a. binnen het raam van de omzendbrief OOP 13 van 26 april 1990 houdende de algemene richtlijnen betreffende de coördinatie van het optreden van de gemeentepolitie en de rijkswacht in het kader van de bestuurlijke politie of van het in het artikel 10 van deze wet bepaalde vijfhoeksoverleg.

5.2.2. *Ramp, onheil of schadegeval* (art. 17)

De nieuwe formulering vult voor de gemeentepolitie en de rijkswacht de vroegere bepalingen aan door het beklemtonen van de dwingende noodzaak het optreden van de gemeentepolitie en rijkswacht te *coördineren*. Deze coördinatie moet trouwens in een meer algemeen kader worden geplaatst, rekening houdend met de coördinatie en de planning voor het optreden door de hulp- en politiediensten zoals bepaald krachtens de wet van 31 december 1963 op de civiele bescherming en de rampenplannen op nationaal, provinciaal of lokaal vlak zoals bepaald in de omzendbrief van 11 juli 1990, inzake de rampenplannen voor hulpverlening ter uitvoering van de wet van 21 januari 1987 met betrekking tot de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten, verschenen in het Staatsblad van 5 september 1990.

Overeenkomstig de verschillende hieromtrent opgestelde omzendbrieven verzekert het *Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering* een permanentie 24 uur op 24. Dit centrum heeft in deze aangelegenheden met nationale of buitengewone gevolgen een zeer belangrijke rol.

Rekening houdend met de bijzondere omstandigheden en met de kenmerken van de politiediensten worden o.a. in de provinciale of lokale rampenplannen bepaalde opdrachten die specifiek zijn voor het optreden in geval van onheil of schadegeval, bij voorrang opgedragen aan de gemeentepolitie (b.v. inlichten van de bevolking) of aan de rijkswacht (afzonderen en controleren van toegangen in geval van nucleaire ramp, het identificeren van de slachtoffers).

5.2.3. *Toezicht op de geesteszieken, op de geïnterneerden en op de voorwaardelijk in vrijheid gestelde veroordeelden* (art. 18, 19 en 20)

De rijkswacht en de gemeentepolitie worden ermee belast toezicht te houden op personen die een *potentieel gevaar kunnen inhouden voor zichzelf of voor derden*.

De toezichthoudende activiteiten zijn niet van algemene of permanente aard, doch worden georiënteerd naar potentiële gevaarsituaties. Zo worden binnen dit raam de gemeentepolitie en de rijkswacht ondermeer belast toezicht uit te oefenen op bepaalde geesteszieken, bepaalde op verlof of op proef vrijgestelde geïnterneerden, en op bepaalde voorwaardelijk in vrijheid gestelde veroordeelden.

Deze twee politiediensten zijn uiteraard noch opgeleid noch uitgerust om *geesteszieken* gedurende lange tijd vast te houden of over te brengen. De bevoegde overheden zorgen er dus voor dat het toezicht van deze politiediensten zo vlug mogelijk wordt overgenomen en dat de betrokken personen zo vlug mogelijk worden overgebracht door bevoegd personeel. De politieambtenaren doen beroep op de bevoegde diensten en personen om toezicht te houden op de betrokken personen en om hun de nodige zorgen te verstrekken. In de gevallen voorzien door het art. 42 zullen de politieambtenaren de bijstand kunnen vorderen van bevoegde of geschikte personen om geesteszieken te bewaken, te verzorgen of desgevallend over te brengen naar de bevoegde overheden of diensten.

Voor het overige handelen de politiediensten, ten aanzien van de geesteszieken binnen de perken van hun bevoegdheden en overeenkomstig de vorderingen en de richtlijnen, meer bepaald de omzendbrieven van de procureur-generaal van Antwerpen van 6 november 1991 en van de procureur-generaal van Brussel van 13 februari 1992.

Voor *bepaalde geïnterneerden* moeten gelijkaardige voorzorgsmaatregelen genomen worden.

De politiediensten zijn eveneens binnen de perken van hun politiebevoegdheden belast met het uitoefenen van het toezicht op de naleving van bepaalde voorwaarden toepasselijk op *vrijgelaten of in vrijheid gestelde personen* binnen het kader van de wet op de voorlopige hechtenis.

Het algemene toezicht op de voorwaardelijk in vrijheid gestelde veroordeelden of op de in vrijheid gestelde of gelaten verdachten, is bijzonder delicaat. Dit is ook het geval voor de personen hierboven vermeld.

De uitvoering van dit toezicht mag niet onttaarden in plagerijen of een al te inquisitoriale vorm aannemen maar moet in functie van het algemeen belang van de maatschappij gebeuren.

De aan de rijkswacht en de gemeentepolitie toevertrouwde opdrachten, en de ermee gepaard gaande taakuitvoering, maakt het voor die politiediensten noodzakelijk regelmatig contact te onderhouden met andere sociale partners, zoals de sociale diensten en de probatiecommissies. Eventuele samenwerkingsvormen met die diensten worden na overleg vastgelegd en zo nodig wordt gespecialiseerd personeel ingezet voor dat soort taken.

In de uitoefening van hun bevoegdheden van bestuurlijke en gerechtelijke politie, kunnen de leden van de verschillende politiediensten eveneens ontsnapte of op te sporen veroordeelden of gevangenen aantreffen, of inlichtingen verkrijgen in verband met die personen of hun schuilplaats. In die omstandigheden dienen de politieambtenaren de gezochte personen te vatten en te handelen overeenkomstig de richtlijnen van de bevoegde overheden.

5.2.4. Toezicht op vreemdelingen (art. 21)

De rijkswacht en de gemeentepolitie worden belast met het toezien op de toepassing van de wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van *vreemdelingen*. De zeevaartpolitie krijgt uitdrukkelijk een gelijkaardige opdracht toevertrouwd. Hiervoor dienen deze politiediensten de nodige controles en opsporingen te verrichten. De wetgeving op de vreemdelingen impliceert dat controles met betrekking tot de toegang van bepaalde vreemdelingen tot het grondgebied systematisch kunnen geschieden. Dit is niet het geval wanneer hun hoedanigheid van vreemdeling a priori niet vaststaat. Overeenkomstig art. 34 § 3 kunnen in die gevallen dan wel de overheden van bestuurlijke politie bepaalde, zelfs systematische, identiteitscontroles voorschrijven teneinde de naleving te verzekeren van de bovenvermelde wetgeving.

Elke politieambtenaar die, zonder uitdrukkelijk belast te zijn met de vreemdelingenpolitie, binnen het raam van zijn ambtsverrichtingen een vreemdeling in een onwettige toestand aantreft, treft ten aanzien van die persoon de onontbeerlijke maatregelen of doet ze treffen. Hij zal meer bepaald zich tot de Dienst voor Vreemdelingenzaken dienen te richten en zich schikken naar hun richtlijnen. Intussen wordt de vreemdeling in onwettige toestand weerhouden. Indien een weerhouden vreemdeling zou trachten zich te onttrekken aan dit toezicht, dient de politieambtenaar de strikt noodzakelijke dwang aan te wenden om dit te beletten en kan hij indien nodig overgaan tot een bestuurlijke aanhouding.

5.2.5. Samenscholingen (art. 22)

De draagwijdte van de opdrachten die vroeger door hun respectievelijke organieke wetten aan de rijkswacht en de gemeentepolitie werden toevertrouwd, wordt voortaan verduidelijkt. Het betreft hier *niet een louter passieve opdracht* die zich beperkt tot het voorbereiden van het uiteendrijven van bepaalde samenscholingen of van de er nauw mee verbonden aanhoudingen.

Integendeel. Vermits de rechten tot vergaderen, tot samenkomst en betoging gewaarborgd worden door de grondwet, dienen de politiediensten ertoe bij te dragen dat deze vergaderingen, samenkomsten en betogingen vreedzaam en zonder verstoring kunnen verlopen. Binnen het raam van de hun hier toevertrouwde opdracht, plegen de gemeentepolitie en de rijkswacht met instemming of in opdracht van de bestuurlijke overheden in deze context overleg met de inrichters van die bijeenkomsten en bespreken de modaliteiten van het verloop. Zij suggereren om bepaalde maatregelen te doen treffen door de organisatoren en treffen zelf maatregelen om het normale leven van de niet betrokken personen niet te verstoren, o.a. door het nemen van verkeersmaatregelen, het escorteren van bepaalde personen die zich verzamelen, enz...

Verder organiseren de gemeentepolitie en de rijkswacht de vrije doorgang van de deelnemers aan de bijeenkomst. Zij regelen het verkeer opdat enerzijds de deelnemers de verzamelplaatsen zouden kunnen bereiken of verlaten en anderzijds diegenen die niet deelnemen deze plaatsen kunnen vermijden. Zij winnen over een bepaalde gebeurtenis inlichtingen in, voeren patrouilles uit, richten controleposten op en treffen de vereiste bewakings- en beschermingsmaatregelen.

De rijkswacht en de gemeentepolitie worden belast met het *uiteendrijven van de samenscholingen* die gepaard gaan met bepaalde misdaden of wanbedrijven (art. 22, 2^o) en treffen dus, onder het gezag van de bevoegde bestuurlijke overheden, de noodzakelijke maatregelen. Deze bepaling heeft betrekking op de gewapende samenscholingen alsook op bepaalde ongewapende samenscholingen die vroeger door het art. 173 van de nieuwe gemeentewet en art. 33 eerste lid van de wet op rijkswacht beoogd werden.

De rijkswacht en de gemeentepolitie zijn er ook mee belast de samenscholingen uiteen te drijven die de uitvoering van de wet, van politieverordeningen of gerechtelijke beslissingen hinderen (art. 22, 4^o). Het betreft voornamelijk de bestuurlijke verordeningen en reglementen zowel van nationale, provinciale, gemeentelijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden als van gerechtelijke overheden.

Ter gelegenheid van deze uiteendrijvingen, kunnen de gemeentepolitie en de rijkswacht *bestuurlijke aanhoudingen* verrichten op basis van artikel 31 3de lid van de wet.

De misdaden en wanbedrijven die gepleegd worden tijdens samenscholingen worden in de mate van het mogelijke vastgesteld en binnen redelijke termijnen aan de procureur des Konings ter kennis gebracht. Het probleem stelt zich hier met name voor de bestuurlijke aanhouding van bepaalde personen waarvan sprake in art. 31, 3^o. Het dient opgemerkt dat in uitbreiding van het door deze wet opgeheven art. 176 van de nieuwe Gemeentewet, de rijkswacht niet alleen de burgemeester of de korpsschef inlicht wanneer zij overgaat tot een ambtshalve uiteendrijving van samenscholingen op grond van art. 16 en 22 van deze wet, maar ook wanneer zij zich ophoudt in de nabijheid van een grote volkstoeeloop.

5.2.6. Politie der gevangenen en bescherming van de overbrenging (art. 23)

Voor het uitvoeren van de opdrachten van gerechtelijke politie die toevertrouwd of opgedragen worden door de bevoegde overheden, kan *elke politiedienst* ertoe gebracht worden om gevangenen uit te halen, over te gaan tot een verhoor, een confrontatie, een huiszoeking of inbeslagnemen. In dergelijke gevallen is het de politiedienst zelf die belast is met de uitvoering van deze opdrachten van gerechtelijke politie die de uithaling van de gevangenen verricht, tenzij dat de gerechtelijke overheden een andere dienst vorderen.

Aldus kan het gevaar dat de persoon teweegbrengt die uit een strafinrichting gehaald werd voor de noodwendigheid van een gerechtelijke opdracht, de gerechtelijke overheid ertoe laten besluiten om de taak tot uitvoering van de uithaling toe te vertrouwen aan de rijkswacht. Het spreekt overigens vanzelf dat het bestuur der strafinrichtingen deze persoon naar het justitiepaleis kan brengen samen met de personen die moeten verschijnen en dat bijzondere afspraken te dien einde gemaakt kunnen worden tussen het bestuur der strafinrichtingen en de politiediensten en zelfs tussen politiediensten onderling.

Wanneer een politiedienst overgaat tot een aanhouding van gerechtelijke politie, dient zij deze persoon ter beschikking te stellen van de bevoegde magistraat of hem over te brengen naar een bepaald huis van bewaring. De politiedienst die overgaat tot dergelijke aanhouding dient de bewaking te verzekeren van de aangehouden persoon en hiertoe de nodige maatregelen te treffen. De personen die het voorwerp uitmaken van een bevel tot onmiddellijke aanhouding of van een vattingsbevel dienen geleid te worden naar de dichtst bijgelegen strafinrichting.

De politieambtenaren van de *gemeentepolitie* voeren de nodige uithalingen en overbrengingen enkel binnen de grenzen van het gerechtelijk arrondissement uit.

De rijkswacht wordt ermee belast te zorgen voor de *handhaving van de orde in de hoven en rechtbanken*. In normale omstandigheden moet ze niet de gebouwen bewaken en bestendig in al de audiëntieuzalen aanwezig zijn. Het is nochtans wenselijk dat de rijkswacht aanwezig is in de justitiepaleizen waar strafrechterlijke zaken hun verloop kennen, teneinde zo snel mogelijk tussen te komen in geval van incidenten. Daartoe kan ze bij voorbeeld tijdens de zittingen regelmatig toezicht uitoefenen en patrouilleren in de lokalen en gebouwen waar die zittingen plaats hebben.

In de gebouwen waar de hoven en rechtbanken zich bevinden, bewaakt de rijkswacht de gevangenen die moeten verschijnen voor de gerechtelijke overheden, openbaar ministerie en de onderzoeksinstanties.

De bewaking van deze gevangenen of aangehouden personen gebeurt voor en tijdens de verschijning voor deze magistraten. Deze opdracht doet geen afbreuk aan het principe dat elke politiedienst die overeenkomstig het artikel 15, 1^o en 2^o personen aanhoudt en voorleidt voor de magistraat, zelf belast is met het bewaken van deze personen voor, tijdens en na hun verschijning. In dit geval kunnen eveneens bijzondere akkoorden afgesloten worden tussen de betrokken politiediensten.

In bepaalde gevallen dient de rijkswacht de overbrengingen te beschermen die door het bestuur der strafinrichtingen worden uitgevoerd.

Een dergelijke beschermingsmaatregel is eigen aan de specifieke omstandigheden van elk geval afzonderlijk, en wordt beoordeeld door het bestuur der strafinrichtingen of door de gerechtelijke overheden binnen de perken van hun respectievelijke bevoegdheden. Dit zal o.m. zo zijn ten gevolge van het verwachte of werkelijke gevaar dat de overgebrachte of uitgehaalde persoon veroorzaakt of waaraan hij wordt blootgesteld tijdens de overbrenging of de uithaling.

Rekening houdend met de bijzondere omstandigheden eigen aan bepaalde overbrengingen of uithalingen, zal het uitzonderlijk vereist zijn deze uit te voeren met specifieke middelen van de rijkswacht, (bij voorbeeld met behulp van gepantserde of snelle voertuigen of helikopter), waardoor de bescherming op de meest veilige manier wordt georganiseerd.

5.2.7. *Het nemen van beveiligingsmaatregelen ten aanzien van gevaarlijke of verlaten dieren* (art. 24)

Binnen dit raam dient verwezen te worden naar de verplichtingen die voortvloeien uit de bevoegdheden van de gemeenten overeenkomstig het art. 135, 2de lid, 6^o van de nieuwe gemeentewet.

5.3. TERRITORIALE BEVOEGDHEID (art. 45)

Aangezien de gemeentepolitie hoofdzakelijk opdrachten uitvoert van lokale aard, blijft de territoriale bevoegdheid van de gemeentepolitie gebonden aan het grondgebied van de gemeente. De bijzondere territoriale bevoegdheid van de brigadecommissarissen blijft behouden.

Art. 45 tweede lid geeft een zekere uitbreiding van de territoriale bevoegdheid van de gemeentepolitie, zoals dit reeds gedeeltelijk het geval was in uitvoering van het door deze wet opgeheven art. 222 van de nieuwe gemeentewet. Deze opgeheven bepaling werd toegelicht door de omzendbrief Pol 31 van 29 april 1988 ter verduidelijking van de bepalingen van het art. 222 van de nieuwe gemeentewet (verschenen in het Belgisch staatsblad van 29 mei 1988), aangevuld door een omzendbrief van 9 november 1989. In bepaalde gevallen beschikt de gemeentepolitie over een achtervolgingsrecht toegekend op het grondgebied van een andere gemeente dat in voorkomend geval wordt aangevuld door een aanhoudingsrecht.

De gemeenteraden van de betrokken gemeenten bepalen de voorwaarden en verschillende modaliteiten van de samenwerking waarvan sprake in art. 45, tweede lid, 1^o.

De wet laat bepaalde leden van een politiedienst toe, in uitzonderlijke gevallen, de *medewerking te vorderen van andere politieambtenaren* in geval van nakend gevaar voor personen (art. 43, derde lid). Binnen dit raam kunnen de leden van een gemeentepolitie dan ook optreden op het grondgebied van een andere gemeente.

In tegenstelling tot hetgeen uitdrukkelijk voorzien was door het reeds aangehaald art. 222, treden de politieambtenaren op het grondgebied van een andere gemeente niet meer op als hulp. Binnen de perken van de gevallen voorzien door de wet op het politieambt en de modaliteiten vastgelegd door de bevoegde overheden en instellingen treden zij op met hun volle bevoegdheid. Dit optreden moet natuurlijk in overeenstemming zijn met het politiebeleid van de bevoegde politieoverheden.

Bij de uithalingen, overbrengingen of aanhoudingen die verricht worden door de leden van de gemeentepolitie, kunnen zij optreden op het grondgebied van een andere gemeente ten gevolge de uitvoering van één der overbrengingen, voorzien in de artikelen 18, 19, tweede lid, 20, tweede lid, 21 en 23. Op te merken valt, alhoewel artikel 23, § 3, voorziet dat de gemeentepolitie deze overbrengingen moet verzekeren binnen de grenzen van het gerechtelijk arrondissement, slaat deze territoriale beperking niet op de overbrengingen van personen, zoals bepaald in de artikelen 18, 19, tweede lid, 20, tweede lid, en 21.

De beperkte territoriale bevoegdheid van de gemeentepolitie sluit niet uit dat een politieambtenaar zich om *dienstredenen* naar een andere gemeente dient te begeven.

Dit zou bij voorbeeld het geval kunnen zijn voor de gemeentelijke politieambtenaar die zich naar een vormingscyclus, naar een schietoefening of naar een coördinatievergadering begeeft.

Wanneer die politieambtenaar geconfronteerd wordt met een toestand die een *dringend politieel optreden* vereist en waarbij er geen bevoegde politiedienst ter plaatse is, laat de wet hem toe de eerste dringende politieele maatregelen te treffen, in afwachting dat de door hem zo snel mogelijk verwittigde bevoegde politieambtenaren ter plaatse komen en de zaak overnemen. Dit belet niet dat de politieambtenaar die eerst ter plaatse was op hun vraag zijn medewerking kan blijven verlenen.

Deze bepaling beoogt enkel een politieambtenaar die in functie is en met dienst bevolen is en niet degene die naar zijn werk gaat of ervan terugkeert in een andere gemeente of diegene die met vakantie is. In dit laatste geval zal deze politieambtenaar, als burger, wel gehouden zijn hulp te verlenen in de gevallen omschreven door het art. 422bis van het strafwetboek.

6. BEVOEGDHEDEN EN VERANTWOORDELIJKHEDEN VAN DE POLITIEAMBTENAREN

Onverminderd de opdrachten bepaald door bijzondere wetten, worden de opdrachten van de rijkswacht, de gerechtelijke politie bij de parketten (art. 1 van de wet van 7 april 1919) en de gemeentepolitie (art. 170 van de nieuwe gemeentewet) vastgelegd door de wet op het politieambt. Hierin worden ook de bevoegdheden omschreven, toegekend aan de politieambtenaren, om die opdrachten te vervullen.

De verschillende bepalingen verduidelijken dat die bevoegdheden nu eens toegewezen worden aan de politiediensten, dan weer aan de politieambtenaren, of enkel aan sommigen ervan die bekleed zijn met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of van bestuurlijke politie.

Bovendien worden sommige van die opdrachten of bevoegdheden uitsluitend toegewezen aan politieambtenaren van algemene politie, aan politieambtenaren van de gemeentepolitie en van de rijkswacht, aan politieambtenaren van politiediensten en van bijzondere politiediensten. Andere worden ten slotte toegewezen aan alle politieambtenaren zonder onderscheid.

6.1. GEBRUIK VAN DWANG (art. 37 en 38)

Art. 1 van de wet bepaalt dat de politiediensten, en dus de politieambtenaren die er deel van uitmaken, om hun opdrachten te vervullen slechts dwang gebruiken onder de door de wet bepaalde voorwaarden.

De politiediensten dienen inderdaad bij de uitvoering van hun opdrachten soms dwang aan te wenden. Het gebruik ervan wordt overigens min of meer duidelijk geregeld door bepaalde bijzondere wetten.

Art. 37 bepaalt een algemene regel die aan de basis ligt van elk gebruik van dwang of geweld in het kader van de uitvoering van bestuurlijke of gerechtelijke politie en stelt het volgende.

Art. 37. « Bij het vervullen van zijn opdrachten van bestuurlijke politie of gerechtelijke politie kan elke politieambtenaar, rekening houdend met de risico's die zulks meebrengt, geweld gebruiken om een wettig doel na te streven dat niet op een andere wijze kan worden bereikt.

Elk gebruik van geweld moet redelijk zijn en in verhouding tot het nagestreefde doel.

Aan elk gebruik van geweld gaat een waarschuwing vooraf, tenzij dit gebruik daardoor onwerkzaam zou worden. »

Het gebruik van geweld wordt dus beheerst door de principes van wettelijkheid, evenredigheid en opportuiniteit. Alvorens geweld te gebruiken, ongeacht de manier waarop het zich veruitwendigt, moet de politieambtenaar zich dus drie vragen stellen :

- is het nagestreefde doel van mijn optreden wettelijk ?
- kan dat doel niet op een minder gewelddadige manier bereikt worden ?
- zijn de dwangmiddelen redelijk en in verhouding, gezien het nagestreefde doel en de specifieke feitelijke omstandigheden ?

Het begrip geweld moet ruim geïnterpreteerd worden, net zoals het in het art. 1 gebruikte begrip « dwangmiddelen ». Dat begrip omvat alle procédés waardoor een persoon wordt geneutraliseerd, gaande van een gewone aanmaning, een armklem tot het doden, maar ook de materiële dwang die bij voorbeeld bestaat in het intrappen van een deur om een persoon te vatten. De in dit artikel uitgevaardigde regels gelden ook als algemeen principe voor elk gebruik van wapens of van speciale middelen zoals spijkereggen, waterkanonnen of traangas.

De algemene principes van art. 37 zijn ook van toepassing op het gebruik van vuurwapens, dat overigens geregeld wordt door art. 38.

De politiediensten en de politieambtenaren hebben als plicht op te treden op een *passende en de minst gewelddadige manier*. Ze dienen indien mogelijk minder gewelddadige middelen aan te wenden, alvorens wapens te gebruiken. Het gebruik van geweld is het uiterste middel ! Het nagestreefde doel dient een redelijk en gematigd geweld te rechtvaardigen.

Ieder gebruik van geweld moet in de mate van het mogelijke voorafgegaan worden door een *waarschuwing*. In het algemeen zal dit niet mogelijk noch wenselijk zijn indien een speciale eenheid tussenbeide komt om gijzelaars te bevrijden met verblindende en verdovende granaten of wanneer een politiedienst een huiszoeking verricht met het breken van ruiten of openbreken van deuren om gevaarlijke misdadigers aan te houden. Dat zal ook niet mogelijk zijn wanneer een politiedienst dringend bepaalde hindernissen moet weghalen, bij voorbeeld een wagen die het verkeer hindert, om de hulpdiensten in staat te stellen de plaats van een schadegeval te bereiken of om een opdracht inzake ordehandhaving uit te voeren. De waarschuwing hoeft geen bijzondere vorm te hebben.

Art. 38. « Onverminderd de bepalingen van artikel 37, kunnen de politieambtenaren slechts gebruik maken van vuurwapens tegen personen in de volgende gevallen :

1^o in het geval van wettige verdediging in de zin van de artikelen 416 en 417 van het Strafwetboek;

2^o tegen gewapende personen of in de richting van voertuigen aan boord waarvan zich gewapende personen bevinden, in geval van misdaad of van een op heterdaad ontdekt wanbedrijf in de zin van artikel 41 van het Wetboek van Strafvordering, welke misdaad of welk wanbedrijf met geweld zijn gepleegd, indien redelijkerwijze mag aangenomen worden dat die personen in het bezit zijn van vuurwapens klaar voor gebruik en dat zij deze wapens zullen gebruiken tegen personen;

3^o wanneer in geval van volstreekte noodzakelijkheid, de politieambtenaren van de gemeentepolitie en rijkswacht de aan hun bescherming toevertrouwde personen, posten, vervoer van gevaarlijke goederen of plaatsen op geen andere wijze kunnen verdedigen.

In dit geval mogen de vuurwapens slechts gebruikt worden overeenkomstig de richtlijnen en onder verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie;

4^o wanneer in het geval van volstreekte noodzakelijkheid, de politieambtenaren van de gemeentepolitie, de rijkswacht en de gerechtelijke politie bij de parketten de personen die aan hun bescherming zijn toevertrouwd in het raam van de uitvoering van een opdracht van gerechtelijke politie op geen andere wijze kunnen verdedigen.

In dit geval mogen de vuurwapens enkel worden gebruikt overeenkomstig de richtlijnen en onder verantwoordelijkheid van een officier van gerechtelijke politie.

Het gebruik van wapens zoals geregeld in 2^o, 3^o en 4^o, geschiedt eerst na waarschuwing met luide stem of met enig ander beschikbaar middel, een waarschuwingsschot inbegrepen, tenzij het gebruik daardoor onwerkzaam zou worden. »

Art. 38 van de wet is ruim geïnspireerd op de vroegere art. 187 en 188 van de nieuwe gemeentewet en op art. 19 en 20 van de wet op de rijkswacht, maar brengt toch essentiële wijzigingen aan.

De wet breidt het gebruik van vuurwapens uit tot sommige gevallen van *zware criminaliteit* : misdaden en wanbedrijven met geweld, zoals hold-ups of gewelddadige handelingen, gijzelingen of terroristische activiteiten.

Aansluitend op de regels van art. 37, die strikter worden toegepast wat het gebruik van vuurwapens betreft, bepaalt de wet aldus dat iedere politieambtenaar niet alleen in geval van wettige verdediging gebruik kan maken van vuurwapens maar ook onder bepaalde voorwaarden *in geval van een op heterdaad ontdekt misdaad of wanbedrijf met geweld* :

- tegen bepaalde « gevaarlijke » en gewapende personen;
- of tegen voertuigen aan boord waarvan zich dergelijke personen bevinden.

In het nieuwe en in principe uitzonderlijke geval van art. 38, 2°, heeft de wetgever het gebruik van wapens willen beperken tot gevallen waarin sommige gevaarlijke verdachten, kort na het wanbedrijf of de misdaad die ze net gepleegd hebben, aangetroffen worden of kunnen worden.

Dit gebruik van vuurwapens is overigens slechts toegelaten wanneer de politieambtenaar redelijkerwijze kan veronderstellen dat deze personen beschikken over een vuurwapen dat klaar is voor gebruik en dat zij het zullen gebruiken tegen personen, ook tegen de politiemensen die hen moeten opsporen en onderscheppen.

In geval van absolute noodzakelijkheid kunnen de politieambtenaren van *de gemeentepolitie en van de rijkswacht* ook gebruik maken van vuurwapens wanneer ze de aan hun bescherming toevertrouwde personen, plaatsen of vervoer van gevaarlijke goederen op geen andere wijze kunnen verdedigen. Die laatste hypothese omvat de wapens, gevaarlijke stoffen of produkten bedoeld in het vroegere art. 187, 2°, van de nieuwe gemeentewet. Ze beoogt echter niet meer de fondsen of documenten zoals de vroegere bepaling van artikel 187, 2°, van de nieuwe gemeentewet. In die gevallen moet het gebruik van vuurwapens steunen op andere bepalingen zoals die welke zijn opgenomen in artikel 38, 2°.

Het gebruik van vuurwapens kan in die omstandigheden slechts geschieden overeenkomstig de onderrichtingen van een officier van bestuurlijke politie. De korpsen zullen trouwens algemene richtlijnen dienen te geven in verband met de gevallen bepaald in art. 38, 3° of andere gevallen. De officier van bestuurlijke politie zal nochtans niet ter plaatse moeten aanwezig zijn en zijn onderrichtingen kunnen zowel gegeven worden voor de aanvang van de dienst als in geval van een incident.

In geval van absolute noodzakelijkheid kunnen de politieambtenaren van *de gemeentepolitie, de rijkswacht en de gerechtelijke politie bij de parketten* eveneens vuurwapens gebruiken wanneer zij de personen die aan hun bescherming zijn toevertrouwd in het kader van de uitvoering van een opdracht van gerechtelijke politie, op geen andere manier kunnen verdedigen.

In die omstandigheden dienen de vuurwapens ook te worden gebruikt overeenkomstig de richtlijnen van een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings. Naar analogie met art. 38, 3°, houdt dit voorschrijf niet in dat deze officier van gerechtelijke politie ertoe gehouden is om ter plaatse aanwezig te zijn. Zijn onderrichtingen kunnen zowel worden gegeven voor de aanvang van de dienst als in geval van een incident.

Artikel 188 van de nieuwe gemeentewet alsook art. 19 van de wet op de rijkswacht worden opgeheven. Het mogelijk gebruik van vuurwapens om bepaalde samsenscholingen uiteen te drijven, werd niet meer opgenomen. Bij ordehandhaving met offensief karakter zal bijgevolg nog slechts gebruik gemaakt kunnen worden van vuurwapens overeenkomstig art. 37 en 38. De tactieken en de uitrusting dienen bijgevolg aangepast te worden ten einde het verbod op het gebruik van vuurwapens te ondervangen door het gebruik van andere middelen.

Algemene onderrichtingen en vooral een goed opgevatte praktische opleiding dienen het gebruik van andere dwangmiddelen alsook het gebruik van vuurwapens te moduleren en te verbeteren.

6.2. BEVOEGDHEDEN VAN GERECHTELIJKE POLITIE

6.2.1. De verschillende bevoegdheden die hierna worden vermeld, impliceren *het bestaan van een vooraf gekende inbreuk* of van een aantal aanwijzingen of vermoedens die het redelijkerwijze mogelijk maken te veronderstellen dat die inbreuk bestaat. De bevoegdheden die op dat vlak aan de politieambtenaren toegewezen worden door het Wetboek van Strafvordering, door deze wet of door de bijzondere wetten, moeten hen toelaten alle elementen van de inbreuken op te sporen en vast te stellen, de bewijzen ervan te verzamelen, de daders ervan aan te houden ten einde ze voor de bevoegde overheden te brengen.

6.2.2. De gerechtelijke foullering (art. 28 § 2)

Iedere politieambtenaar kan een *gerechtelijke foullering* verrichten van de personen die het voorwerp uitmaken van een gerechtelijke aanhouding alsook van de personen ten aanzien van wie aanwijzingen bestaan dat zij overtuigingsstukken of bewijsmateriaal in verband met een misdaad of wanbedrijf op zich dragen. Deze foullering kan worden voorafgegaan door een veiligheidsfoullering.

Net zoals bij de bestuurlijke aanhouding, dient de persoon die het voorwerp uitmaakt van een gerechtelijke aanhouding, overeenkomstig art. 28 § 3 eveneens gefouilleerd te worden voor hij in een cel wordt opgesloten.

De gerechtelijke foullering, die verricht wordt in het kader van de opdrachten van gerechtelijke politie zoals bepaald in art. 15, en de bestuurlijke foullering kunnen niet worden gelijkgesteld. Zij hebben immers een verschillende finaliteit. Daar waar de mogelijkheid om een bepaalde persoon op te houden met het oog op een bestuurlijke foullering absoluut beperkt dient te worden en daartoe niet langer dan een uur opgehouden mag worden, worden er minder beperkingen gesteld inzake de gerechtelijke foullering. De aard van het optreden van bestuurlijke politie en van gerechtelijke politie alsook het voorafgaand bestaan van inbreuken of ernstige aanwijzingen van misdaden of wanbedrijven rechtvaardigen dit verschil.

In elk geval mag een gerechtelijke foullering *niet langer duren dan de normale tijd* die daarvoor nodig is, rekening houdend met de feitelijke omstandigheden. Behalve bij een vrijheidsberoving in het kader van de wet op de voorlopige hechtenis mag de te foulleren persoon *niet langer dan zes uur opgehouden worden* met het oog op zijn foullering. In geval van een vrijheidsberoving, mag de foullering uiteraard geschieden na de tijdsspanne van zes uur. Die tijdsspanne bevat eveneens de duur van de foullering zelf.

De gerechtelijke foullering wordt verricht door een politieambtenaar of eventueel door een daartoe opgevoerde persoon onder verantwoordelijkheid en overeenkomstig de algemene of bijzondere richtlijnen van een officier van gerechtelijke politie. Deze dient niet noodzakelijk aanwezig te zijn op de plaats van de foullering. Zo kan een dergelijke foullering gebeuren volgens de richtlijnen van een officier van gerechtelijke politie die de permanentie waarneemt op de politiepost of eenheid van de rijkswacht.

De gerechtelijke foullering van een persoon hoeft niet noodzakelijk en ook *niet altijd* verricht te worden *door een persoon van hetzelfde geslacht* zoals bepaalde bestuurlijke foulleringen. De politiediensten moeten zich wel inspannen om die doelstelling zo vaak mogelijk te verwezenlijken. Er moeten daartoe duidelijke richtlijnen worden gegeven in de verschillende politiediensten. Hierbij dient niet alleen rekening gehouden met de samenstelling van de politiedienst, maar ook met de verschillende mogelijkheden om de tijd te verlengen waarover men beschikt om de foullering te verrichten binnen de perken van de wet op de voorlopige hechtenis. In de praktijk kan de onderzoeksrechter immers omwille van de feitelijke omstandigheden steeds een aanhoudingsbevel afleveren indien de persoon weerhouden moet worden. In dit geval moet het mogelijk zijn een persoon van hetzelfde geslacht te vinden als de te foulleren persoon om deze te foulleren. De bagage (handtas, boekentas...)

van de te fouilleren persoon alsook, in voorkomend geval, zijn kleren moeten niet noodzakelijk gefouilleerd worden door een persoon van hetzelfde geslacht. Zo zal het altijd mogelijk zijn een eerste veiligheidsfoullering te verrichten, de te fouilleren persoon te verzoeken zich uit te kleden in een afgesloten ruimte buiten aanwezigheid van politieambtenaren van een ander geslacht, en zijn kleren te fouilleren. Een dergelijke methode is echter niet altijd ideaal, met name in het kader van de drughandel bijvoorbeeld.

De noodzaak om een persoon te *doen uitkleden* dient beoordeeld te worden overeenkomstig de algemene onderrichtingen en naargelang de feitelijke omstandigheden. Bovendien mag de bij een foullering *aangewende dwang*, enkel geschieden binnen de perken van art. 37 van de wet. Het aanwenden van dwang dient gemoduleerd en beheerst te zijn door middel van een gepaste opleiding. Deze opleiding heeft betrekking op zowel de interventie- en foulleringstechnieken zelf als de logische beoordeling van elke situatie waarin het aanwenden van dat procédé noodzakelijk is.

Het fouilleren impliceert het mogelijk aanwenden van bepaalde technische middelen, met name het gebruik van honden voor het fouilleren van kleren en bagage bij het zoeken naar bepaalde stoffen.

Dit is ook het geval bij het doorzoeken van voertuigen hetgeen hieronder zal uiteengezet worden.

Net zoals voor de foullering van bestuurlijke politie mag de politieambtenaar die de foullering verricht of doet verrichten die foullering *niet laten ontaarden in een onderzoek aan het lichaam*, dat slechts bevolen mag worden door de Raadkamer of uitzonderlijk, bij heterdaad, door de onderzoeksrechter, de procureur des Konings of een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings. De opleiding binnen de politiediensten beklemt omtrent het onderscheid tussen de foullering en het onderzoek aan het lichaam.

6.2.3. Doorzoeken van een voertuig of van ieder ander vervoermiddel (art. 29)

Indien op grond van het gedrag van de bestuurder of de passagiers, van materiële aanwijzingen of van omstandigheden van plaats of tijd er redelijke gronden zijn om aan te nemen dat een voertuig of een ander vervoermiddel werd of wordt gebruikt om een misdrijf te plegen of om overtuigingsstukken of bewijsmateriaal in verband met een misdrijf op te slaan of te vervoeren, kan iedere politieambtenaar dat voertuig (boot, vliegtuig, trein ...) of dat vervoermiddel doorzoeken.

Dergelijke doorzoeking is *geen huiszoeking*. Zo zijn de cabine van een zware vrachtwagen, een « motor home » die als vervoermiddel gebruikt wordt, een reisvoertuig met couchettes en eventueel gordijnen gewone voertuigen die kunnen doorzocht worden op basis van artikel 29 van de wet.

Een huiszoekingsbevel is slechts vereist in de gevallen waarin niet alleen het voertuig ingericht is als woning, maar het ook werkelijk gebruikt wordt als verblijf op het ogenblik van de controle. Dit is bijvoorbeeld het geval voor de caravans of « motor homes » die worden gebruikt door zigeuners of foorkramers, voor de cabines van sommige aken of andere boten, op uitzondering van de stuurhut weliswaar.

Het doorzoeken van een voertuig kan ook gebeuren naar aanleiding van de controles voorgeschreven of toegelaten door bijzondere wetten, alsook bij politiealarm. De gerechtelijke foullering dient onderscheiden te worden van de routinecontroles die verricht worden in het kader van preventiecampagnes of van de controle en het toezicht op voormelde bijzondere wetten, zoals de wet op de politie van het wegverkeer en op de reizende verkopen.

Net zoals voor het voormelde foulleren van personen moet het aanwenden van eender welk *dwangmiddel* geanalyseerd en beoordeeld worden in het licht van art. 37.

De duur van het gerechtelijk doorzoeken van een voertuig hangt in ruime mate af van de aard van de inbreuk alsook van de omstandigheden. In sommige gevallen, zoals bij slukvervoer van verdovende middelen, kan het doorzoeken van het voertuig een gebruik van dwang of een systematische ontmanteling inhouden van bepaalde delen van het doorzochte voertuig.

6.2.4. Huiszoeking met toestemming (art. 55)

Een huiszoeking of opsporing ten huize wordt in principe verricht door een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings op basis van een huiszoekingsbevel verleend door een onderzoeksrechter of op eigen initiatief in het raam van bepaalde bijzondere bevoegdheden die hem in geval van heterdaad door het Wetboek van Strafvordering toegewezen worden.

Een huiszoeking of een opsporing ten huize kan ook verricht worden door elke politieambtenaar, dus ook door een politieagent, met toestemming van de persoon die het werkelijk genot heeft van de plaats.

Art. 55 van de wet bepaalt dat de *toestemming* voor een dergelijke huiszoeking of opsporing ten huize vooraf en schriftelijk dient gegeven te worden door de persoon die het werkelijk genot heeft van de plaats of aan wie de plaats toegewezen is.

Krachtens art. 41 moet één van de politieambtenaren die een dergelijke huiszoeking of opsporing ten huize verricht, doen blijken van zijn hoedanigheid door middel van zijn legitimatiebewijs.

Het bij deze gelegenheid opgestelde *proces-verbaal* vermeldt deze handelingen, de feitelijke omstandigheden van het optreden en eventueel de elementen die toelieten te bewijzen dat de persoon of personen die hun toestemming gegeven hebben, wel degelijk de te doorzoeken plaats betrekken en bezitten en bijgevolg een geldige toestemming hebben kunnen geven. De toestemming van een minderjarige is in dit geval niet geldig.

Deze bepaling strekt ertoe zo goed mogelijk het evenwicht te verwezenlijken tussen de individuele rechten en vrijheden en de noodzaak van een doeltreffende politie.

6.2.5. Processen-verbaal (art. 40)

Alle leden van de algemene politiediensten zonder onderscheid worden gemachtigd proces-verbaal op te stellen van klachten of aangiften die bij hen ingediend worden, alsook van de gedane vaststellingen en de verkregen inlichtingen in verband met die misdrijven. Deze bepaling geeft de mogelijkheid aan alle politieagenten van de gemeentepolitie en aan de gerechtelijke politie bij de parketten een proces-verbaal op te stellen. Meteen wordt dan ook een einde gesteld aan de discussies omtrent de aanpassing van het art. 184 van de nieuwe gemeentewet en van zijn recente wijziging door de wet van 19 juli 1991.

Naargelang van het geval moeten deze processen-verbaal door de betrokken politiedienst overgemaakt worden aan de procureur des Konings, aan de onderzoeksrechter, aan de krijgsauditeur, aan de arbeidsauditeur, en soms zelfs aan verschillende administratieve diensten.

De processen-verbaal zullen naar die bevoegde overheden gestuurd worden via de persoon of de dienst die daartoe binnen elke politiedienst aangewezen wordt door de korpschef of zijn gemachtigde.

6.3. HET BEGRIIP OFFICIER VAN BESTUURLIJKE POLITIE EN DE BEVOEGDHEDEN VAN BESTUURLIJKE POLITIE

6.3.1. *Het begrip officier van bestuurlijke politie*

Het Wetboek van Strafvordering en diverse bijzondere wetten wijzen de politieambtenaren aan die bekleed zijn met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of deze van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings. Zij kennen hun bevoegdheden toe meer bepaald in geval van heterdaad van misdaad of wanbedrijf en huiszoeking of opsporing ten huize. Zij beschikken eveneens over de bevoegdheid de openbare macht op te vorderen.

Wat de bestuurlijke politie betreft, had het begrip van officier niet echt een equivalent : art. 4 van de wet verhelpt dat. Verscheidene bepalingen van de wet verlenen *specifieke bevoegdheden aan de officieren van bestuurlijke politie*. De officier van bestuurlijke politie wordt aldus gemachtigd :

- te beslissen over de ontruiming van bepaalde gebouwen (art. 27);
- bepaalde fouilleringen te doen verrichten (art. 28, § 1, in fine);
- bevel te geven tot een bestuurlijke inbeslagneming (art. 30);
- een bestuurlijke aanhouding te bevestigen (art. 31 tot 33);
- bepaalde identiteitscontroles voor te schrijven (art. 34);
- in sommige omstandigheden te zorgen voor een adequaat gebruik van dwang, eventueel van vuurwapens (art. 38, derde lid).

De uitoefening van bepaalde bevoegdheden van bestuurlijke politie kan aanleiding geven tot het beperken van de individuele vrijheden. Daardoor, mogen ze slechts worden aangewend na beslissing van een politieambtenaar die bekleed is met een specifieke graad of functie en die daartoe een geschikte opleiding heeft of in overeenstemming met zijn algemene of bijzondere onderrichtingen.

6.3.2. *De controle van bestuurlijke politie in het algemeen en het bezoek aan bepaalde plaatsen* (art. 14 en 26)

Artikel 14 stelt dat de rijkswacht en de gemeentepolitie bij het vervullen van hun opdrachten van bestuurlijke politie toezien op de handhaving van de openbare orde, met inbegrip van de *naleving van de politiewetten en -verordeningen*. Deze bepaling stelt verder dat zij daartoe een algemeen *toezicht uitoefenen en controles verrichten* op openbare plaatsen en op plaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek, kortom op plaatsen waartoe de toegang hun niet verboden is bij wet.

De bijzondere politiediensten hebben een relatief gelijkaardige bevoegdheid, op weliswaar meer beperkte plaatsen.

Artikel 26, verduidelijkt dat die politiediensten steeds *de voor het publiek toegankelijke plaatsen alsook de verlaten onroerende goederen* kunnen betreden ten einde toe te zien op de handhaving van de openbare orde en de naleving van de politiewetten en -verordeningen. Bij het vervullen van hun dienst kunnen de leden van die politiediensten aldus die plaatsen, die zowel overdag als 's nachts toegankelijk zijn, betreden gedurende de tijd dat het publiek er toegang toe heeft en op de wijze zoals het publiek zelf.

Door die bevoegdheid toe te kennen aan de rijkswacht en aan de gemeentepolitie als politiedienst, heeft de wetgever er de nadruk op willen leggen dat de aldus bepaalde bevoegdheid toebehoort aan de politieambtenaren als leden van een gegeven, gestructureerde en hiërarchische entiteit en dus in het kader van het vervullen van de dienst zoals bepaald door de hiërarchisch meerderen van die politiedienst.

De wet bevestigt de aan de rijkswacht en aan de gemeentepolitie toegewezen bevoegdheid om met inachtneming van de onschendbaarheid van de woning *hotelinrichtingen* en bepaalde andere logiesverstrekkende inrichtingen te bezoeken.

Onder de verschillende aangehaalde bezoeken dient met name verstaan te worden de bevoegdheid die speciaal aan de politie en de rijkswacht toegekend werd bij de wet van 19 februari 1963 houdende statuut van hotelinrichtingen en de wet van 17 december 1963 houdende toezicht op de logementshuizen. In dat opzicht is het belangrijk het principe van de *onschendbaarheid van de woning* niet uit het oog te verliezen. Sommige van die plaatsen vormen immers een woonplaats, met name in geval degene die de hotelkamer betreft er op een bestendige wijze of voor een lange periode zijn werkelijk verblijf heeft.

Onder « andere logiesverstrekkende inrichtingen » dienen met name verstaan te worden landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers, zoals bepaald bij het decreet van 16 juni 1981 van de Franse Gemeenschapsraad tot inrichting van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers, alsook toeristische commerciële exploitaties, ongeacht hun benaming, bedoeld in het decreet van 20 maart 1984 van de Vlaamse Gemeenschapsraad houdende het statuut van logementshuizen. Studentenkamers vallen niet onder die benaming.

Kampeertereinen en kampeerverblijfparken zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 30 april 1970 op het kamperen en landbouwbedrijven die hoevekamperen organiseren zoals bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1976 van de Culturele Raad van de Franse Culturele Gemeenschap tot regeling van het hoevekamperen behoren evenwel tot de andere logiesverstrekkende inrichtingen.

Bij de uitvoering van hun algemene opdracht inzake toezicht en controle kunnen de politieambtenaren van de bevoegde politiediensten controleren of de personen die aanwezig zijn op de in art. 26 van de wet bedoelde plaatsen, niet in overtreding zijn met de wetten en verordeningen. Daartoe kunnen zij slechts dwangmiddelen aanwenden in de mate waarin de wet het hun toestaat binnen de perken van art. 37 en kunnen zij bovendien enkel overeenkomstig art. 34 of krachtens bijzondere wetgevingen een identiteitscontrole uitvoeren bij bepaalde personen.

Wanneer de politieambtenaren van de gemeentepolitie, de rijkswacht of bijzondere politiediensten tijdens die controles inbreuken vaststellen, kunnen zij de daders gelasten de toestand of hun gedrag in overeenstemming te brengen met de wet. Zij zijn gemachtigd te verhinderen dat een gevaarlijke toestand of gevaarlijk gedrag blijft duren.

De politieambtenaren van de gemeentepolitie en van de rijkswacht kunnen ook *verlaten onroerende goederen bezoeken*. Het betreft verlaten plaatsen en niet die plaatsen die tijdelijk geen effectieve of vaste officieel aangestelde bewaker hebben, zoals sommige vakantiekolonies of tweede verblijven buiten het seizoen. Het gaat om een feitelijke toestand, die niet alleen beoordeeld moet worden op basis van getuigenissen, maar ook op basis van de inrichting van de plaats : zo impliceert de term 'verlaten' dat het goed waarvan sprake niet meer gebruikt wordt en dat de eigenaar ervan het niet meer verzorgt.

Deze bepaling maakt het niet mogelijk zonder meer woningen die permanent bewoond zijn door krakers te betreden.

Het lijkt evenwel voorzichtig wanneer men te maken heeft met een eerder permanente bewoning door krakers, het principe van de onschendbaarheid van de woning te aanvaarden en dus de noodzaak van een bevel tot huiszoeking te beoordelen volgens dezelfde criteria als voor een « normale » woning. Het betreden van een dergelijke plaats zal meestal slechts kunnen geschieden op grond van een huiszoekingsbevel, of in geval van heterdaad, door een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings of ook nog op basis van de toestemming van de bewoner. Een dergelijke plaats kan eveneens worden betreden en ontruimd op grond van artikel 27 van de wet, of een beslissing van een bestuurlijke overheid of een beslissing van een rechtbank.

De voormelde algemene toezichtopdracht wordt toevertrouwd aan de gemeentepolitie en de rijkswacht. In het kader van de uitvoering van een opdracht van gerechtelijke politie kan iedere politieambtenaar op dezelfde manier die plaatsen betreden om de hem toevertrouwde opdracht uit te voeren. Zo ook wanneer hij de dader van een pas gepleegde inbreuk zoekt of wanneer hij op de hoogte wordt gebracht van de aanwezigheid van clandestiene spelers of personen die onwettig of verboden handel drijven. Het dient trouwens opgemerkt te worden dat vele bijzondere wetten aan de politiediensten of aan bepaalde leden ervan de mogelijkheid biedt om bepaalde plaatsen te bezoeken. Ze laat ook het art. 10 van het decreet van 19 juli 1791 betreffende de organisatie van een gemeentelijke en correctionele politie toe om in bepaalde omstandigheden ontchthuizen of plaatsen waar kansspelen gehouden worden te betreden. Dit is ook het geval voor de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, waar het art. 7 § 3 aan bepaalde officieren van gerechtelijke politie de bevoegdheid toekent om lokalen te betreden waar bepaalde stoffen gebruikt worden in groep.

6.3.3. De identiteitscontrole (art. 34)

« De politieambtenaren controleren de identiteit van ieder persoon wiens vrijheid wordt benomen of die een misdrijf heeft gepleegd.

Zij kunnen eveneens de identiteit controleren van ieder persoon indien zij, op grond van zijn gedragingen, materiële aanwijzingen of omstandigheden van tijd of plaats redelijke gronden hebben om te denken dat hij wordt opgespoord, dat hij heeft gepoogd of zich voorbereidt om een misdrijf te plegen of dat hij de openbare orde zou kunnen verstoren of heeft verstoord.

Overeenkomstig de richtlijnen en onder de verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie, kunnen de ambtenaren van bestuurlijke politie eveneens de identiteit controleren van ieder persoon die een plaats wenst te betreden die het voorwerp uitmaakt van een bedreiging in de zin van artikel 28, § 1, 3^o en 4^o.

Teneinde de openbare veiligheid te handhaven of de naleving te verzekeren van de wettelijke bepalingen met betrekking tot de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, kunnen de overheden van bestuurlijke politie, binnen de perken van hun bevoegdheden, identiteitscontroles voorschrijven, uit te voeren door de politiediensten in de omstandigheden die deze overheden bepalen.»

De politieambtenaren controleren dus de identiteit van iedere persoon wiens vrijheid benomen is of die een misdrijf heeft gepleegd.

Indien zij op grond van de gedragingen van een persoon, materiële aanwijzingen of omstandigheden van tijd en plaats redelijke gronden hebben om te denken dat hij wordt opgespoord, dat hij heeft gepoogd of zich voorbereidt om een misdrijf te plegen of ook nog dat hij de openbare orde zou kunnen verstoren of verstoord heeft, kunnen de politieambtenaren die persoon en zijn identiteit controleren.

De identiteitscontroles van personen mogen *niet willekeurig en ook niet*, behalve in een aantal bijzondere gevallen, *systematisch* gebeuren. De politieambtenaar die de controle uitvoert, moet een gegronde politieke reden hebben om een identiteitscontrole uit te voeren en moet die reden kunnen verklaren aan zijn hiërarchische meerderen. Zo behouden de politiediensten een zekere beoordelingsvrijheid.

De politieambtenaren moeten opgeleid worden om die identiteitscontroles uit te voeren en om vooral de situaties te beoordelen waarin ze nodig zijn.

Het is op dit vlak absoluut noodzakelijk te voorkomen dat de identiteitscontroles door hun te systematisch karakter, hun frequentie of sommige modaliteiten van de uitvoering ervan, ontaarden in overdreven en hinderlijke politiematregelen. Ze zouden niet alleen onrust en afkeuring opwekken, maar uiteindelijk ook de efficiënte ondermijnen van alle identiteitscontroles die nodig zijn voor een efficiënte toepassing van verscheidene bijzondere wetten of die moeten gebeuren op grond van bepaalde bijzondere omstandigheden.

Met uitzondering van de identiteitscontroles die inherent zijn aan de controle op de toegang tot het grondgebied van vreemdelingen zoals vermeld in de commentaar bij art. 21 (punt 5.2.4), mogen de identiteitscontroles in principe en a priori niet systematisch gebeuren. Wanneer echter incidenten te vreezen zijn bij sport-, folkloristische, culturele of politieke manifestaties, of wanneer sommige bijzondere plaatsen bedreigd worden, kunnen een algemene controle van personen, de fouillering ervan en de controle van hun identiteit op dusdanige wijze georganiseerd en gepland worden dat ze met een zekere regelmaat uitgevoerd worden. Die controles gebeuren dan overeenkomstig de onderrichtingen en onder de verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie.

De bestuurlijke overheden, met name de burgemeester of de Minister van Binnenlandse Zaken, kunnen eveneens teneinde de openbare veiligheid systematische identiteitscontroles laten uitvoeren in het kader van bijzondere gebeurtenissen of op bijzondere plaatsen.

De identiteitsstukken van de gecontroleerde persoon moeten aan de politieambtenaar overhandigd worden bij de identiteitscontrole.

Een persoon die weigert zijn identiteit te bewijzen, die zich in de onmogelijkheid bevindt om dat te doen of wiens identiteit twijfelachtig is, kan opgehouden worden gedurende de tijd die nodig is voor de verificatie van zijn identiteit en zulks gedurende ten hoogste twaalf uur.

De gecontroleerde persoon kan verzocht worden de politieambtenaren naar het politiebureau te volgen en er onder bewaking te wachten tot zijn identiteit voldoende bewezen is. Het ophouden van de gecontroleerde persoon, desgevallend na een veiligheidsfouillering, impliceert in principe geen aanwending van dwang noch opsluiting in een cel. Het ophouden van een persoon kan echter tot vrijheidsbeneming en opsluiting leiden zodra het aanwenden van dwang nodig is voor de identiteitscontrole.

De identiteitscontrole gebeurt op basis van de identiteitskaart. De verificatie van de identiteit gebeurt eveneens op basis van de identiteitskaart. De identiteit van een persoon kan echter ook geverifieerd en vastgesteld worden door de controle en verificatie van ieder ander document dat als identiteitskaart geldt, een Belgisch of buitenlands paspoort of rijbewijs. Ze kan ook vastgesteld worden op basis van een militaire identiteitskaart, een jachtvergunning, een beroepskaart. De authenticiteit van de documenten kan eveneens geverifieerd worden.

De identiteit van de gecontroleerde persoon kan eveneens vastgesteld worden dank zij de getuigenis van bekende, geloofwaardige personen.

De duur van de verificatie van de identiteit is afhankelijk van de omstandigheden, zoals de overgelegde documenten, en vergt soms bijkomende controles.

6.3.4. *Het doorzoeken en ontruimen van gebouwen of onbebouwde zones door de bestuurlijke politie (art. 27)*

In het kader van hun opdracht van bestuurlijke politie kunnen de politieambtenaren van de *rijkswacht, de gemeentepolitie en de bijzondere politiediensten* bepaalde gebouwen die zelfs niet toegankelijk zijn voor het publiek, zowel overdag als 's nachts doorzoeken en ze eventueel doen ontruimen. In dezelfde omstandigheden kunnen zij vervoermiddelen doen doorzoeken.

Het dergelijk systematisch doorzoeken of ontruimen van gebouwen hetgeen hoofdzakelijk van bestuurlijke aard is, beoogt enkel het opsporen van een gevaar of de oorzaak ervan, en het verwijderen of het beëindigen ervan. Dat is ondermeer nodig bij ernstig en nakend gevaar voor rampen, onheil of schadegevallen of wanneer het leven of de lichamelijke integriteit van personen ernstig wordt bedreigd : bijvoorbeeld in geval van giftige uitwasemingen, gevaar voor ontploffing of bomalarm.

De voor het publiek toegankelijke plaatsen alsook de verlaten goederen waarvan sprake in artikel 26 mogen door de rijkswacht en de gemeentepolitie in dat geval doorzocht en ontruimd worden.

De politieambtenaar mag op eigen initiatief een dergelijke fouillering in voor het publiek niet toegankelijke plaatsen echter slechts verrichten :

— op verzoek van de persoon die het werkelijk genot heeft van de plaats of met toestemming van die persoon. Zo kunnen de bevoegde politieambtenaren in sommige gevallen van ernstige familiale geschillen de plaats doorzoeken op verzoek van één van de echtgenoten, samenwonenden en soms zelfs van de kinderen;

— wanneer een hun op die plaats *gemeld gevaar* op geen andere wijze afgewend kan worden. Zo wanneer ernstige feiten, gehuil, een vechtpartij of schoten gemeld worden door burens of ook nog wanneer een alarminstallatie aanslaat.

In die verschillende hypothesen kan het doorzoeken waarvan sprake slechts gebeuren met het oog op het opsporen van personen die in gevaar verkeren, geslagen echtgeno(o)t(e) of kind bij voorbeeld, of van de oorzaak van het gevaar en om het te verhelpen.

Het is duidelijk dat dit doorzoeken niet alleen het optreden beoogt nodig om in de mate van het mogelijke het te vreezen gevaar te voorkomen of te beperken. Het omvat ook de noodzakelijke operaties om de schadelijke gevolgen ervan te beperken. Dat geldt ook bij de nodige doorzoekingen en ontruiming teneinde de eventuele slachtoffers van een ramp hulp te bieden of om te voorkomen dat de situatie die door die ramp ontstaan is, nieuwe slachtoffers maakt of nieuwe schade veroorzaakt.

De aard en de omvang van de te nemen maatregelen zullen nauw verbonden zijn met de omvang en de nakende dreiging, met de aard van het bedreigde belang en met de aard en de omvang van het belang dat tijdelijk opgeofferd moet worden.

In het kader van een optreden steunend op het art. 27, derde lid, kunnen de bevoegde politieambtenaren in voorkomend geval de interventie vragen van hulpdiensten, van de ontmijningsdienst van de krijgsmacht of van de gewapende macht. Zij kunnen ieder ander nuttig persoon vorderen.

Het doorzoeken en ontruimen van een woning of een zone en de onmiddellijke omgeving ervan kan bij nakend gevaar beslist worden door een bestuurlijke overheid. In bepaalde omstandigheden moet echter zeer snel gehandeld worden. Daarom stelt de wet de officieren van bestuurlijke politie in staat te beslissen over een dergelijke ontruiming. In dat geval beoordelen en evalueren ze eerst de toestand en geven ze nadien richtlijnen.

Zij moeten erop toezien dat de persoon die het werkelijke genot heeft van het gebouw, het vervoermiddel, de doorzochte zone of het doorzochte gebouw, de ontruimde zone of het ontruimde gebouw, in de mate van het mogelijke *gewaarschuwd* wordt.

Overigens moeten zij de bevoegde burgemeester zo spoedig mogelijk op de hoogte brengen, hetgeen bijzonder belangrijk is. Rekening houdend met de bijzondere verantwoordelijkheden van de bestuurlijke overheden en hun bevoegdheid om het optreden van de politiediensten te moduleren, dient met name de burgemeester immers zo vroeg mogelijk alle nuttige informatie te verkrijgen van de politiediensten.

Bij weigering van de persoon die het genot heeft van de plaats waar het nakende gevaar aanwezig is, zal de bestuurlijke overheid, meestal de burgemeester, maatregelen nemen om het doorzoeken en eventueel de ontruiming van de plaats toch mogelijk te maken.

Een optreden van bestuurlijke politie kan tijdens haar verloop eveneens *het karakter krijgen van een optreden van gerechtelijke politie*. Indien een politieambtenaar aldus een plaats betreedt op basis van art. 27 en er een misdrijf vaststelt, zijn die vaststelling en de vastlegging ervan in een proces-verbaal in principe geldig. Die vaststelling kan aanleiding geven tot een reeks andere handelingen van gerechtelijke politie, met name bij heterdaad.

Hij kan de bestuurlijke fouillering echter niet afwenden van haar doel : *het opsporen en het neutraliseren van de oorzaak van het gevaar*. De fouillering mag slechts uitgebreid worden tot het opzoeken van bewijs-elementen van misdaden of wanbedrijven, binnen de grenzen van het wetboek van strafvordering in de bepalingen met betrekking tot het optreden van ambtenaren van gerechtelijke politie.

De uitdrukking 'onbebouwde zone' die gebruikt wordt in art. 27 behelst met name privé-parken, afgesloten bossen, wouden, velden en weiden met inbegrip van stallen, hokken en schuren die er zich bevinden.

6.3.5. *De veiligheidsfouillering (art. 28)*

De veiligheidsfouillering is een fouillering van bestuurlijke politie waardoor iedere politieambtenaar een persoon kan fouilleren om zich ervan te vergewissen dat hij geen wapen of enig ander voorwerp dat gevaarlijk is voor de openbare orde draagt of vervoert. Deze fouillering heeft hoofdzakelijk tot doel de optredende politieambtenaar te beschermen en kan ook plaats vinden in de gevallen waar een gerechtelijke fouillering is voorzien.

Deze fouillering gebeurt door het betasten van het lichaam en de kleren van de persoon alsook door de controle van zijn bagage.

De fouillering mag *in geen geval willekeurig* zijn. De verschillende gevallen impliceren een beoordeling van een aantal relatief objectieve elementen, vermoedens of andere aanwijzingen op basis waarvan de optredende politieambtenaar kan beslissen of een veiligheidsfouillering noodzakelijk is. Die in aanmerking te nemen elementen kunnen zowel te maken hebben met de omstandigheden van tijd en plaats waar de controle en de fouillering uitgevoerd moeten worden als met de gefouilleerde persoon zelf. De actie van de politieambtenaar is in dit geval zo goed als gelijk aan die welke hij moet uitvoeren in het kader van de voormelde identiteitscontroles. Merken wij terloops op dat indien de omstandigheden het vereisen, de persoon die overeenkomstig art. 34 onderworpen wordt aan een identiteitscontrole, ook het voorwerp van een veiligheidsfouillering kan zijn.

De fouillering vermeld in het tweede lid, 3° kan verricht worden *zodra er risico's zijn* voor de openbare orde. De politiediensten hoeven dus niet te wachten tot de openbare orde werkelijk bedreigd is.

De fouillering kan ook verricht worden *zodra de plaats zelf bedreigd wordt*; zo bij voorbeeld het justitiepaleis ter gelegenheid van een proces van terroristen, van marginale jongerenbendes of van hooligans alsook sommige potentiële doelwitten van terroristen.

De veiligheidsfouillering moet beperkt zijn tot de strikt noodzakelijke tijd voor het verrichten ervan. Behalve het geval waarin de veiligheidsfouillering voor of na een aanhouding komt, mag de betrokken persoon voor die fouillering niet langer dan een uur opgehouden worden.

De fouilleringen vermeld in 3° en 4° van art. 28 kunnen slechts verricht worden op bevel en onder verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie. Het bevel waarvan sprake hoeft niet noodzakelijk te slaan op de aanwijzing van de te fouilleren persoon, maar kan uitgedrukt worden door een instructie die op een aantal personen van toepassing is in een gegeven situatie. Zo zal de officier van bestuurlijke politie die het bevel voert over een ordedienst, in zijn dienstorder kunnen voorzien in dergelijke fouilleringen en zal hij zijn richtlijnen niet moeten herhalen voor iedere fouillering in het bijzonder. Zo ook zal die officier van bestuurlijke politie niet noodzakelijk aanwezig moeten zijn op het ogenblik of op de plaats van de fouillering.

De beschreven procedure, alsook de uitdrukkelijke eis om de fouilleringen waarvan sprake te laten uitvoeren door personen van hetzelfde geslacht als de gefouilleerde persoon, is slechts imperatief van toepassing op de hypothesen van art. 28, § 1, 3° en 4°. In deze gevallen is een zekere verwachting en een zekere voorbereiding van de fouilleringverrichting mogelijk. In de mate van het mogelijke zal die regel ook toegepast worden in andere gevallen van fouillering van personen in het kader van de bestuurlijke politie. De eis om de fouillering te doen verrichten door een persoon van hetzelfde geslacht als de gefouilleerde persoon heeft geen betrekking op het doorzoeken van zijn kleren als zodanig noch op het doorzoeken van zijn bagage.

De fouillering mag nooit onttaarden in een hinderlijke maatregel en mag niet langer duren dan de tijd die daarvoor nodig is. Wanneer de wet een tijd voorschrijft tijdens welke de persoon opgehouden kan worden, dan betreft dit een maximale tijd. De opgehouden persoon moet in de mate van het mogelijke zo spoedig mogelijk gefouilleerd worden.

6.3.6. Fouillering voor de opsluiting in een cel (art. 28 § 3)

Voor de opsluiting van een persoon in een cel moet deze gefouilleerd worden om zich ervan te vergewissen dat hij niet in het bezit is van voorwerpen of stoffen die gevaarlijk zijn voor hemzelf of voor anderen of die van die aard zijn dat ze een ontvluchting vergemakkelijken.

De fouillering, die niet langer mag duren dan de tijd die ervoor nodig is, wordt verricht door een politieambtenaar of door een andere daartoe opgevorderde persoon, die van hetzelfde geslacht is als de te fouilleren persoon.

Wanneer het een bestuurlijke aanhouding betreft, wordt de fouillering verricht overeenkomstig de algemene of bijzondere onderrichtingen en onder de verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie, en wanneer het om een gerechtelijke aanhouding gaat, onder de verantwoordelijkheid en overeenkomstig de algemene of bijzondere onderrichtingen van een officier van gerechtelijke politie. Die officieren hoeven niet noodzakelijk aanwezig te zijn op de plaats waar de fouillering verricht wordt.

In dit verband moeten algemene richtlijnen gegeven worden binnen de verschillende politiediensten.

6.3.7. Doorzoeken van een voertuig in het raam van de bestuurlijke politie (art. 29)

De politieambtenaren kunnen een voertuig of enig ander vervoermiddel doorzoeken wanneer dit voertuig of vervoermiddel zou kunnen dienen om een misdrijf te plegen, dient of zou kunnen dienen om opgespoorde personen of personen die aan een identiteitscontrole willen ontsnappen een schuilplaats te geven of te vervoeren, of dat dient of zou kunnen dienen voor de openbare orde gevaarlijke voorwerpen op te slaan of te vervoeren.

De bepaling beoogt niet de grenscontroles.

De politieambtenaren kunnen ook een bestuurlijke doorzoeking verrichten wanneer de bestuurder weigert een controle toe te staan om na te gaan of het voertuig in overeenstemming met de wet is.

Net zoals voor de identiteitscontroles, de andere fouilleringen en de aanhoudingen werd het systeem geobjectiveerd. Een dergelijke fouillering is slechts denkbaar wanneer de politieambtenaren op grond van de gedragingen van de bestuurder of de passagiers, van materiële aanwijzingen of van omstandigheden van tijd en plaats, redelijke gronden hebben om te denken dat het voertuig doorzocht moet worden. De politieke redenen voor dat doorzoeken moeten eventueel in een verslag geëxpliciteerd kunnen worden aan de hiërarchisch meerderen van de politieambtenaren die tussenbeide komen of aan de overheden waaronder zij ressorteren maar niet noodzakelijk aan de gecontroleerde burger, op het ogenblik van het doorzoeken van het voertuig.

Een dergelijk doorzoeken is geen huiszoeking. Zoals wij gezien hebben bij het bespreken van de gerechtelijke fouillering, moet men voorzichtig zijn bij het doorzoeken van bepaalde voertuigen die als woonplaats ingericht zijn. Men zal des te voorzichtiger moeten zijn als het om een doorzoeking van bestuurlijke politie gaat.

Het doorzoeken van de stuurcabine van een vrachtwagen, van een voertuig met slaapbanken en gordijnen en van sommige motor homes die op het ogenblik van de controle als vervoermiddel gebruikt worden, mag normaal geen problemen opleveren.

Als de politieambtenaar op basis van voldoende aanwijzingen redelijkerwijze denkt dat er een misdrijf gepleegd is en dat het voertuig bij voorbeeld gebruikt wordt om verdovende middelen of wapens te vervoeren, kan de bestuurlijke doorzoeking veranderen in een gerechtelijke doorzoeking en in dat geval mag de doorzoeking langer dan een uur duren en zal het voertuig eventueel het voorwerp zijn van een gerechtelijke inbeslagneming daartoe.

De bepaling betreffende het doorzoeken van voertuigen wil eveneens paal en perk stellen aan abusieve of abnormaal lange doorzoekingen door te stellen dat het doorzoeken niet langer mag duren dan de tijd vereist door de omstandigheden die het rechtvaardigen.

Een gestationeerd en afgesloten voertuig kan in sommige gevallen door een slotenmaker of in geval van nood door andere middelen geopend en doorzocht worden.

In dit geval kan zelfs geweld gebruikt worden. Dit gebruik van geweld wordt geregeld door de principes uit art. 37 en vindt andere beperkingen in de concrete omstandigheden van het geval.

De memorie van toelichting is zeer duidelijk over het feit dat het uur tijdens welk het voertuig opgehouden kan worden door de gebruiker of de eigenaar van het voertuig niet aangewend mag worden om de actie van de politiemensen te vertragen: door bijvoorbeeld de sleutels te laten verdwijnen of door zich in het voertuig op te sluiten.

De bevoegdheid om dergelijke fouilleringen te verrichten impliceert dus in sommige omstandigheden de mogelijkheid om een zekere dwang te gebruiken.

6.3.8. *De bestuurlijke inbeslagneming (art. 30)*

De inbeslagneming is een dwangmaatregel waardoor een politieoverheid of -ambtenaar een bepaald goed, desgevallend een dier aan de eigenaar of de bezitter onttrekt, die er niet meer vrij over kan beschikken. Een dergelijke inbeslagneming kan van bestuurlijke of gerechtelijke aard zijn.

De meeste bestuurlijke inbeslagnemingen gebeuren bij massabijeenkomsten, sportmanifestaties of culturele manifestaties. De beoogde voorwerpen zijn met name die welke een gevaar betekenen voor het leven en de lichamelijke integriteit van de personen en de veiligheid van goederen. De inbeslagneming van voorwerpen zoals drankflesjes, alcoholische dranken waarvan de consumptie verboden zou zijn of vlaggen, sirenes of spandoeken waarvan het gebruik eveneens verboden werd door de bestuurlijke overheid kan aldus gebeuren op basis van artikel 30 van de wet. De wet brengt twee beperkingen aan op de modaliteiten van bestuurlijke inbeslagneming. De eerste stelt dat ze slechts uitgevoerd kan worden op een voor het publiek toegankelijke plaats en de tweede bepaalt dat ze een grondslag moet vinden in de noodwendigheden van de openbare rust. Andere bijzondere wetten maken eveneens de inbeslagneming mogelijk van sommige specifieke goederen, bij voorbeeld bedorven eetwaren. Die wetgevingen stellen de modaliteiten van dergelijke inbeslagnemingen vast.

De modaliteiten volgens welke de overeenkomstig de wet in beslag genomen voorwerpen bewaard, teruggegeven of vernietigd moeten worden, zullen bij koninklijk besluit bepaald worden.

6.3.9. *De bestuurlijke aanhouding (art. 31 tot 33)*

Verscheidene bijzondere wetten voorzien in de mogelijkheid om bestuurlijke aanhoudingen te verrichten. Een politiedienst kan overigens de bewegingsvrijheid of de vrijheid van samenkomst beperken van personen die een misdrijf gaan plegen, die de openbare orde verstoren of die hun identiteit niet doen blijken. Dat kan ook gebeuren met dronken personen, geesteszieken of met iedere andere persoon die de openbare rust kan verstoren. Die personen kunnen bij voorbeeld verwijderd worden wanneer bij nachtelijk lawaai en rumoer op de openbare weg of in plaatsen toegankelijk voor het publiek waaraan de bevelen van de overheid geen einde kunnen stellen, er geen ander middel is dan de grootste herrieschoppers met geweld te verwijderen. Wanneer overreding niet volstaat om een einde te maken aan de onrust, moeten de politiediensten indien nodig met geweld diegenen tijdelijk kunnen verwijderen die de openbare rust verstoren en moeten zij ze kunnen vasthouden gedurende de tijd die nodig is om de kalmte te doen terugkeren op de openbare plaats waar de incidenten zich voorgedaan hebben.

Om de bestuurlijke aanhouding van diegenen die de ordeverstoringen veroorzaakten te kunnen rechtvaardigen, moeten die aanhoudingen *absoluut noodzakelijk zijn voor de ordehandhaving*. De politiediensten moeten naar gelang de feitelijke omstandigheden beoordelen of de absolute noodzaak aanwezig is en of de bestuurlijke aanhouding de beste manier is om de orde te handhaven of nodig is op grond van imperatieve inzake veiligheid.

De daadwerkelijke verstoring van de openbare rust bedoeld in art. 31, 2^o, omvat de daden en te-handelingen die men wil stellen of zonet gesteld heeft, zoals de onrust die de optredende politieambtenaren hebben kunnen vaststellen net voor ze beslissen tot de actie over te gaan.

Personen die op het punt staan een misdrijf te plegen door de openbare veiligheid in gevaar te brengen, bij voorbeeld personen die zich klaarmaken om de lichamelijke integriteit van personen aan te tasten of onroerende goederen of andere goederen in brand te steken, of om te aanzienlijke schade toe te brengen, moeten daartoe verhinderd worden, eventueel door een bestuurlijke aanhouding (art. 31, 3^o). De eerste finaliteit van een dergelijke aanhouding is een einde te stellen aan een verstoring van de openbare orde. Zij zal eventueel gevolgd worden door een gerechtelijke aanhouding.

Rekening houdend met de omstandigheden die inherent zijn aan de verrichtingen in verband met de ordehandhaving en aan de onzekerheden en moeilijkheden die gepaard gaan met sommige gebeurtenissen die de openbare orde kunnen verstoren, is het vanuit het standpunt van gerechtelijke politie niet altijd mogelijk eveneens van bij het begin tussenbeide te komen om de dader van een misdrijf te identificeren, aan te houden en voor de bevoegde overheden te brengen.

Wanneer de openbare orde ernstig verstoord wordt, moet ze vooral hersteld worden; aldus kunnen de precieze identificatie van de daders van misdrijven en de ermee gepaard gaande gerechtelijke taken gespreid worden in de tijd. In elk geval mogen de politiediensten de imperatieven van de gerechtelijke politie en de inherente tijdsbeperkingen die verbonden zijn met de wet op de voorlopige hechtenis, niet uit het oog verliezen.

Daarom gebeurt de vrijheidsbeneming gesteund op artikel 31 onder de verantwoordelijkheid en de controle van de overheden en officieren van bestuurlijke politie, volgens de modaliteiten en overeenkomstig de in de artikelen 32, 33 en 35 gepreciseerde regels, maar ook, weliswaar in mindere mate, in de artikelen 37 en 38.

Bovenvermelde bevoegdheden maken ten slotte de vrijheidsbeneming slechts mogelijk in de mate waarin die nodig blijkt voor het vervullen van opdrachten in verband met de handhaving van de openbare orde en de aanhoudingen waarvan sprake mogen *niet langer duren* dan de tijd vereist door de omstandigheden die ze rechtvaardigen. Behalve in het kader van de samenloop van een bestuurlijke aanhouding met een gerechtelijke aanhouding vermeld in art. 32, mag een dergelijke vrijheidsbeneming slechts twaalf uur duren. In dat geval immers is het beginpunt van de termijn van 24 uur het ogenblik waarop de persoon zijn bewegingsvrijheid ontnomen werd op basis van vermoedens, omstandigheden of welbepaalde feiten die later een gerechtelijke aanhouding en eventueel voorlopige hechtenis kunnen opleveren.

Art. 32 heeft betrekking op de hypothesen waarin een aantal identieke feiten of omstandigheden aan de basis liggen van de bestuurlijke aanhouding en de gerechtelijke aanhouding en waarin de gerechtelijke aanhouding op basis van die elementen volgt op de bestuurlijke aanhouding of ermee gepaard gaat: bijvoorbeeld wanneer onder de bestuurlijk aangehouden personen « herrieschoppers » precies geïdentificeerd worden.

De opeenvolging betreft dus niet de hypothesen waarin een misdrijf of een wanbedrijf gepleegd wordt tijdens een bestuurlijke aanhouding of die waarin de politie een andere inbreuk vaststelt tijdens de bestuurlijke aanhouding of ook nog dat de aangehouden persoon opgespoord moet worden voor doeleinden van gerechtelijke politie of feiten erkent die geen verband houden met de omstandigheden die aan de basis liggen van de bestuurlijke aanhouding. Het gebruik van de term « samenloop » verplicht overigens tot een dergelijke analyse.

Elke persoon die het voorwerp uitmaakt van een bestuurlijke aanhouding, *kan vragen dat een persoon in wie hij vertrouwen stelt, daarvan verwittigd wordt*. Deze bepaling verplicht de politiedienst er niet toe om het even wie en ten koste van eender wat te verwittigen, en verplicht de politiediensten er ook niet toe de aangehouden persoon zelf in staat te stellen te verwittigen. De politiedienst verwittigt een vertrouwenspersoon van de aangehouden persoon waarin de politiedienst redelijkerwijze vertrouwen kan stellen en die niet aan de basis zal liggen van nieuwe verstoringen van de openbare orde.

De politie moet een normale en redelijke inspanning doen om de persoon waarvan sprake te verwittigen. Men mag van haar niet verwachten dat zij iemand in Zuid-Afrika verwittigt of dat zij bij massa-aanhoudingen tweehonderd personen verwittigt in Duitsland of zelfs in België. In dergelijke gevallen verwittigt zij prioritair de ouders van aangehouden minderjarigen.

Aangehouden personen mogen niet onnodig blootgesteld worden aan publieke nieuwsgierigheid (art. 35).

6.4. BIJZONDERE VERPLICHTINGEN VERBONDEN AAN DE UITOEFENING VAN HET POLITIEAMBT

6.4.1. *Legitimatieverplichting* (art. 41)

De politieambtenaren die in burgerkledij tegenover een persoon optreden, alsook de politieambtenaren *in uniform die zich aanmelden aan de woning* van een persoon, moeten van hun hoedanigheid doen blijken door middel van het legitimatiebewijs waarvan zij houder zijn.

Deze legitimatie, die niet moet gebeuren wanneer de omstandigheden het niet toestaan, moet slechts door één enkele politieambtenaar gebeuren.

De aan politieambtenaren opgelegde verplichting om hun hoedanigheid kenbaar te maken is niet absoluut en mag uiteindelijk geen beletsel vormen voor de actie van de politieambtenaren. Zo kan bij voorbeeld, uitzonderlijk, bij een interventie met het oog op de aanhouding van gevaarlijke misdadigers, de overlegging van het legitimatiebewijs gebeuren na de interventie.

De armband of het vest die in sommige omstandigheden gebruikt worden door de politieambtenaren, dienen ter identificatie van de politiemensen onderling tijdens bepaalde operaties en het dragen ervan mag niet gelijkgesteld worden met het voorleggen van de legitimatie.

6.4.2. *Wederzijdse bijstand en samenwerking* (art. 43)

Art. 43 legt de nadruk op de verplichting die alle politiediensten hebben om elkaar bij te staan en voor een doeltreffende samenwerking te zorgen door te stellen dat in bepaalde welomschreven gevallen iedere officier van bestuurlijke politie van een bepaalde politiedienst de bijstand kan vorderen van andere bevoegde ambtenaren. De politieambtenaren wier bijstand gevraagd wordt, moeten daar gevolg aan geven *in geval van gevaar voor personen en indien de middelen van de politieofficier* die de vordering doet, *onvoldoende* blijken te zijn, en brengen hun hiërarchische meerdere op de hoogte, die op zijn beurt zo spoedig mogelijk de overheid verwittigt waarvan zij afhangen. Deze overheid kan in voorkomend geval een einde stellen aan de bijstand.

Als de omstandigheden het vereisen, bij voorbeeld wegens het gevaar dat de van zijn vrijheid benomen persoon vertegenwoordigt, of wegens het aantal personen wier vrijheid benomen werd, of nog de ernst van het misdrijf dat aan de basis ligt van de vrijheidsbeneming, alsook in voorkomend geval op grond van bijzondere overeenkomsten met de spoorwegpolitie, zijn de gemeentepolitie en de rijkswacht gehouden de nodige bijstand, d.w.z. die welke nodig is op grond van de omstandigheden, te verlenen aan de spoorwegpolitie. Deze bijstand zou kunnen noodzakelijk zijn wanneer de spoorwegpolitie ontsnapte veroordeelden of gedetineerden vat of vreemdelingen die niet de vereiste stukken of documenten bij zich hebben, alsook eventueel voor het uithalen van bepaalde gedetineerden en het bewaken of beschermen van het vervoer van bepaalde aangehouden personen.

6.4.3. *Vordering van hulp of bijstand van personen* (art. 42)

Art. 185 van de nieuwe gemeentewet en art. 18, § 2, van de wet op de rijkswacht maakten het de politieambtenaren van de beide politiediensten reeds mogelijk de bijstand te vorderen van ter plaatse aanwezige personen. Art. 42 gaat verder dan die opgeheven bepalingen door de bevoegdheid om hulp of bijstand te vorderen uit te breiden tot alle politieambtenaren en door te stellen dat een dergelijke vordering in geval van absolute noodzaak ook gericht kan worden tot enig ander nuttig persoon, zelfs indien die zich niet ter plaatse bevindt. De wet verduidelijkt overigens dat de gevorderde hulp of bijstand de persoon die ze verleent niet in gevaar mag brengen.

Hulp en bijstand hebben *geen betrekking op specifieke politietaken*. Zij bestaan er bij voorbeeld in de politieambtenaren in staat te stellen een telefoon te gebruiken, een voorlopig onderkomen te verlenen aan bepaalde personen, materieel te verschaffen dat in het bezit van de gevorderde persoon is en het te gebruiken indien dat gebruik bijzondere kwalificaties vereist die zij bezitten. Als een persoon weigert zich naar een vordering te schikken, moet hij de reden van die weigering kenbaar maken op het ogenblik waarop hij zich uitspreekt. Het herstel van schade die door de normale en correcte uitvoering van een vordering zowel aangericht werd aan de gevorderde persoon als aan derden, valt normaal gezien ten laste van de overheid die algemeen verantwoordelijk is voor het optreden.

De weigering om te voldoen aan een wettelijke vordering kan bestraft worden met toepassing van art. 422 *ter* van het Strafwetboek.

6.4.4. *Bescherming tegen nieuwsgierigheid* (art. 35)

Art. 35 beoogt te beletten dat een persoon onnodig of tegen zijn wil zou blootgesteld worden aan de publieke nieuwsgierigheid of de pers wanneer deze opgehouden of aangehouden wordt. Dit verbod heeft eveneens betrekking op het verwittigen van de pers van dergelijke aanhoudingen. De bepaling strekt er evenwel niet toe de pers te verbieden politieoptredens te volgen en zelfs te filmen. Hetgeen beoogd wordt is dat politieambtenaren onnodig aangehouden personen blootstellen aan de publieke nieuwsgierigheid.

6.4.5. *Uitvoering van administratieve taken* (art. 25)

Art. 25 bepaalt nog uitdrukkelijker dat politiediensten in eerste instantie politieopdrachten dienen te vervullen. Politiediensten mogen voortaan enkel nog belast worden met werkelijke politieopdrachten en met opdrachten waarvoor politiebevoegdheid vereist is om ze tot een goed einde te brengen. Wat de administratieve taken betreft, zijn er verschillende categorieën :

De eerste categorie is de categorie van taken die de wet uitdrukkelijk toekent aan de politie. Zo is er bijvoorbeeld het K.B. van 20 september 1991 ter uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie. Dit K.B. legt aan de korpschef van de gemeentepolitie, desgevallend de brigadecommandant van de rijkswacht, op bepaalde vergunningen af te leveren voor het houden van wapens. Het K.B. van 31 december 1953 stelt dat de politie bepaalde certificaten dient te verstrekken in geval van verlies of diefstal van een nummerplaat of inschrijvingscertificaat.

Een tweede categorie omvat opdrachten die absoluut onverenigbaar zijn met de uitoefening van politieopdrachten. De ministeriële omzendbrief van 22.10.1987 die handelt over het kwalitatief veiligheidsplan gericht aan de gouverneurs somt in bijlage deze taken op : attesten verlenen voor familiale toelagen, controle van meldingsplicht van werkzoekenden, verspreiden van gemeentelijke briefwisseling.

Een derde categorie heeft geen directe binding met politieopdrachten, maar politiebevoegdheid is vereist voor het uitvoeren ervan. Gezien het hier om een uitzondering gaat op het principe zoals voorzien in het eerste lid van het artikel, zal een beperkende lijst hiervan opgesteld worden door de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie.

7. BURGERLIJKE AANSPRAKELIJKHEID EN RECHTSBIJSTAND

7.1. AANSPRAKELIJKHEID VAN DE OVERHEID (art. 47)

De Staat en de gemeente zijn voortaan krachtens de wet, zoals een aansteller voor zijn aangestelden, overeenkomstig artikel 1384, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door politieambtenaren in de functies waartoe zij hen wettelijk hebben aangewend.

Dit betekent :

— dat derden de Staat of de gemeente zullen kunnen aanspreken van zodra de daad die de schade teweegbrengt tijdens de duur van de uitoefening van de functies is gebeurd en in verband met die functies staat, al was het onrechtstreeks en occasioneel;

— dat derden hun vordering tot schadevergoeding omzeggens altijd tegenover de Staat of de gemeente zullen kunnen instellen. De betrokken politieambtenaren zelf zullen niet noodzakelijk alleen staan voor de strafrechter. Zij kunnen inderdaad voortaan de Staat of de gemeente in het geding betrekken, (art. 50).

De verdeling van de aansprakelijkheid tussen de staat en de gemeente omwille van daden die gesteld werden door politieambtenaren van de gemeentepolitie wordt ook geregeld. De gemeente kan aldus beriep tegen de staat blijven instellen voor de schade die haar politieambtenaren veroorzaakt hebben bij de uitvoering van gerechtelijke politie, maar ook bij de uitvoering van bepaalde opdrachten of taken van bijzondere bestuurlijke politie die de staat hun toevertrouwd heeft, bij voorbeeld in een aangelegenheid met de vreemdelingenpolitie.

7.2. DE PERSOONLIJKE BURGERLIJKE AANSPRAKELIJKHEID VAN DE POLITIEAMBTENAREN (art. 48 — 49 — 50)

De persoonlijke burgerlijke aansprakelijkheid van de politieambtenaren zal voortaan duidelijk beperkt worden tot de opzettelijke fout, de zware fout en de lichte fout die bij hen gewoonlijk voorkomt.

Deze beperking is dezelfde als die welke de werknemers genieten op wie artikel 18 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten van toepassing is, en de begrippen « opzettelijke fout, zware fout en lichte fout die bij hen gewoonlijk voorkomt » worden bijgevolg geïnterpreteerd in het licht van de rechtspraak betreffende deze bepaling. Uit de recente rechtspraak en rechtsleer kan men in dat verband de volgende definities afleiden :

— *de opzettelijke fout* is de bewuste en vrijwillige schending van een wettelijke of reglementaire norm die een onthouding of een precies gedrag of een algemene voorzichtigheidsplicht oplegt;

— *de zware fout* is elke niet opzettelijke fout die zo grof, zo excessief is, dat ze niet begrepen kan worden van een redelijk persoon; het verzuimen van de meest elementaire voorzichtigheidsmaatregel die elk verstandig mens moet nemen. Er is sprake van een zware fout wanneer de dader zich ervan bewust was of moest zijn dat zijn gedrag schade zou veroorzaken. Ze impliceert de schending van een wettelijke of reglementaire norm of van een algemene gedragsnorm waarvan de eerbiediging noodzakelijk is voor het bewaren van de maatschappelijke organisatie;

— *de gewoonlijke voorkomende lichte fout* is de lichte fout die herhaaldelijk voorkomt in een relatief korte tijdsspanne, zonder dat elke apart beschouwde fout de aansprakelijkheid van de dader verbindt en zonder dat zij noodzakelijkerwijze van dezelfde aard moeten zijn.

In die aangelegenheden moet echter onderstreept worden dat een strafrechtelijke veroordeling voor een opzettelijk of onvrijwillig misdrijf niet ipso facto een opzettelijke of zware burgerrechtelijke fout meebrengt.

Er moet telkens rekening gehouden worden met de concrete context waarin de betrokken politiemans tussenbeide is gekomen. Het is duidelijk dat andere politieambtenaren die geschaad zouden zijn door de fout van een collega, ook derden zijn in de zin van artikel 48.

Net zoals de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit de politieambtenaren geheel of gedeeltelijk kan *vrijstellen* van de verplichting om de schade te herstellen wat de aansprakelijkheid ten opzichte van de staat betreft, zou de gemeenteraad een dergelijke beslissing kunnen nemen voor de politieambtenaren van de gemeentepolitie wat hun aansprakelijkheid tegenover de gemeente betreft.

Als de politieambtenaar een opzettelijke fout, een zware fout of een gewoonlijke lichte fout begaan heeft waarbij zijn persoonlijke aansprakelijkheid in het gedrang komt, kan de staat of de gemeente die daardoor rechtstreeks (beschadiging van een goed van de staat bijvoorbeeld) of onrechtstreeks (wanneer de staat of de gemeente het derde slachtoffer schadeloos gesteld heeft) schade geleden heeft, van de verantwoordelijke ambtenaar een geldsom terugvorderen ter grootte van het nadeel.

Overeenkomstig een procedure waarvan de details nog bepaald moeten worden, moet iedere rechtsovereenkomstig die de staat of de gemeente zou willen instellen om die som terug te vorderen, voorafgegaan worden door een *aanbod tot dading* aan de politieambtenaar, die in voorkomend geval, slechts een gedeeltelijke schadevergoeding kan inhouden (art. 49, § 1). De dading kan voorzien in een gespreide betaling van de schuld.

De voormelde politieambtenaar kan de *staat of de gemeente in het geding betrekken* (art. 50). Dat zal de politieambtenaar in staat stellen te voorkomen dat hij alleen op burgerrechtelijk vlak veroordeeld wordt of dat hij alleen en soms zeer snel alle gevolgen van een dergelijke veroordeling moet ondergaan. De Staat of de gemeente kan ook vrijwillig tussenbeide komen.

7.3. DE PERSOONLIJKE GEHOUDENHEID TOT HET BETALEN VAN DE GERECHTSKOSTEN (art. 51)

De politieambtenaar wordt enkel en alleen persoonlijk gehouden de kosten te dragen van het geding, waarbij hij veroordeeld werd wegens feiten gepleegd in zijn functies, indien hij een opzettelijke of zware fout of een bij hem gewoonlijk voorkomende lichte fout begaan heeft (art. 51).

In de andere gevallen worden zij gedragen door de gemeente voor de gemeentepolitieambtenaar en door de Staat voor de andere politieambtenaren, met inbegrip van de brigadecommissarissen.

7.4. RECHTSHULP TEN LASTE VAN DE OVERHEID (art. 52)

De nieuwe regeling vult de leemten aan van het huidige systeem, maar houdt wel rekening met een eventuele opzettelijke of zware fout van de betrokken politieambtenaar of een daad die klaarblijkelijk geen enkel verband houdt met de uitoefening van de functies (art. 52 § 2 en § 3).

De rechtshulp waarvan sprake wordt overigens niet verleend in het kader van de rechtsovereenkomstig die de Staat of de gemeente instelt tegen een politieambtenaar tot herstel van de schade die hij rechtstreeks of onrechtstreeks geleden heeft.

De gevallen waarin een politieambtenaar volgens te bepalen normen recht heeft op kosteloze rechtsbijstand van een advocaat of op een tussenkomst in de kosten voor feiten gebeurd in zijn functies, zijn met name :

— wanneer hij strafrechtelijk vervolgd wordt. Hieronder vallen uiteraard ook de gevallen van burgerlijke partijstelling voor de onderzoeksrechter en de rechtstreekse dagvaarding voor de politie- of de correctionele rechtbank;

— wanneer hij voor een burgerlijke rechtbank wordt gedaagd, o.a. bij een dagvaarding in kort geding;
 — wanneer hijzelf (of in voorkomend geval zijn rechthebbenden) zijn rechten als slachtoffer van geweldsdaden die aanleiding gaven tot werkongeschiktheid wil doen gelden. Deze bepaling moet ruim worden opgevat; beoogd wordt zowel de burgerlijke partijstelling voor een strafgerecht, als de rechtsvordering voor een burgerlijke rechtbank. De werkongeschiktheid is de door een geneesheer vastgestelde fysieke definitieve of tijdelijke onbekwaamheid zijn ambt uit te oefenen. Een gedeeltelijke vrijstelling van bepaalde dienstprestaties is evenwel niet voldoende.

De rechtshulp waarop de betrokken politieambtenaar recht heeft wordt verzekerd door een advocaat naar keuze waarvan de honoraria, binnen bepaalde voorwaarden, door de Staat of de gemeente worden gedragen. De Koning wordt de zorg toegekend om die voorwaarden te bepalen binnen dewelke de honoraria van de advocaat die gekozen is om de rechtsbijstand te verlenen ten laste worden genomen door de Staat of de gemeente. Ter wille van een behoorlijk bestuur zal in de mogelijkheid voorzien kunnen worden forfaitair of contractueel met een bepaald aantal advocaten op te treden, waarbij hun honoraria derwijze vastgesteld worden dat ze op de beste wijze de belangen van alle betrokken partijen behartigen.

De politieambtenaar van de gemeentepolitie kan in het algemeen in dit kader doorgaans genieten van een rechtsbijstandverzekering afgesloten voor het gehele gemeentepersoneel.

De verleende rechtshulp omvat eveneens de kosten i.v.m. het verzekeren van de verdediging.

Er dient aangestipt dat de politieambtenaar steeds de mogelijkheid behoudt om, uiteraard op eigen kosten, een beroep te doen op een eigen advocaat.

7.5. VERGOEDING — ZAAKSCHADE (art. 53)

« § 1. De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels volgens welke de politieambtenaar bedoeld in artikel 47 wordt vergoed voor de zaakschade die hij, in zijn functies in vredetijd, heeft geleden.

Onder zaakschade wordt begrepen, de schade toegebracht aan goederen waarvan de politieambtenaar eigenaar of houder is en die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van zijn functies .../...»

De wet creëert een grondslag krachtens dewelke de personeelsleden van de politiediensten door de Staat of de gemeente vergoed kunnen worden voor materiële schade die zij bij de dienstuitvoering in of wegens hun functies hebben geleden en die niet op een andere wijze binnen redelijke termijnen kan worden vergoed (art. 53).

Beoogd wordt de schade die werd toegebracht aan de goederen waarvan het personeelslid eigenaar of houder is en die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van zijn bediening.

Dit zal b.v. het geval zijn wanneer het uurwerk of de bril van een politieambtenaar wordt gebroken als gevolg van slagen toegebracht door een betoger of wanneer zijn uniform wordt gescheurd tijdens een aanhouding of beschadigd of bevuild tijdens de eigenlijke dienstuitvoering of buiten de eigenlijke dienstuitvoering, maar omwille van zijn hoedanigheid van politieambtenaar.

Daarentegen zal de materiële schade die het gevolg is van een verkeersongeval op de weg naar of van het werk principieel geen recht op vergoeding openen in het kader van deze wet. Ook het enkele feit dat de schade tijdens de diensturen werd geleden zal niet volstaan. De schade die de politieambtenaar zou oplopen buiten de diensturen maar tijdens de uitoefening van één van zijn wettelijke opdrachten kan wel in aanmerking worden genomen.

Het woord « houder » werd ingelast om de gevallen te dekken waarin de politieambtenaar het betrokken goed b.v. zou geleend of gehuurd hebben.

Het woord « onontbeerlijk » ten slotte, wil aangeven dat het moet gaan om goederen die noodzakelijk zijn voor de eigenlijke dienstuitvoering en waarvan de waarde of het nut, gelet op de aard van de uitgevoerde opdracht, niet onredelijk zijn.

De vergoeding is uitgesloten wanneer de schade het gevolg is van een opzettelijke of een zware fout van de betrokken politieambtenaar.

8. BIJLAGE

Inhoudstabel

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. Tobback

De Minister van Justitie,

M. Wathélet

—
 Bijlage
 —

INHOUDSTABEL

1. DOEL VAN DE WET EN WETTELIJK KADER

1.1. DOEL

1.2. WETTELIJK KADER

2. TOEPASSINGSGEBIED

3. KRACHTLIJNEN

4. BEVOEGDHEDEN EN VERANTWOORDELIJKHEDEN VAN DE POLITIEOVERHEDEN

4.1. UITOEFENEN VAN DE GERECHTELIJKE EN DE BESTUURLIJKE POLITIE DOOR DE POLITIEOVERHEDEN

4.1.1. De bescherming van personen (art. 13)

4.1.2. De verhouding tussen algemene en bijzondere bestuurlijke politie (art. 12)

4.2. VERHOUDING TUSSEN POLITIEOVERHEDEN EN POLITIEDIENSTEN

4.2.1. Het gezag (art. 5, 6, 7 en 8)

4.2.1.1. Het hiërarchisch gezag

4.2.1.2. Vorderingen (art. 6)

4.2.1.3. Richtlijnen (art. 5, 6 en 7)

4.2.2. Coördinatie van beheer (art. 9)

4.2.3. Coördinatie van het beleid (art. 9 en 10)

4.2.4. De leiding (art. 8)

5. OPDRACHTEN VAN DE POLITIEDIENSTEN
- 5.1. ALGEMEEN
- 5.1.1. Opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie (art. 14 en 15)
- 5.1.2. Bijstandsfunctie (art. 46)
- 5.1.3. Het lenen van de sterke arm (art. 44)
- 5.1.4. Het betekenen van gerechtelijke bevelen (art. 44)
- 5.1.5. Het inwinnen van inlichtingen (art. 39)
- 5.2. SPECIFIEKE OPDRACHTEN
- 5.2.1. Politie van het wegverkeer (art. 16)
- 5.2.2. Ramp, onheil of schadegeval (art. 17)
- 5.2.3. Toezicht op de geesteszieken, op de geïnterneerden en op de voorwaardelijk in vrijheid gestelde veroordeelden (art. 18, 19 en 20)
- 5.2.4. Toezicht op vreemdelingen (art. 21)
- 5.2.5. Samenscholingen (art. 22)
- 5.2.6. Politie der gevangenen en bescherming van de overbrenging (art. 23)
- 5.2.7. Het nemen van beveiligingsmaatregelen ten aanzien van gevaarlijke of verlaten dieren (art. 24)
- 5.3. TERRITORIALE BEVOEGDHEID (art. 45)
6. BEVOEGDHEDEN EN VERANTWOORDELIJKHEDEN VAN DE POLITIEAMBTENAREN
- 6.1. GEBRUIK VAN DWANG (art. 37 en 38)
- 6.2. BEVOEGDHEDEN VAN GERECHTELIJKE POLITIE
- 6.2.1. Algemeen
- 6.2.2. De gerechtelijke fouillering (art. 28 § 2)
- 6.2.3. Doorzoeken van een voertuig of van ieder ander vervoermiddel (art. 29)
- 6.2.4. Huiszoeking met toestemming (art. 55)
- 6.2.5. Processen-verbaal (art. 40)
- 6.3. HET BEGRIJ OFFICIER VAN BESTUURLIJKE POLITIE EN DE BEVOEGDHEDEN VAN BESTUURLIJKE POLITIE
- 6.3.1. Het begrip officier van bestuurlijke politie
- 6.3.2. De controle van bestuurlijke politie in het algemeen en het bezoek aan bepaalde plaatsen (art. 14 en 26)
- 6.3.3. De identiteitscontrole (art. 34)
- 6.3.4. Het doorzoeken en ontruimen van gebouwen of onbebouwde zones door de bestuurlijke politie (art. 27)
- 6.3.5. De veiligheidsfouillering (art. 28)
- 6.3.6. Fouillering voor de opsluiting in een cel (art. 28 § 3)
- 6.3.7. Doorzoeken van een voertuig in het raam van de bestuurlijke politie (art. 29)
- 6.3.8. De bestuurlijke inbeslagneming (art. 30)
- 6.3.9. De bestuurlijke aanhouding (art. 31 tot 33)
- 6.4. BIJZONDERE VERPLICHTINGEN VERBONDEN AAN DE UITOEFENING VAN HET POLITIEAMBT
- 6.4.1. Legitimatieverplichting (art. 41)
- 6.4.2. Wederzijdse bijstand en samenwerking (art. 43)
- 6.4.3. Vordering van hulp of bijstand van personen (art. 42)
- 6.4.4. Bescherming tegen nieuwsgierigheid (art. 35)
- 6.4.5. Uitvoering van administratieve taken (art. 25)
7. BURGERLIJKE AANSPRAKELIJKHEID EN RECHTSBIJSTAND
- 7.1. AANSPRAKELIJKHEID VAN DE OVERHEID (art. 47)
- 7.2. DE PERSOONLIJKE BURGERLIJKE AANSPRAKELIJKHEID VAN DE POLITIEAMBTENAREN (art. 48 — 49 — 50)
- 7.3. DE PERSOONLIJKE GEHOUDENHEID TOT HET BETALEN VAN DE GERECHTSKOSTEN (art. 51)
- 7.4. RECHTSHULP TEN LASTE VAN DE OVERHEID (art. 52)
- 7.5. VERGOEDING — ZAAKSCHADE (art. 53)
8. BIJLAGE

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Recrutement de magistrats à l'Auditorat et au Bureau de Coordination du Conseil d'Etat et constitution d'une réserve de recrutement (cadre français) (cadre français — bilingue F + N). — Avis

I.a. Le Conseil d'Etat organisera au cours du deuxième trimestre 1993, en vue de la nomination à au moins une place d'auditeur adjoint ou de référendaire adjoint et de la constitution d'une réserve de lauréats admissibles, un concours réservé aux candidats justifiant par leur diplôme, avoir subi l'examen de docteur ou de licencié en droit en langue française.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN AMBTENARENZAKEN**

Werving van magistraten voor het Auditoraat en het Coördinatiebureau van de Raad van State en de samenstelling van een wervingsreserve (franstalig kader) (franstalig — tweetalig kader F + N). — Bericht

I.a. Met het oog op de benoeming van ten minste 1 adjunct-auditeur of adjunct-referendaris en de samenstelling van een reserv van benoembaren, zal de Raad van State in de loop van het tweede trimester van 1993 een vergelijkend examen organiseren voorbehouden aan gegadigden die blijkens hun diploma het examen van doctor of licentiaat in de rechten in het Frans hebben afgelegd.